Mémoire présenté le :
pour l'obtention du Diplôme Universitaire d'actuariat de l'ISFA
et l'admission à l'Institut des Actuaire

Par : Noé DESGOUTTES

Titre : Une nouvelle approche fréquence-sévérité pour modéliser le risque
d'incapacité professionnelle permanente dans un contexte de réassurance

Confidentialité : NON (Durée : 1 an 2 ans)

Les signataires s'engagent à respecter la confidentialité indiquée ci-dessus

*Membres présents du jury de Signature
l'Institut des Actuaire*

Entreprise : QBE Re

Nom :

Signature :

Directeur de mémoire en entre-

prise : Benjamin VANAERDE

Nom :

Signature :

*Membres présents du jury de
l'ISFA*

Invité :

Nom :

Signature :

*Autorisation de publication et
de mise en ligne sur un site de
diffusion de documents actua-
riels (après expiration de l'éventuel
délai de confidentialité)*

Signature du responsable entreprise

Signature du candidat

Une nouvelle approche fréquence-sévérité pour modéliser le risque d'incapacité professionnelle permanente dans un contexte de réassurance

Noé Desgouttes
Institut de Science Financière et d'Assurances
Université Claude Bernard Lyon 1

Tuteur : Benjamin Vanaerde

Mars 2020

Résumé

L'objectif de ce mémoire est de construire un modèle de tarification de contrats de réassurance du risque d'incapacité permanente de travail. Nous cherchons à modéliser la fréquence d'entrée en incapacité professionnelle permanente des assurés, ainsi que les degrés d'incapacité des individus sinistrés. La prime technique de réassurance est alors envisagée comme une fonction du nombre d'incapacités professionnelles permanentes et des degrés d'incapacité modélisés pour un portefeuille considéré. Contrairement à la tarification à l'expérience classiquement réalisée pour obtenir la prime technique des contrats de réassurance du risque d'incapacité professionnelle permanente, cette modélisation permet de suivre la même logique indemnitaire que celle du contrat d'assurance sous-jacent. En effet, dans le cadre de ce dernier, l'indemnisation versée est aussi fonction du degré d'incapacité de l'assuré. Le modèle construit permet de comprendre et d'anticiper aisément l'influence sur la prime technique de réassurance des paramètres retenus pour la distribution de probabilité des degrés d'incapacité professionnelle permanente. Il permet également de calibrer la sinistralité attendue à partir des profils des assurés sur celle observée historiquement dans le portefeuille considéré, afin de tenir compte d'une exposition spécifique au risque d'incapacité professionnelle permanente qui ne serait pas capturée par les profils des assurés communiqués au réassureur.

Mots-clés : réassurance vie, excédent de sinistre, incapacité permanente, degré d'incapacité, mise en *As-If*

Abstract

The aim of this Master's thesis is to build a pricing model for contracts re-insuring the risk of permanent disability. We seek to model the frequency of entry into permanent occupational disability, as well as the disabled policyholders' degrees of disability. The technical reinsurance premium is then viewed as a function of the number of permanent occupational disabilities and the degrees of disability modelled for a given portfolio. Contrary to the experience-based pricing conventionally used to obtain the technical premium for the contracts re-insuring the risk of permanent occupational disability, this modeling enables to follow the same indemnity logic as that of the underlying insurance contract. Indeed, under the latter, the compensation paid is also a function of the policyholders' degrees of disability. In addition to taking into account the degrees of disability, the model makes it possible to easily understand and anticipate the influence on the technical reinsurance premium of the parameters used for the probability distribution of the degrees of permanent occupational disability. It also enables to calibrate the expected loss inferred from the profiles on the historical loss experience of the portfolio, to take into account a specific exposure to the risk of permanent occupational disability that would not be captured by the profiles of the policyholders communicated to the reinsurer.

Keywords : life reinsurance, excess of loss, permanent disability, disability rate, As-if situation

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Benjamin Vanaerde, mon tuteur au sein de QBE Re, pour le temps qu'il a consacré au suivi de mon travail, ainsi que pour ses conseils précieux et ses explications techniques très instructives.

Je remercie également Aurélien Dubois et Bruno Guelle pour m'avoir offert l'opportunité d'effectuer mon alternance au sein de QBE Re.

Je remercie mon tuteur de l'ISFA, Stéphane Loisel, pour l'encadrement de ce mémoire.

Je remercie enfin l'ensemble de mes collègues de QBE Re pour leur accueil chaleureux et bienveillant.

Table des matières

Introduction	1
1 Les caractéristiques du risque d'incapacité professionnelle permanente dans un contexte de réassurance motivent la recherche d'une nouvelle méthode de tarification	2
1.1 Les risques d'incapacité et d'invalidité en assurance : des risques polysémiques affectant la capacité de subsistance	2
1.2 Réassurer le risque d'incapacité permanente à l'aide de traités en excédent de sinistre	4
1.3 Notion de <i>Burning Cost</i> observé	6
1.4 Présentation classique des données de renouvellement fournies par les cédantes	7
1.4.1 Les profils dits « individuels »	7
1.4.2 Présentation classique de l'historique de sinistralité fourni par les cédantes	8
1.4.3 Autres données de renouvellement fournies par les cédantes	8
1.5 Un contexte de tarification spécifique à la réassurance motive le choix de se concentrer sur l'incapacité permanente avec un degré d'incapacité consolidé	9
1.6 Méthode de tarification suivie actuellement chez QBE Re, face aux insuffisances des données	10
1.6.1 Pré-analyse	10
1.6.2 Modèle mathématique	13
1.7 Les limites de la méthode de tarification actuelle nourrissent la volonté de construire un modèle de sévérité fondé sur le degré d'incapacité permanente	15

2 Etude qualitative des données disponibles (hors données de renouvellement) et choix des hypothèses de travail	17
2.1 Motivations du choix de se restreindre géographiquement à la France et à la Belgique	17
2.2 Etude qualitative des données de la Sécurité sociale et de l'INSEE utilisées pour construire le modèle de fréquence	18
2.2.1 Données de la Sécurité sociale : « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN » (voir annexe 1)	18
2.2.2 Données de l'INSEE : « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 » (voir annexe 2)	20
2.2.3 Données de l'INSEE : « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 » (voir annexe 2) . .	21
2.3 Collecte d'avis d'experts médicaux mandatés par QBE Re Brussels : quelles conclusions actuarielles dans une optique de modélisation du risque incapacité permanente ?	21
2.4 Hypothèses de travail pour exploiter les données et avis d'experts disponibles	24
2.4.1 Hypothèses relatives aux données des documents « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN », « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 », et « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 »	24
2.4.2 Hypothèses relatives aux avis d'experts collectés	28
2.4.3 Est-il pertinent d'utiliser des données françaises pour la fréquence et des expertises belges pour la sévérité ?	28
3 Construction d'un modèle exploitant les données nationales et les avis d'experts	30
3.1 Etude quantitative des données de la Sécurité sociale et de l'INSEE .	30
3.2 Construction du modèle de fréquence	32
3.2.1 PEIP pour la population active générale, par tranche d'âge et par sexe	33
3.2.2 PEIP pour les cadres, par tranche d'âge et par sexe	34
3.2.3 Conversion des probabilités par tranche d'âge en probabilités par âge	39
3.2.4 Représentations graphiques des probabilités obtenues	39

3.3	Construction du modèle de sévérité en raisonnant sur le degré d'incapacité, selon les caractéristiques des assurés et selon les garanties du contrat d'assurance	43
3.3.1	Distinction selon la cause de l'incapacité permanente : maladie ou accident	43
3.3.2	Les avis d'experts collectés et les contraintes d'interprétabilité des paramètres motivent la modélisation du degré d'incapacité permanente à l'aide de la loi de Kumaraswamy	43
3.3.3	Analyse des informations de renouvellement relatives aux degrés d'incapacité observés dans un portefeuille, à l'aide d'une distribution de mélange Kumaraswamy	51
3.3.3.1	Définition mathématique d'une distribution de mélange fini	51
3.3.3.2	Intérêt d'une distribution de mélange Kumaraswamy à un paramètre au regard des informations de renouvellement	51
3.3.3.3	Détermination des paramètres de la distribution de mélange Kumaraswamy	53
3.3.3.4	Ajustement de la distribution des degrés d'IPP selon l'âge et la CSP des assurés	54
3.3.4	Mise en œuvre du programme d'assurance pour convertir le degré d'incapacité en capital versé, puis du programme de réassurance	59
3.4	Prise en considération de la sinistralité historique	60
3.4.1	Mise en <i>As-If</i> des données communiquées par les cédantes	60
3.4.1.1	Principe de mise en <i>As-If</i> des sinistres historiques	60
3.4.1.2	Présentation et application de la méthode FF^{-1}	61
3.4.1.3	Projection de l'évolution de l'exposition sur l'année d'application du traité de réassurance	62
3.4.2	Calibration du modèle sur la fréquence observée après mise en <i>As-If</i> des sinistres historiques et projection de l'évolution de l'exposition	63
3.5	Obtention de la prime technique à l'aide de quantiles et de simulations Monte Carlo	64

4 Mise en œuvre des tests de sensibilité et analyse critique des résultats	66
4.1 Sensibilité de la prime technique aux seuils du programme d'assurance	67
4.2 Sensibilité de la prime technique aux paramètres du modèle de sévérité	71
4.3 Bilan des tests de sensibilité	76
4.4 Pistes de réflexion et d'amélioration en vue de développements ultérieurs	77
Conclusion	80
Bibliographie	82
A Annexe 1	84
B Annexe 2	91
C Annexe 3	92

Introduction

Produit phare de la prévoyance, l'assurance incapacité de travail est emblématique des transformations d'ampleur attendues dans le monde de l'assurance. En effet, dans un grand nombre de pays, le paysage législatif élargit le champ du risque d'incapacité de travail pour accompagner l'allongement de la durée de la vie active et reconnaître de manière plus étendue les risques psychophysiologiques, comme en témoigne en France l'assouplissement par l'Assurance maladie de la procédure déterminant le caractère professionnel de la dépression d'un salarié [10]. Ces transformations du risque d'incapacité de travail, entraînant de potentielles hausses de la fréquence et de la sévérité des sinistres, viennent modifier le processus de tarification des contrats d'assurance, et justifient un besoin de réassurance accru.

Toutefois, la notion d'incapacité de travail n'est pas uniforme à l'échelle internationale, échelle de travail la plus répandue en réassurance, et les réassureurs ne disposent pas de la même quantité d'information que les assureurs pour fixer le montant des primes. Les données qui leur sont disponibles sur les divers aspects de ce risque, notamment sur les degrés d'incapacité attribués, présentent des limites majeures compromettant la réalisation d'un travail statistique robuste sur lequel ils pourraient s'appuyer.

Face aux carences des données disponibles aux réassureurs, nous allons, à partir de données communiquées par les compagnies d'assurance, des données nationales publiques et d'expertises de médecins du travail mandatés par QBE Re, construire un modèle de fréquence-sévérité pour modéliser le risque d'incapacité professionnelle permanente dans le cadre de traités de réassurance en excédent de sinistre. L'objectif de ce modèle est de donner un rôle central aux degrés d'incapacité. Une place prépondérante sera attribuée aux hypothèses de construction du modèle, afin d'adopter une approche actuarielle critique.

1. Les caractéristiques du risque d'incapacité professionnelle permanente dans un contexte de réassurance motivent la recherche d'une nouvelle méthode de tarification

1.1 Les risques d'incapacité et d'invalidité en assurance : des risques polysémiques affectant la capacité de subsistance

Le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales définit l'invalidité comme l' « impossibilité d'assurer normalement sa subsistance par suite d'une réduction partielle ou totale de sa capacité de travail, consécutive à une blessure, une maladie, et qui peut donner droit à des prestations particulières en application du code des pensions en vigueur » [5]. La notion d'invalidité est donc directement liée à un principe d'indemnisation compensatrice d'une perte financière due à une dégradation des capacités physiques ou psychiques. La Sécurité sociale française distingue l'invalidité, consécutive d'une « maladie ou [d'un] accident courant », de l'incapacité, définie comme la perte [temporaire ou permanente] de la capacité à travailler, à la suite d'une maladie professionnelle ou d'un accident de travail. La Sécurité sociale fournit donc une définition plus précise de l'invalidité en retirant de son champ d'application les causes professionnelles de la réduction de la capacité de travail. Notons que la Sécurité sociale définit également la notion d' « inaptitude », qui relève uniquement d'une décision de la médecine du travail et n'est pas automatiquement génératrice d'un versement d'indemnité compensatrice [6].

La distinction entre invalidité, incapacité et inaptitude au sens de la Sécurité sociale n'est pas toujours opérée dans les contrats d'assurance français : ainsi certains contrats emploient-ils les termes « invalidité » ou « inaptitude » pour qualifier l'incapacité permanente [2]. Au sens des assureurs, les notions d'incapacité et d'invalidité sont donc polysémiques. A l'échelle internationale, il n'existe pas une unique définition de l'invalidité, de l'incapacité et de l'inaptitude. Chaque système assurantiel possède ses propres définitions, et la distinction entre incapacité et

invalidité n'est pas toujours effectuée.

Dans ce mémoire, nous nous intéressons à la notion d' « incapacité permanente », que nous définissons comme l'impossibilité permanente d'assurer normalement sa subsistance par suite d'une réduction partielle ou totale de sa capacité de travail, consécutive à une blessure ou une maladie quelle que soit son origine (professionnelle ou non). La notion d'incapacité permanente que nous considérons dans ce mémoire diffère donc de celle retenue par la Sécurité sociale française.

L'incapacité permanente entraîne l'attribution d'un degré d'invalidité au terme d'une expertise médicale. Nous appelons « degré d'incapacité » (ou « taux d'incapacité ») un pourcentage (de 0 % à 100 %), déterminé à l'issue de l'expertise médicale, exprimant l'influence de l'incapacité sur la capacité de subsistance de l'individu considéré. Le montant versé par l'assureur est fonction du degré d'incapacité. Le degré « 0 % » correspond à l'absence totale d'influence, et le degré « 100 % » correspond à la perte de la capacité de subsistance. L'incapacité permanente entraînant l'attribution d'un degré d'incapacité de 100 % est appelée « incapacité permanente totale » (IPT).

Les contrats d'assurance que nous considérons dans ce mémoire peuvent prévoir des versements différenciés selon la cause de l'incapacité : accident ou maladie. Ces contrats peuvent différencier les causes professionnelles (maladie professionnelle, accident de travail ou accident de trajet) et les causes non-professionnelles de l'incapacité. Nous ne considérons pas les contrats d'assurance couvrant exclusivement l'incapacité consécutive d'un événement générateur d'origine non-professionnelle, car ce type de contrat est très rarement proposé à QBE Re dans le cadre d'un traité de réassurance.

Note : dans ce mémoire, nous utilisons les notions de « profil d'assurés » et de « portefeuille d'assurés ». Nous appelons « profil d'assurés » l'ensemble des caractéristiques (âge, sexe, capital assuré, nombre d'assurés...) relatives aux assurés couverts par un même contrat d'assurance incapacité. Nous appelons « portefeuille d'assurés » un ensemble de profils d'assurés couverts par un ou plusieurs contrats d'assurance incapacité. Un portefeuille d'assurés peut donc regrouper plusieurs profils d'assurés dont les contrats d'assurance incapacité prévoient des garanties

différentes.

Note : ce mémoire traite uniquement du risque d'incapacité permanente. Ce choix est justifié dans la section 1.5.

La section 1.2 présente le type de traité de réassurance sur lequel nous nous concentrons dans ce mémoire pour réassurer le risque incapacité permanente : le traité en excédent de sinistre.

1.2 Réassurer le risque d'incapacité permanente à l'aide de traités en excédent de sinistre

Le traité en excédent de sinistre (abrégé en « XS »), est un type de traité fréquemment contracté par QBE Re pour réassurer le risque d'incapacité. Il permet à la cédante, i.e. l'assureur qui transfère une partie de son risque au réassureur, de diminuer la variance des coûts des sinistres qu'elle doit assumer, et donc de limiter son besoin en capital. Pour comprendre comment un traité en excédent de sinistre permet de réduire cette volatilité, étudions sa structure et son fonctionnement. Les éléments ci-dessous sont adaptés de l'ouvrage *La Réassurance* de Jean-François Wahlin [16].

Un traité de réassurance en excédent de sinistre couvre le coût de chaque sinistre en excédent d'un montant fixé, que l'on appelle la priorité, et jusqu'à un montant déterminé, appelé la limite. La différence entre la limite et la priorité est appelée la portée. La terminologie la plus fréquemment utilisée par les réassureurs est la suivante : « portée XS (*excess*) priorité ».

Il existe deux types de traités en excédent de sinistre. Le traité en **excédent de sinistre par risque** couvre les sinistres police par police, alors que le traité en **excédent de sinistre par événement** couvre l'ensemble des sinistres qui résultent d'un même événement, généralement défini par une clause horaire. Dans ce mémoire, nous ne traitons que des contrats en excédent de sinistre par risque, car ceux en excédent de sinistre par événement nécessitent une modélisation CAT (catastrophe) spécifique (voir le mémoire d'Anne Pellerin *Une autre méthode de tarification des traités CAT XL par évènement en réassurance vie* [12]).

Dans le cadre des traités en excédent de sinistre, la couverture du traité est découpée en tranches de réassurance. On distingue ainsi les tranches dites « travaillantes », qui sont fréquemment traversées par des sinistres, des tranches dites « hautes », très rarement touchées.

La figure suivante présente le fonctionnement d'un traité en excédent de sinistre par risque 1.500.000 XS 500.000 (portée : 1.500.000 € et priorité : 500.000 €) appliqué à trois sinistres : le premier de montant 210.000 €, le deuxième de montant 680.000 €, et le troisième de montant 3.000.000 €. Les rectangles gris représentent la part des sinistres qui tombe dans la rétention de la cédante, c'est-à-dire dont la cédante assume le coût, et les rectangles jaunes représentent la part des sinistres prise en charge par le réassureur selon les conditions du traité.

FIGURE 1.1 – Illustration du fonctionnement d'un traité 1.500.000 XS 500.000

Les rectangles jaunes sont donc à retirer du passif de la cédante, permettant ainsi la réduction de la variance du coût des sinistres qu'elle doit prendre en charge après

application du traité de réassurance en excédent de sinistre.

Dans le cadre d'un traité de réassurance en excédent de sinistre, en notant X_i le i ème montant de sinistre, D la priorité (pour *deductible*, l'équivalent de la priorité en anglais) et C la portée (pour *cover*, l'équivalent de la portée en anglais), le réassureur intervient dans le sinistre de montant X_i à hauteur de

$$R_i = \min(\max(X_i - D, 0), C). \quad (1.1)$$

Si le portefeuille subit n sinistres sur une période d'un an correspondant à la période contractuelle, alors la sinistralité agrégée prise en charge par le réassureur s'élève à $\sum_{i=1}^n R_i$.

S'il permet de limiter le besoin en capital de la cédante, un traité en excédent de sinistre présente néanmoins un inconvénient majeur : il peut être très complexe pour le réassureur de fixer la prime de réassurance pour un tel traité. En effet, certaines tranches (généralement les plus hautes) peuvent ne jamais avoir été touchées par un sinistre, ou à de très rares occasions, ce qui implique la quasi-inexistence de statistiques disponibles pour le réassureur, et le recours à la théorie des valeurs extrêmes pour modéliser les montants de sinistres.

1.3 Notion de *Burning Cost* observé

Le *Burning Cost* (BC) est un indicateur de sinistralité essentiel en réassurance. En réassurance vie, le *Burning Cost* observé (également appelé *Burning Cost à l'expérience*) peut être défini comme le rapport entre le montant total des sinistres afférents à une tranche de réassurance, et la prime encaissée par l'assureur en échange de la couverture dont bénéficie le portefeuille d'assurés. Nous avons donc

$$\text{BC observé} = \frac{\text{Sinistralité totale dans la tranche}}{\text{Prime encaissée}}. \quad (1.2)$$

Pour un traité en excédent de sinistre possédant j tranches, en notant D_j la priorité et D_{j+1} la limite de la j -ième tranche, T l'année d'application du traité de réassurance que l'on souhaite tarifier, $t = 1, \dots, T - 1$ les années pour lesquelles la sinistralité historique est disponible, C_{t,k_t} le montant global (i.e. avant application du traité de

réassurance) du k -ième sinistre de l'année t , n_t le nombre de sinistres pour l'année t , et P_t la prime encaissée par l'assureur au titre de l'année t , on a donc :

$$\text{BC observé}_j = \frac{\sum_{t=1}^{T-1} \sum_{k_t=1}^{n_t} \min(D_{j+1} - D_j; \max(0; C_{t,k_t} - D_j))}{\sum_{t=1}^{T-1} P_t}. \quad (1.3)$$

1.4 Présentation classique des données de renouvellement fournies par les cédantes

1.4.1 Les profils dits « individuels »

Dans le cadre de ce mémoire, nous traitons le cas dans lequel les cédantes fournissent des profils dits « individuels ». Il s'agit de profils détaillant, pour chaque assuré du portefeuille, des caractéristiques pertinentes pour opérer une tarification du risque incapacité. Dans la majorité des cas, les profils fournis par les cédantes contiennent exclusivement les informations « Somme assurée », « Sexe », et « Date de naissance », pour chaque assuré du portefeuille. Si la cédante sollicite un traité en excédent de sinistre par risque, il est fréquent que le portefeuille d'assurés communiqué au réassureur soit censuré en-dessous d'un certain montant, évidemment inférieur à la priorité envisagée dans le traité en excédent de sinistre.

Dans la suite, pour réaliser la tarification du risque incapacité, nous exploiterons donc dans les profils communiqués les trois variables : « Somme assurée », « Sexe » et « Date de naissance ». Nous considérerons qu'aucune autre variable utile à la tarification menée par le réassureur n'est communiquée dans les profils.

Pour le risque incapacité en particulier, la variable « Somme assurée » peut être une rente ou un capital, selon la garantie considérée, le type d'incapacité couvert, et le pays auquel le portefeuille d'assurés est assimilé.

S'agissant de la temporalité des profils d'assurés, la cédante peut communiquer uniquement les profils relatifs à l'année précédant l'année d'application du traité de réassurance, ou communiquer un historique de profils relatifs aux années antérieures. Le réassureur peut constituer lui-même un historique de profils pour un même portefeuille d'assurés si la cédante l'a déjà approché dans le passé.

1.4.2 Présentation classique de l'historique de sinistralité fourni par les cédantes

Les cédantes fournissent un historique de sinistralité pour les portefeuilles d'assurés ayant plus d'un an d'existence. Dans la majorité des cas, seuls sont communiqués les montants des sinistres et les années d'occurrence auxquelles ils se rattachent. Les montants de sinistres peuvent être exprimés comme un capital forfaitaire ou une valeur actualisée des rentes. A l'instar des profils, dans le cadre des traités en excédent de sinistre, l'historique de sinistralité est généralement censuré en-dessous d'un certain montant, inférieur à la priorité envisagée dans le traité.

Dans la suite, nous considérerons que l'historique de sinistralité communiqué par les cédantes comporte les variables : « Montant du sinistre » et « Année d'occurrence » pour chaque sinistre dont le montant dépasse un seuil donné. Les cédantes peuvent également communiquer au réassureur le nombre d'individus sinistrés dont le degré d'incapacité appartient à un intervalle donné. Par exemple, elles peuvent communiquer le nombre d'individus sinistrés dont le degré d'incapacité appartient aux intervalles $[25\%, 50\%[$ et $[50\%, 100\%]$.

1.4.3 Autres données de renouvellement fournies par les cédantes

A défaut ou en complément des profils historiques et de l'historique de sinistralité, les cédantes fournissent généralement des informations sur l'évolution de l'encaissement de prime, du nombre d'assurés, ou de la somme assurée totale des individus du portefeuille au fil du temps. Dans la totalité des cas où l'une ou plusieurs de ces informations sont communiquées au réassureur, elles sont relatives à l'ensemble du portefeuille, et non aux individus dont la somme assurée excède un certain montant.

Une conséquence importante de cette observation est que le réassureur ne peut pas savoir comment a évolué l'encaissement de prime (ou le tarif, défini comme le rapport entre l'encaissement de prime et la somme assurée totale du portefeuille), pour les individus dont la somme assurée excède un certain montant. Autrement dit, s'il ne dispose pas des profils historiques, le réassureur n'a pas d'indication sur l'évolution du nombre d'assurés concernés par un traité en excédent de sinistre par risque, ni sur l'évolution de la somme assurée totale de ces assurés au cours du temps. Ceci compromet nettement l'exploitation de la sinistralité historique du portefeuille, car le réassureur manque d'informations essentielles sur les assurés auxquels il se rattache.

C'est pourquoi, dans le cadre de ce mémoire, nous nous concentrons sur le cas où les profils sont fournis (dont les profils historiques, sous réserve que le portefeuille d'assurés ait plus d'un an d'existence).

1.5 Un contexte de tarification spécifique à la réassurance motive le choix de se concentrer sur l'incapacité permanente avec un degré d'incapacité consolidé

Les informations contenues dans les profils communiqués au réassureur par les cédantes, ainsi que les informations relatives à la sinistralité historique, sont nettement insuffisantes pour modéliser le caractère évolutif de l'état d'incapacité. Le réassureur ne dispose pas des informations nécessaires à la création d'un modèle de durée pour l'incapacité temporaire : il lui faudrait disposer, par exemple, de données sur les sorties de l'état d'incapacité pour un portefeuille d'assurés de taille suffisante afin de construire un estimateur des probabilités de sortie. Par ailleurs, étant donné que le capital ou la rente versés sont fonction du degré d'incapacité, le réassureur devrait également disposer de données sur l'évolution des degrés d'incapacité d'une population d'individus en incapacité au cours du temps. Or il ne dispose pas de cette information.

Toutefois, dans le cadre d'un traité de réassurance en excédent de sinistre (qui permet à la cédante de limiter son engagement financier sur les sinistres les plus coûteux), les sinistres au titre desquels le réassureur verse une indemnité sont très rarement engendrés par des incapacités de travail temporaires : les sinistres ayant les montants les plus élevés sont dans leur grande majorité dûs à des incapacités de travail permanente. Dans ce mémoire, nous traitons donc exclusivement du cas de l'incapacité permanente. Le capital payé par l'assureur est alors le plus souvent exprimé comme une fonction du degré d'incapacité. Dans ce contexte, il suffit d'associer à chaque assuré sinistré un unique degré d'incapacité (abrégé en « DR » pour *disability rate*) qui va déterminer le montant du capital qui lui sera versé, comme pourcentage de sa somme assurée (abrégée en « SI » pour *sum insured*). Nous considérons la fonction de paiement suivante, qui est la plus courante dans une très grande majorité des contrats d'assurance couvrant l'incapacité permanente.

$$\text{capital versé} = \begin{cases} 0, & \text{si } DR < D_{min} \\ DR \cdot SI, & \text{si } D_{min} \leq DR < D_{max} \\ SI, & \text{si } DR \geq D_{max} \end{cases} \quad (1.4)$$

où D_{min} correspond au degré d'incapacité minimal requis pour qu'il y ait versement d'un capital, et D_{max} correspond au degré d'incapacité à partir duquel l'intégralité de la somme assurée est versée.

Notons que ce que nous appelons le « capital versé » peut être la valeur actualisée d'une rente, dont le calcul est effectué par la cédante.

Dans ce mémoire, la notion d'incapacité permanente est considérée comme équivalente à celle d'incapacité professionnelle permanente.

1.6 Méthode de tarification suivie actuellement chez QBE Re, face aux insuffisances des données

Dans cette section, nous présentons les grandes lignes de la méthode utilisée actuellement chez QBE Re pour déterminer la prime technique de réassurance correspondant au contrat d'assurance décrit dans la section précédente, dans le cadre d'un traité en excédent de sinistre par risque. Illustrons cette méthode par un traité 6.200.000 XS 800.000 avec un nombre illimité de reconstitutions, ce qui signifie que la couverture de réassurance est renouvelée à chaque sinistre, et sans clause spécifique.

1.6.1 Pré-analyse

La première étape d'un processus de tarification en réassurance est toujours la pré-analyse, qui se focalise notamment sur l'évolution des profils des assurés au cours du temps (nombre d'assurés, sommes assurées, âges, sexes...), l'évolution de l'encaissement de prime réalisé par l'assureur sur le portefeuille considéré, l'évolution de la sinistralité tant en fréquence qu'en sévérité, l'évolution des termes du contrat d'assurance incapacité permanente, ou encore l'évolution du programme de réassurance, i.e. les changements potentiels observés au cours du temps dans les clauses et dans la structure du traité de réassurance.

Au cours de la pré-analyse est également effectuée l'indexation des sinistres historiques à l'aide d'un indice choisi. Elle vise à prendre en considération l'inflation des montants de sinistres. De même, l'encaissement de prime au cours du temps est indexé.

Après indexation des montants de sinistres, la sinistralité historique est analysée pour déterminer un montant-seuil au-delà duquel le nombre de sinistres observé est jugé suffisamment représentatif de la sinistralité que peuvent subir les assurés susceptibles de toucher la tranche 6.200.000 XS 800.000. Comme nous pouvons le constater dans l'exemple ci-dessous, la détermination de ce montant-seuil est primordiale pour les tranches dites « hautes », pour lesquelles l'historique de sinistralité est particulièrement réduit.

Supposons que la tranche 6.200.000 XS 800.000 possède l'historique de sinistralité suivant pour les années 2012 à 2018.

Année	Nombre de sinistres	Montant total à la charge du réassureur (€)
2012	0	0
2013	1	300.350
2014	0	0
2015	0	0
2016	0	0
2017	3	4.450.250
2018	2	2.100.750

Tableau 1.1 – Exemple : historique de sinistralité de la tranche 6.200.000 XS 800.000

Dans cet exemple, seuls 6 sinistres ont touché la tranche en 7 ans, dont 5 sont concentrés sur les deux dernières années. Cela implique une grande volatilité du nombre de sinistres, qui se confirme pour leurs montants lorsque nous observons les coûts pour le réassureur. En conséquence, il n'est pas envisageable de tarifier la tranche de réassurance sur la seule base de cet historique de sinistralité. De plus, la sinistralité plus élevée observée dans cette tranche sur les deux dernières années pourrait être le fruit du hasard, mais si le nombre de personnes assurées pour plus de 800.000 € n'a pas augmenté significativement entre 2012 et 2018, elle pourrait également résulter d'une dégradation des risques du portefeuille ou d'un changement des garanties. Nous n'avons a priori aucun fondement pour émettre l'une ou l'autre des hypothèses à partir de la seule sinistralité historique de la tranche 6.200.000 XS 800.000.

Il convient alors d'étudier la sinistralité historique enregistrée pour une tranche de priorité moins élevée, dans laquelle les sinistres seront plus nombreux (ce qui est toujours vrai car si un sinistre dépasse 800.000 €, il dépasse tout montant inférieur à 800.000 €).

Supposons que la tranche 6.600.000 XS 400.000 possède l'historique de sinistralité suivant pour les années 2012 à 2018.

Année	Nombre de sinistres	Montant total à la charge du réassureur (€)
2012	48	11.230.500
2013	58	18.000.500
2014	60	17.600.000
2015	41	13.700.000
2016	38	9.800.500
2017	92	31.600.500
2018	108	32.900.000

Tableau 1.2 – Exemple : historique de sinistralité de la tranche 6.600.000 XS 400.000

Nous remarquons que l'historique de sinistralité ci-dessus est nettement plus fourni que celui de la tranche que nous souhaitons tarifer. Sous une hypothèse de comparabilité du profil de risque incapacité permanente des individus assurés pour plus de 400.000 € avec celui des individus assurés pour plus de 800.000 €, nous pourrions choisir d'utiliser l'historique de sinistralité du tableau 1.2 pour en déduire une fréquence observée de référence qui permettrait de calibrer la fréquence estimée pour la tranche 800.000 XS 6.200.000, à l'aide du modèle dit « mathématique » présenté dans la section 1.6.2. Notons qu'en pratique, le choix de la tranche de référence pour la calibration du modèle n'est pas aisé, car il n'y a pas un unique choix possible et pleinement objectif pour la priorité de la tranche de référence (pourquoi 400.000 € et non 350.000 € ou 430.000 € ?), et l'hypothèse de comparabilité des profils de risques est discutable selon le portefeuille considéré : imaginons par exemple que dans le portefeuille considéré, les individus qui ont une somme assurée entre 400.000 € et 800.000 € ont tous moins de 30 ans, et que ceux ayant une somme assurée au-delà de 800.000 € ont tous plus de 50 ans. Nous pouvons nous douter que les deux groupes d'individus n'auront pas des probabilités d'entrée en incapacité permanente

de même ordre de grandeur, ce qui infirme l'hypothèse de comparabilité des profils de risques. Face à cette incertitude, qui est l'une des problématiques fondamentales de la réassurance, des critères indicatifs peuvent être utilisés pour calibrer le modèle de fréquence, comme la moyenne des ratios entre la fréquence observée (issue de la sinistralité historique) et la fréquence théorique (issue du modèle), après suppression du premier et du dernier décile. Ce critère est développé dans le mémoire de Victor Gillier *Calibration avancée du modèle de tarification à l'exposition dans le cadre de la réassurance incendie par risque* [9]. Le choix d'un critère s'accompagne toujours de la vigilance de l'actuaire qui effectue la tarification, au regard de sa connaissance du produit d'assurance concerné par le traité de réassurance.

Dans le cadre de ce mémoire, la problématique de calibration du modèle de tarification sur la fréquence observée est traitée dans la section 3.2.2.

1.6.2 Modèle mathématique

Ce modèle utilise la fréquence et le *Burning Cost* observés dans la tranche de référence (la tranche 6.600.000 XS 400.000 dans notre exemple), ainsi qu'une loi de Pareto à deux paramètres pour modéliser la sévérité des sinistres dépassant un seuil déterminé. Les éléments mathématiques de cette section sont tirés du cours de théorie des valeurs extrêmes de Christian Y. Robert donné à l'ISFA en 2019 [14].

Soit X une variable aléatoire suivant une loi de Pareto de paramètre (x_m, α) . Alors

$$\mathbb{P}(X > x) = \begin{cases} \left(\frac{x_m}{x}\right)^\alpha & x \geq x_m, \\ 1 & x < x_m, \end{cases} \quad (1.5)$$

où x_m et α sont des réels positifs. x_m correspond à la plus petite valeur possible prise par X .

La loi de Pareto est un cas particulier de la distribution de Pareto généralisée, qui caractérise la distribution des observations $(X_i - u_n)_+$ non-nulles, avec u_n un seuil donné (strictement positif) et $X_1, \dots, X_n$ un ensemble d'observations de variables aléatoires i.i.d représentant des montants de sinistres de distribution inconnue.

Pour déterminer les paramètres x_m et α de la loi de Pareto, deux méthodes graphiques sont fréquemment utilisées chez QBE Re : l'analyse du *Mean Excess Plot*

et l'analyse de l'*Alpha plot*.

Le *Mean Excess Plot* représente graphiquement la fonction de dépassement moyen (*mean excess function*) évaluée en différents seuils u . Elle est définie mathématiquement par

$$e(u) = \mathbb{E}(X - u | X > u). \quad (1.6)$$

Si $X = Y_u + u$ avec $Y_u | Y_u > 0$ suivant une loi de Pareto de paramètres x_m et α , alors

$$\forall v > u, \quad \mathbb{E}(X - v | X > v) = v \cdot \frac{1}{\alpha - 1} + \frac{x_m - u}{\alpha - 1}. \quad (1.7)$$

$\mathbb{E}(X - v | X > v)$ est donc linéaire en v . On en déduit que si X suit une loi de Pareto pour le seuil u , alors le *Mean Excess Plot* est approximativement linéaire au-delà de u . Cette propriété, combinée à l'analyse de l'*Alpha plot*, permet une estimation du paramètre x_m (plus petite valeur prise par X).

L'*Alpha plot* représente graphiquement les couples $(X_i, \hat{\alpha})$, où $\hat{\alpha}$ est l'estimateur du maximum de vraisemblance du paramètre α d'une loi de Pareto de paramètres (x_m, α) , défini par

$$\hat{\alpha} = \frac{n}{\sum_{i=1}^n \ln \frac{X_i}{\min X_i}}, \quad (1.8)$$

où n est le nombre de sinistres observés, et $X_1, \dots, X_n$ sont les montants de sinistres observés. La démonstration de cette formule peut être consultée dans l'article *Estimating the Parameters of a Pareto Distribution Introducing a Quantile Regression Method* de Joseph Lee Petersen [13].

L'*Alpha plot*, combiné à l'analyse du *Mean Excess Plot*, permet une estimation du couple (x_m, α) en identifiant le point à partir duquel on observe une certaine stabilité de $\hat{\alpha}$ en fonction des X_i . Cette stabilité témoigne en effet d'une robustesse de l'estimateur du maximum de vraisemblance de α selon les X_i , indiquant que X suit une loi de Pareto de paramètres correspondants.

Le modèle mathématique utilise le nombre de sinistres dont le montant dépasse la priorité de la tranche de référence retenue, pour en déduire le paramètre d'une loi

de Poisson modélisant le nombre de sinistres attendu. Pour modéliser la sévérité des sinistres, le modèle utilise la sinistralité empirique en-dessous du seuil x_m retenu pour la loi de Pareto, et une loi de Pareto de paramètres (x_m, α) au-delà du seuil x_m .

Notons que les éléments présentés ci-dessus sont les fondamentaux du modèle actuellement utilisé chez QBE Re pour tarifier des contrats de réassurance du risque d'incapacité permanente. En réalité, le modèle est plus sophistiqué et possède des raffinements qui ne seront pas développés dans ce mémoire car ils n'ont rien de spécifique au risque d'incapacité permanente et risqueraient d'alourdir le propos. Les limites présentées dans la section suivante restent valables pour la version la plus complète du modèle de tarification utilisé chez QBE Re à ce jour.

1.7 Les limites de la méthode de tarification actuelle nourrissent la volonté de construire un modèle de sévérité fondé sur le degré d'incapacité permanente

Le modèle fréquence-sévérité présenté dans la section précédente possède trois limites principales dans un contexte de tarification d'un traité en excédent de sinistre pour le risque d'incapacité permanente.

- Le modèle ne tient pas compte de la relation qui lie les degrés d'incapacité permanente aux pourcentages de la somme assurée qui vont être payés. Dans le cadre du modèle actuel, il est donc impossible, par exemple, de quantifier l'impact sur la sinistralité attendue de l'abaissement du seuil entraînant le paiement de 100 % du capital assuré.
- Le modèle ne tient pas compte directement des profils fournis par la cédante : les caractéristiques des assurés (âge, sexe et somme assurée) ne sont considérées qu'indirectement, à partir de la sinistralité historique. En conséquence, l'impact d'un changement envisagé dans le profil ou dans les garanties est très difficile à quantifier. Par exemple, comment ajuster le modèle si l'âge maximum pour toucher un capital pour cause d'incapacité permanente passe de 60 à 65 ans ? Comment ajuster le modèle si l'assureur résilie les garanties d'un sous-portefeuille d'assurés, diminuant ainsi d'un tiers le nombre d'assurés alors que les assurés du sous-portefeuille résilié étaient ceux qui possédaient les sommes assurées les plus élevées ? Il est très difficile

de répondre à ces questions dans le cadre du modèle actuel.

- Ajuster les montants de sinistres historiques dépassant un certain seuil à une loi de Pareto peut être mal-aisé, en particulier lorsqu'un faible nombre de sinistres a touché la tranche de réassurance.

Ces limites motivent la création d'un nouveau modèle de fréquence-sévérité. Pour prendre en considération la relation qui lie les degrés d'incapacité permanente aux pourcentages de la somme assurée qui vont être payés, nous allons concevoir un modèle simulant des degrés d'incapacité et associant le capital correspondant pour chaque assuré en cas d'entrée en incapacité permanente (voir section 1.5). Nous déterminerons donc une distribution de probabilité pour les degrés d'incapacité permanente, et nous n'aurons plus besoin d'en déterminer une pour les montants de sinistres, qui seront uniquement fonction des sommes assurées des individus du portefeuille et des degrés d'incapacité permanente. En conséquence, le recours à une loi de Pareto sera évité. Par ailleurs, les caractéristiques des assurés contenues dans les profils (âge, sexe, somme assurée) seront directement traitées par le modèle, ainsi que la sinistralité historique.

La section 2 présente les données (hors informations de renouvellement) et les avis d'experts dont nous disposons pour construire le modèle de fréquence-sévérité.

2. Etude qualitative des données disponibles (hors données de renouvellement) et choix des hypothèses de travail

2.1 Motivations du choix de se restreindre géographiquement à la France et à la Belgique

Le modèle que nous souhaitons construire dans un objectif de tarification du risque d'incapacité permanente en réassurance est un modèle de fréquence-sévérité, qui repose sur des probabilités d'entrée en incapacité permanente pour la partie fréquence, et sur la modélisation des degrés d'incapacité pour la partie sévérité. Nous avons donc besoin de données sur les fréquences d'entrée en incapacité permanente et sur les degrés d'incapacité professionnelle. Ces données de référence doivent être relatives à de larges portefeuilles d'assurés pour servir de fondement à notre modèle.

La recherche de données nationales ou internationales sur l'incapacité permanente nous a permis de trouver des données pour la France (présentées dans la section 2.2) s'agissant du nombre d'entrées en incapacité permanente. Pour les degrés d'incapacité, la recherche de données n'a pas été concluante, et a été complexifiée par l'hétérogénéité des degrés d'incapacité selon les pays. En effet, la détermination du degré d'incapacité n'est pas harmonisée entre les Etats, et dépend par exemple de considérations macro-économiques comme le niveau de saturation du marché du travail du pays de l'individu entré en incapacité permanente. Même à l'échelle d'un seul pays, nous n'avons pu trouver de données relatives aux degrés d'incapacité. En conséquence, nous nous sommes appuyés sur l'expertise de trois médecins du travail belges mandatés par QBE Re, afin de construire un modèle de sévérité fondé sur leur connaissance de la détermination du degré d'incapacité en Belgique, en complément des informations sur les effectifs par intervalles de degrés d'incapacité communiqués par la cédante.

Les données nationales françaises ainsi que l'expertise des médecins du travail belges ont motivé le choix de restreindre dans un premier temps le champ d'application de

notre modèle à la France et à la Belgique. La légitimité de ce choix est discutée dans la section 2.4.3.

2.2 Etude qualitative des données de la Sécurité sociale et de l'INSEE utilisées pour construire le modèle de fréquence

2.2.1 Données de la Sécurité sociale : « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN » (voir annexe 1)

Les données utilisées proviennent du document « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN » émis par la Direction des Risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [7]. Ce document présente les statistiques de sinistralité des accidents de travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles dans le cadre du Régime Général au titre de l'année 2016, ce qui représente 18.529.736 salariés. La sinistralité est détaillée pour chacun des 9 CTN (Comités techniques nationaux), qui correspondent aux secteurs d'activité suivants :

- CTN A : industries de la métallurgie
- CTN B : industries du bâtiment et des travaux publics
- CTN C : industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication
- CTN D : services, commerces et industries de l'alimentation
- CTN E : industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie
- CTN F : industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu
- CTN G : commerce non alimentaire
- CTN H : activités de services I (banques, assurances, administrations. . .)
- CTN I : activités de services II (intérim, santé, nettoyage,...)

Les données relatives à chaque CTN sont synthétisées dans une catégorie « 9 CTN », et sont détaillées selon la cause de l'incapacité professionnelle : accident de travail, accident de trajet, ou maladie professionnelle. Les données que nous exploitons pour construire des probabilités d'entrée en incapacité permanente sont présentées dans l'annexe 1. Selon les métadonnées du document, les personnes en incapacité permanente sont comptabilisées dès le premier degré d'incapacité permanente attribué par le médecin du travail. Le nombre d'entrées en incapacité professionnelle pour cause d'accident de travail et pour cause d'accident de trajet au titre de l'année

2016 est précisé par tranche d'âge, par sexe, et par qualification professionnelle. Le nombre d'entrées en incapacité professionnelle pour cause de maladie professionnelle au titre de l'année 2016 est précisé par tranche d'âge, par sexe, et par profession. Nous n'utilisons pas les autres catégories de répartition présentées dans le document. Les catégories « qualification professionnelle » et « profession » ne sont pas identiques : la qualification professionnelle est relative au statut du travailleur (cadre, employé, ouvrier qualifié, ouvrier non-qualifié...), alors que la profession est relative à la nature des missions (agriculteur, artisan, spécialiste des sciences...). Le statut n'est pas nécessairement révélateur de la nature des missions, et réciproquement.

Ces données présentent plusieurs limites qualitatives majeures.

- La principale limite est l'absence de données croisées (et a fortiori l'absence de données individuelles). Nous ne pouvons donc pas connaître, par exemple, le nombre de femmes cadres entrées en incapacité permanente en 2016 pour cause d'accident de travail, ou encore le nombre d'agriculteurs de moins de 44 ans entrés en incapacité permanente en 2016 pour cause de maladie professionnelle.
- Une autre limite majeure est l'absence de données relatives aux effectifs des CTN par catégorie de travailleurs. Par exemple, le document ne nous renseigne pas sur le nombre de cadres dans la population active, ou encore sur le nombre de femmes dans le CTN A, ce qui complique nettement l'interprétation du nombre d'entrées en incapacité pour chaque catégorie. Pour chaque CTN, seules des données régionales sont disponibles. En revanche, pour l'ensemble des travailleurs, nous pouvons nous appuyer sur des données complémentaires de l'INSEE, présentées dans les sections 2.2.2 et 2.2.3.
- Les données ne traitent que des causes professionnelles d'entrée en incapacité : maladie professionnelle, accident de travail, ou accident de trajet. Elles ne traitent donc pas des causes non-professionnelles comme les accidents domestiques par exemple.
- La notion de « profession » utilisée pour catégoriser les entrées en incapacité pour cause de maladie professionnelle est problématique pour des portefeuilles d'assurés dans lesquels les professions ne sont pas précisées.

- Le découpage des tranches d'âge n'est pas favorable aux âges les plus représentés dans les portefeuilles d'assurés aux sommes assurées les plus élevées. En effet, les données présentent seulement deux tranches d'âge pour les 40-59 ans, une tranche 40-49 ans et une tranche 50-59 ans, ce qui implique une précision moindre en comparaison des autres tranches d'âge, plus fines (20-24 ans, 25-29 ans, 30-34 ans...).
- Une limite moindre est que les données les plus récentes disponibles pour l'incapacité permanente datent de 2016¹, alors que les probabilités d'entrée en incapacité permanente que nous souhaitons construire doivent s'appliquer pour des portefeuilles d'assurés ultérieurs à l'année 2019.

Pour exploiter les données tout en prenant ces limites en considération, nous devons donc émettre des hypothèses de travail, détaillées dans la section 2.4.1.

2.2.2 Données de l'INSEE : « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 » (voir annexe 2)

Les données utilisées proviennent du document « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 » émis par l'INSEE [1]. Elles fournissent, par tranche d'âge ou par sexe, le pourcentage représenté par chaque catégorie socioprofessionnelle (CSP) au regard de l'effectif total de la population active en France (hors Mayotte). L'effectif total (en milliers) est précisé pour chaque tranche d'âge et par sexe. Nous utiliserons ces données en complément des données de sinistralité pour les 9 CTN, afin d'obtenir une indication quant aux effectifs totaux auxquels se rapporte le nombre de nouvelles incapacités permanentes au titre de l'année 2016 pour chaque CSP. Cette distinction selon la CSP est essentielle dans le cadre de notre modèle de fréquence car nous ne souhaitons pas attribuer les mêmes probabilités d'entrée en incapacité permanente à un portefeuille de cadres qu'à un portefeuille d'ouvrier, par exemple, car les fréquences d'entrée observées diffèrent.

Les données de l'INSEE exploitées revêtissent également des limites qualitatives :

- De même que pour les données de la Sécurité sociale présentées dans la section 2.2.1, nous ne disposons pas de données croisées âge/sexe. Nous disposons

1. Au cours de la rédaction de ce mémoire, les données 2017 ont été ajoutées, et pourront faire l'objet d'une étude ultérieure

cependant de données croisées CSP/âge et CSP/sexe.

- La tranche d'âge 25-49 ans est très large : elle ne permet pas de tenir compte des différences observées au sein d'une même CSP selon l'âge dans cette tranche d'âge, alors que l'on peut raisonnablement supposer que la proportion de cadres est plus importante chez les quadragénaires que chez les personnes âgées de moins de trente ans.
- Les données sont relatives à l'ensemble de la population active, et non aux travailleurs de chaque CTN.
- Les données sont relatives à l'année 2018, alors que les données de sinistralité présentées dans la section 2.2.1 sont relatives à l'année 2016. Les données 2016 et 2017 ne sont pas disponibles sur le site de l'INSEE.

Ici encore, pour exploiter les données tout en considérant ces limites, nous formulons des hypothèses de travail, détaillées dans la section 2.4.1.

2.2.3 Données de l'INSEE : « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 » (voir annexe 2)

Les données utilisées proviennent du document « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 » émis par l'INSEE [4]. Elles fournissent, par tranche d'âge de 5 ans et par sexe, le nombre d'individus dans la population active. Nous n'utilisons pas les données des autres champs du tableau. Le nombre d'individus dans la population active par tranche d'âge et par sexe nous permettra d'estimer la proportion d'individus de chaque tranche d'âge et pour les deux sexes au sein des 9 CTN.

2.3 Collecte d'avis d'experts médicaux mandatés par QBE Re Brussels : quelles conclusions actuarielles dans une optique de modélisation du risque incapacité permanente ?

Le manque de données sur les degrés d'incapacité attribués a motivé la tenue de réunions avec trois médecins du travail mandatés par QBE Re, afin de bénéficier de leur expertise pour construire un modèle de sévérité fondé sur les degrés d'incapacité. Ci-dessous sont présentées les questions que nous leur avons adressées et les conclusions que nous pouvons tirer de leurs réponses. Attention au fait qu'il s'agit

d'avis d'experts fournissant des ordres de grandeur plutôt que des mesures statistiques établies : ils sont donc sujet à discussion et à interprétation. Ils nous servent cependant de point de repère face à l'absence de données pertinentes. Rappelons enfin que les considérations suivantes concernent l'incapacité professionnelle permanente (IPP) uniquement.

- Quelle proportion des incapacités permanentes a une origine professionnelle ?

Les médecins interrogés ne sont pas unanimes dans leurs réponses, notamment au sujet des incapacités permanentes causées par des maladies. Au sujet des incapacités causées par des accidents, nous pouvons retenir une répartition 50 % - 50 % entre origine professionnelle et origine non-professionnelle pour l'ensemble de la population active.

- Quelle proportion des incapacités permanentes est causée par des maladies ?
Par des accidents ?

De manière générale, chez les individus en incapacité permanente, nous pouvons nous attendre à une nette minorité d'accidents. Plus précisément, les médecins nous ont fourni des ordres de grandeur directement tirés de documents de l'INAMI (Institut national d'assurance maladie-incapacité) qu'ils ont consulté : environ 70 % des incapacités permanentes sont dues à des maladies ostéoarticulaires ou musculaires, ou à des troubles mentaux. Les cancers représentent entre 5 % et 10 % des incapacités permanentes. Les accidents sont à l'origine d'environ 15 % des incapacités permanentes.

- De façon générale, quelles différences peut-on observer au niveau du degré d'incapacité entre une incapacité professionnelle causée par une maladie et une incapacité causée par un accident ?

S'agissant d'une couverture « accidents », les degrés d'incapacité inférieurs à 20 % sont nombreux. Il en est de même pour les degrés d'incapacité supérieurs à 80 %. Pour une couverture « maladie » les degrés d'incapacité extrêmes (à l'exception de l'incapacité professionnelle à 100 %) sont moins fréquents que pour une couverture « accidents ». Les degrés intermédiaires sont donc nettement plus représentés que dans le cadre des couvertures «

accidents », pour lesquelles les degrés d'incapacité permanente attribués possèdent une forte variance qui entraîne une distribution en forme de "U" des degrés d'IPP pour cause d'accident. Pour les IPP pour cause de maladie, en omettant le degré d'incapacité 100 %, les médecins interrogés ont souligné graphiquement que le degré d'incapacité le plus fréquent est inférieur au degré d'incapacité médian lorsque ce dernier est inférieur à 50 %, et supérieur au degré d'incapacité médian lorsque ce dernier est supérieur à 50 %.

- Quelle est l'influence de l'âge, du sexe et de la catégorie socioprofessionnelle (CSP) sur les degrés d'incapacité professionnelle ?

Les médecins interrogés jugent qu'il n'y a pas de raison d'opérer une distinction selon le sexe de l'assuré en vue de la réalisation d'un modèle de sévérité pour le degré d'incapacité. La probabilité qu'un invalide permanent le soit à 100 % est de plus en plus élevée avec l'âge. Cela s'explique notamment par le faible nombre de personnes entrées en IPP travaillant à temps partiel si elles sont proches de la retraite, alors que l'aménagement du temps de travail est pratiqué davantage pour les individus plus jeunes. Cette possibilité d'aménagement est déterminante dans l'évaluation du degré d'incapacité effectuée par le médecin.

L'influence de l'âge sur le degré d'IPP attribué par le médecin est négligeable en-dessous de 40 ans. Cela signifie que le médecin va peu tenir compte de l'âge d'une personne âgée de 40 ans ou moins entrée en IPP pour déterminer son degré d'incapacité, et que les incapacités permanentes subies par les moins de 40 ans sinistrés sont semblables dans leurs manifestations physiologiques.

Pour les plus de 40 ans, le degré d'IPP attribué par le médecin peut être considéré comme une fonction des deux variables *âge* et *degré d'IPP correspondant si l'assuré avait 40 ans ou moins*. Nous pouvons supposer que cette fonction est quadratique selon l'âge, ce qui traduit que le degré d'IPP augmente de manière quadratique avec l'âge. Bien sûr, cette transformation quadratique n'est pas systématique : elle correspond uniquement à une tendance dans l'attribution des degrés d'IPP par les médecins.

D'après des documents de l'INAMI consultés par les médecins interrogés, les individus âgés de 60 ans entrés en IPP ont un degré d'IPP moyen égal à 1,66 fois celui des individus âgés de 40 ans, que ce soit pour cause de maladie ou d'accident. Les cadres, quant à eux, ont un degré d'IPP moyen pour cause d'accident égal à 0,5 fois celui de la population active générale. D'après les médecins interrogés, les différences entre cadres et non-cadres au sujet des degrés d'IPP pour cause de maladie ne sont pas significatives.

En outre, bien qu'il ne s'agisse pas d'une considération relative à la sévérité des degrés d'incapacité permanente, les médecins interrogés soulignent que la conjoncture politico-économique du pays a un effet non-négligeable sur la fréquence des incapacités permanentes. Plus le marché de l'emploi est saturé, plus on va observer d'incapacités permanentes. Il convient donc de garder à l'esprit l'influence de paramètres macro-économiques sur la détermination de l'incapacité permanente, au-delà des caractéristiques individuelles de l'assuré, notamment dans les pays aux taux de chômage les plus élevés.

2.4 Hypothèses de travail pour exploiter les données et avis d'experts disponibles

2.4.1 Hypothèses relatives aux données des documents « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN », « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 », et « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 »

En vue de construire des probabilités d'entrée en incapacité permanente, nous formulons plusieurs hypothèses concernant les données de la Sécurité sociale et les données de l'INSEE présentées dans la section 2.2. Ces hypothèses sont listées ci-dessous.

Note : l'objectif de ce mémoire n'est pas de construire une table de probabilités d'entrée en incapacité permanente appliquée telle quelle aux assurés. Les probabilités construites seront calibrées par la fréquence de sinistralité observée dans une tranche de référence, ce qui réduit la portée des hypothèses énoncées ci-dessous. L'objectif des probabilités construites est uniquement de fournir un ordre de grandeur sur l'écart des probabilités d'entrée en incapacité permanente entre deux assurés selon

leur âge, leur sexe et leur CSP.

- Représentativité de l'année 2016 : nous considérons que les données de sinistralité enregistrées en 2016 pour les 9 CTN sont représentatives de l'année au titre de laquelle la tarification est effectuée (2019 dans le cadre de ce mémoire).
- Correspondance entre les données sur la population active par tranche d'âge et par sexe et les données de sinistralité des 9 CTN : nous supposons que les proportions d'individus de chaque tranche d'âge et de chaque sexe calculées à partir des données « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 » sont représentatives des proportions observées en 2016 dans l'agrégation des travailleurs des 9 CTN.
- Assimilation des individus aux sommes assurées les plus élevées à des cadres : nous supposons que le profil de risque incapacité des individus ayant des sommes assurées élevées (susceptibles de toucher un traité en excédent de sinistre avec une priorité élevée) est plus semblable à celui d'un cadre qu'à celui d'un non-cadre : il faut en effet tenir compte de la large surexposition au risque d'incapacité permanente d'origine professionnelle des ouvriers et des professions manuelles en général. Cette surexposition d'origine professionnelle concerne rarement les individus aux sommes assurées les plus élevées.
- Assimilation des probabilités d'entrée en incapacité permanente de la population générale à celles des individus des 9 CTN agrégés : nous supposons que les probabilités d'entrée en incapacité permanente des 18.529.736 travailleurs des 9 CTN sont représentatives de celles de la population active dans son ensemble.
- Similarité du profil de risque incapacité des cadres à celui des individus du CTN H : nous supposons que les 4.493.982 travailleurs du CTN H sont ceux parmi les travailleurs des 9 CTN qui possèdent le profil de risque incapacité le plus assimilable à celui des cadres, et sont donc les plus représentatifs des écarts du nombre d'entrées en IPP selon la tranche d'âge que l'on peut observer chez les cadres.
- Surexposition des non-cadres aux maladies invalidantes d'origine non-professionnelle : outre les considérations relatives aux degrés d'incapacité,

nous supposons que l'ensemble des non-cadres âgés de 50 à 59 ans ont une probabilité d'entrée en incapacité permanente pour cause de maladie deux fois supérieure à celle des cadres de la même tranche d'âge.

- Répartition du nombre d'individus par CSP et par sexe dans chaque tranche d'âge : les données de l'INSEE nous fournissent pour trois tranches d'âge (15-24 ans, 25-49 ans, 50 ans et plus) le nombre d'individus par CSP ainsi que la population active. Ces tranches d'âge ne correspondent pas à celles des données de la Sécurité sociale (moins de 20 ans, tranches de cinq ans de 20 à 39 ans, tranches de 10 ans de 40 à 59 ans, 65 ans et plus). Nous supposons donc que la proportion de cadres est identique au sein de chacune des tranches d'âge 15-24 ans, 25-49 ans, et 50 ans ou plus, soit trois proportions de cadres différentes selon l'âge. Notons que la proportion de cadres chez les personnes âgées de 50 ans ou plus est très proche de celle observée chez les personnes âgées de 25 à 49 ans (19,7 % de cadres chez les plus de 50 ans contre 19,4 % chez les 25-49 ans). En outre, nous retenons le sexe-ratio calculé directement à partir du nombre d'hommes et de femmes communiqué dans les données INSEE pour chaque CSP, et nous supposons que ce ratio est identique dans chaque tranche d'âge. Nous supposons donc, par exemple, qu'il y a parmi les cadres âgés de 30 à 34 ans, la même proportion de femmes que parmi les cadres âgés de 50 à 59 ans. En réalité, la proportion de femmes est plus importante chez les jeunes cadres que chez les cadres seniors, mais nous ne pouvons pas quantifier cette différence faute de documentation statistique publique croisant les trois variables « Age », « Sexe » et « CSP ».
- Répartition du nombre de sinistres selon le sexe dans chaque tranche d'âge et par CSP : nous ne disposons pas de données croisées pour les quatre variables « Age », « Sexe », « CSP » et « nombre de sinistres », ni de données croisant la variable « nombre de sinistres » avec deux des trois variables « Age », « Sexe » et « CSP ». Nous devons donc construire une répartition du nombre de sinistres fondée sur des hypothèses, présentées ci-dessous.
 - Variables « nombre de sinistres », « Age », « Sexe » : nous supposons que la proportion de sinistres observée dans chaque tranche d'âge est, pour chaque sexe, identique au sexe-ratio obtenu pour l'agrégation de la sinistralité de toutes les tranches d'âge.
 - Variables « nombre de sinistres », « Age », « CSP » : nous supposons que la proportion de cadres parmi les individus en incapacité dans chaque tranche

d'âge, pondérée par le nombre de cadres dans la tranche d'âge, est identique pour chaque tranche d'âge.

- Variables « nombre de sinistres », « Sexe », « CSP » : nous supposons que la proportion de cadres parmi les hommes et parmi les femmes en incapacité, pondérée par le nombre de cadres pour le genre considéré, est identique pour les deux sexes.

- Variables « nombre de sinistres », « Age », « Sexe » et « CSP » : les trois hypothèses formulées ci-dessus nous permettent de construire une répartition du nombre de sinistres selon les trois variables « Age », « Sexe » et « CSP » .

- Proportionnalité entre les probabilités d'entrée en incapacité permanente pour maladies professionnelles et pour toutes maladies, selon la tranche d'âge : nous supposons que les probabilités d'entrée en incapacité permanente pour maladies professionnelles sont proportionnelles aux probabilités d'entrée pour toutes maladies, selon l'âge de l'assuré. Cela signifie que la probabilité d'entrée en incapacité permanente pour toutes maladies d'un individu dans la tranche d'âge 25-29 ans peut être calculée à partir de celle d'un individu dans la tranche d'âge 50-59 ans si l'on connaît la probabilité d'entrée en incapacité permanente pour maladies professionnelles d'un individu dans la tranche d'âge 25-29 ans et d'un individu dans la tranche d'âge 50-59 ans.
- Proportionnalité entre les probabilités d'entrée en incapacité permanente pour accidents d'origine professionnelle et pour tous accidents, selon la tranche d'âge : nous supposons que pour chaque tranche d'âge et pour l'ensemble des hommes et des femmes, la probabilité d'entrée en incapacité permanente pour tous accidents est égale au double de la probabilité d'entrée en incapacité permanente pour accidents d'origine professionnelle (accidents de travail et accidents de trajet).
- Identité des probabilités d'entrée en incapacité permanente pour toutes maladies selon le sexe : comme nous n'avons pas d'indication sur l'écart des probabilités d'entrée en incapacité permanente pour toutes maladies selon le sexe, nous supposons, toutes choses égales par ailleurs, que les hommes et les femmes ont la même probabilité d'entrée en incapacité permanente pour toutes maladies.

- Identité des probabilités d'entrée en incapacité permanente pour tous accidents selon le sexe : nous formulons également l'hypothèse ci-dessus pour les probabilités d'entrée en incapacité permanente pour tous accidents.
- Linéarité des probabilités d'entrée en incapacité permanente dans chaque tranche d'âge : pour passer des probabilités d'entrée en incapacité permanente par tranche d'âge aux probabilités d'entrée par âge, nous utiliserons une méthode d'interpolation linéaire. Nous émettons donc l'hypothèse que cette méthode d'interpolation convient, ce qui ne sera pas discuté dans ce mémoire. Rappelons que l'objectif de ce mémoire n'est pas d'obtenir une table de probabilités d'entrée en incapacité permanente appliquée telle quelle aux assurés.

2.4.2 Hypothèses relatives aux avis d'experts collectés

Nous supposons la validité des avis émis par les médecins du travail interrogés. En particulier, pour le modèle de fréquence, nous supposons que 85 % des incapacités permanentes (toutes causes) des individus dans la tranche d'âge 50-59 ans sont dues à des maladies, et 15 % à des accidents, et que les cadres de cette même tranche d'âge ont une probabilité d'entrée en incapacité permanente pour cause de maladie deux fois moins élevée que celle de l'ensemble des 50-59 ans en emploi.

2.4.3 Est-il pertinent d'utiliser des données françaises pour la fréquence et des expertises belges pour la sévérité ?

Nous avons posé la question suivante aux trois médecins du travail belges mandatés par QBE Re.

- A l'échelle européenne (ou à l'échelle des pays frontaliers de la Belgique), la notion de « degré d'incapacité » est-elle comparable ?

A la connaissance des médecins interrogés, la France, les Pays-Bas et la Belgique sont comparables en matière d'incapacité permanente, tant au niveau de la fréquence que de la sévérité. Nous supposons donc la validité du croisement des données françaises étudiées pour la fréquence des entrées en incapacité permanente avec les expertises belges collectées pour la sévérité. Les médecins ne se sont toutefois pas prononcés sur la comparabilité de la notion de « degré d'incapacité » à l'échelle européenne.

Maintenant que les hypothèses de travail ont été formulées, nous pouvons construire le modèle. La section 3 détaille les étapes du développement.

3. Construction d'un modèle exploitant les données nationales et les avis d'experts

3.1 Etude quantitative des données de la Sécurité sociale et de l'INSEE

Comme nous ne disposons pas d'une base de données individuelles, i.e. détaillant la liste des individus entrés en incapacité permanente au cours de l'année 2016, mais seulement d'une agrégation des données par âge, sexe, profession ou CSP, l'étude quantitative des données que nous pouvons mettre en œuvre est très restreinte.

S'agissant des données du document « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN » [7], nous limitons notre étude aux 9 CTN agrégés et au CTN H : activités de services I (banques, assurances, administrations. . .). Ce choix est justifié dans la section 2.4.1.

La figure 3.1 présente, par tranche d'âge de 10 ans, le rapport entre le nombre d'entrées en incapacité permanente au titre de l'année 2016 pour les 9 CTN, pour cause de maladie professionnelle et pour cause d'accident de travail ou de trajet, et le nombre d'individus de la tranche d'âge correspondante au sein de l'ensemble de la population active en 2016. La figure 3.2 présente le même rapport, mais uniquement pour les entrées en incapacité dans le CTN H.

FIGURE 3.1 – Rapport par tranche d'âge pour les 9 CTN agrégés

FIGURE 3.2 – Rapport par tranche d'âge pour le CTN H

A l'exception des maladies professionnelles pour les 9 CTN agrégés, et sous réserve d'une hypothèse de proportionnalité des effectifs par tranche d'âge entre les CTN considérés et l'ensemble de la population active, il apparaît, à effectifs égaux pour chaque tranche d'âge, que la tranche d'âge la plus touchée par l'incapacité permanente d'origine professionnelle est la tranche des 50-59 ans. A l'exception des maladies professionnelles pour les 9 CTN, la fréquence d'entrée en incapacité décroît entre la tranche des 50-59 ans et celle des plus de 60 ans. L'une des explications possibles de ce phénomène est la plus grande fréquence de départs en retraite anticipée en cas d'incapacité permanente, sans pour autant que l'incapacité ne soit constatée par un médecin au moment où l'individu est encore en emploi. Soulignons enfin que dans le CTN H, l'apparente proportionnalité des ratios pour les maladies professionnelles et les accidents de travail ou de trajet résulte davantage d'un effet d'optique lié à l'échelle du graphique que d'une réalité numérique : par exemple, la valeur relevée pour la tranche des 40-49 ans est environ 4,5 fois plus élevée pour les accidents que pour les maladies, alors que la valeur relevée pour les 50-59 ans est environ 2,5 fois plus élevée pour les accidents que pour les maladies.

3.2 Construction du modèle de fréquence

Note : dans cette section, nous assimilons les probabilités que nous souhaitons calculer à des fréquences d'entrée en incapacité permanente observées en 2016. Cette approximation des probabilités par des fréquences observées sur une année n'est pas une méthode académique de construction des probabilités, mais au regard des données dont nous disposons, nous n'avons d'autre choix que d'effectuer cette approximation. Comme précisé dans la section 2.4.1, l'objectif des probabilités construites est uniquement de fournir un ordre de grandeur sur l'écart des probabilités d'entrée en incapacité permanente entre deux assurés selon leur âge, leur sexe et leur CSP, car dans le modèle, la fréquence théorique correspondant au profil va être remplacée par la fréquence observée dans une tranche de référence.

D'après les données dont nous disposons, les probabilités d'entrée en incapacité permanente que nous souhaitons calculer dépendent du sexe, de l'âge, et de la CSP de l'assuré. Dans les profils communiqués par la cédante, en pratique, la CSP de chaque assurée n'est pas détaillée. Nous allons donc attribuer une CSP à chaque assuré selon sa somme assurée ou selon sa profession, parmi deux CSP : cadre

et population active générale (i.e. regroupement des cadres et des non-cadres). Rappelons que nous travaillons sous l’hypothèse d’assimilation des individus aux sommes assurées les plus élevées à des cadres, décrite dans la section 2.4.1. Nous ne pouvons énoncer un seuil de somme assurée au-dessus duquel les individus seraient automatiquement considérés comme des cadres : il revient à l’actuaire effectuant la tarification d’attribuer les CSP cadres ou non-cadres selon les informations dont il dispose au sujet du portefeuille. Par exemple, un portefeuille de médecins va être assimilé à des cadres, quelles que soient les sommes assurées.

Sous les hypothèses énoncées dans la section 2, nous présentons ci-dessous le calcul des différentes probabilités d’entrée en incapacité permanente (PEIP).

3.2.1 PEIP pour la population active générale, par tranche d’âge et par sexe

- **PEIP pour cause de maladie professionnelle** : pour chaque tranche d’âge, la PEIP d’une femme pour cause de maladie professionnelle (MP) est donnée par

$$\frac{\text{nombre d'entrées}}{\text{effectif des 9 CTN}} \cdot \frac{\text{effectif de la pop. active}}{\text{effectif des femmes de la tranche d'âge dans la pop. active}},$$

avec

$$\text{nombre d'entrées} = \text{nombre d'entrées pour cause de MP dans la tranche d'âge} \cdot \% \text{ de femmes parmi les individus entrés en IP pour MP.}$$

Nous obtenons de même la PEIP pour cause de MP pour les hommes.

- **PEIP pour cause d’accident de travail ou de trajet** : pour chaque tranche d’âge, la PEIP d’une femme pour cause d’accident de travail ou de trajet (ATT) est obtenue par la même formule que celle pour cause de MP, avec

$$\text{nombre d'entrées} = \text{nombre d'entrées pour cause d'ATT dans la tranche d'âge} \cdot \% \text{ de femmes parmi les individus entrés en IP pour ATT.}$$

Nous obtenons de même la PEIP pour cause d’ATT pour les hommes.

- **PEIP pour tous accidents** : conformément aux hypothèses formulées dans la section 2.4.1, nous obtenons des PEIP unisexes par tranche d’âge pour tous accidents à partir des PEIP pour cause d’ATT, à l’aide de la formule suivante

$$2 \cdot \frac{(\text{PEIP d'une femme pour ATT} + \text{PEIP d'un homme pour ATT})}{2},$$

soit simplement

$$\text{PEIP d'une femme pour ATT} + \text{PEIP d'un homme pour ATT}.$$

- **PEIP pour toutes maladies** : conformément aux hypothèses formulées dans la section 2, nous obtenons des PEIP unisexes par tranche d'âge pour toutes maladies à partir des PEIP pour tous accidents et des PEIP pour cause de MP. La PEIP correspondante pour la tranche des 50-59 ans est donnée par

$$\frac{85\% \cdot \text{PEIP pour tous accidents}_{50-59}}{1 - 85\%},$$

qui est la solution de l'équation d'inconnue PEIP pour toutes maladies₅₀₋₅₉ :

$$\begin{aligned} \text{PEIP pour toutes maladies}_{50-59} &= 85\% \cdot (\text{PEIP pour toutes maladies}_{50-59} \\ &\quad + \text{PEIP pour tous accidents}_{50-59}). \end{aligned}$$

On en déduit les PEIP unisexes pour les autres tranches d'âge :

$$\begin{aligned} \text{PEIP pour toutes maladies} &= \text{PEIP pour toutes maladies}_{50-59} \\ &\quad \cdot \frac{\text{PEIP}_F + \text{PEIP}_H}{\text{PEIP}_{(F,50-59)} + \text{PEIP}_{(H,50-59)}}, \end{aligned}$$

où

PEIP_F = PEIP d'une femme pour MP dans la tranche d'âge considérée,

PEIP_H = PEIP d'un homme pour MP dans la tranche d'âge considérée,

$\text{PEIP}_{(F,50-59)}$ = PEIP d'une femme pour MP dans la tranche d'âge 50-59 ans,

$\text{PEIP}_{(H,50-59)}$ = PEIP d'un homme pour MP dans la tranche d'âge 50-59 ans.

3.2.2 PEIP pour les cadres, par tranche d'âge et par sexe

Note : dans ce mémoire, la notion de « cadre » ne correspond pas au statut professionnel stipulé sur le contrat de travail, par ailleurs inexistant en Belgique, mais à une catégorie socioprofessionnelle (CSP). Ainsi, un notaire, un médecin ou encore un enseignant-chercheur seront assimilés à des cadres.

Afin d'obtenir des PEIP pour la CSP « cadres », nous commençons par déterminer, pour chaque tranche d'âge, la probabilité qu'un individu pris au hasard soit cadre. Nous utilisons pour cela les données du document « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 » [1], sous les hypothèses formulées dans la section 2.4.1. Plus précisément, nous calculons pour chaque tranche d'âge la probabilité qu'une femme prise au hasard soit cadre, à l'aide de la formule suivante

$$\% \text{ de cadres dans la tranche d'âge} \cdot \frac{\% \text{ de cadres parmi l'ensemble des femmes}}{\% \text{ de cadres dans la population active}}.$$

Nous obtenons de même, pour chaque tranche d'âge, la probabilité qu'un homme pris au hasard soit cadre.

- **PEIP pour cause de maladie professionnelle** : nous devons tout d'abord déterminer, par tranche d'âge, le nombre de cadres entrés en IP pour cause de MP parmi le nombre total d'entrées en IP pour cause de MP dans l'agrégation des 9 CTN. Nous utilisons pour cela la formule suivante

$$\text{nombre d'entrées} \cdot \frac{\% \text{ de cadres dans la tranche d'âge}}{\% \text{ de cadres dans la pop. active}} \cdot \text{coef},$$

avec

$$\begin{aligned} \text{nombre d'entrées} &= \text{nombre d'entrées pour MP dans la tranche d'âge} \\ &\cdot \% \text{ de cadres parmi les individus entrés en IP pour MP,} \end{aligned}$$

et

$$\text{coef} = \frac{\text{nombre d'entrées dans la tranche d'âge pour MP dans le CTN H}}{\frac{\text{nombre total d'entrées pour MP dans le CTN H}}{\text{nombre total d'entrées pour MP dans les 9 CTN}}} \cdot \frac{\text{nombre total d'entrées pour MP dans les 9 CTN}}{\text{nombre d'entrées dans la tranche d'âge pour MP dans les 9 CTN}}.$$

coef permet d'ajuster le nombre d'entrées en IP pour chaque tranche d'âge dans l'agrégation des 9 CTN aux proportions du nombre total d'entrées en IP représenté par chaque tranche d'âge dans le CTN H. Nous choisissons d'utiliser ce coefficient d'ajustement plutôt que de calculer des probabilités d'entrée en IP pour les cadres directement à partir des données de sinistralité du CTN H, car nous ne pouvons pas connaître le nombre de cadres dans le CTN H (et a fortiori le nombre de cadres par tranche d'âge et par sexe), alors que nous pouvons l'estimer dans l'agrégation des 9 CTN à partir des données du document « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge

en 2018 » [1]. Soulignons par ailleurs que le pourcentage de cadres parmi les individus entrés en IP pour cause de MP n'est pas disponible directement dans les données utilisées. Pour l'obtenir, nous avons additionné le nombre d'entrées en IP pour cause de MP chez les dirigeants et chez les spécialistes des sciences, car aucune autre catégorie disponible dans les données sous le libellé « profession » ne semble correspondre à la CSP « cadres ». En multipliant le pourcentage de cadres obtenu parmi les individus entrés en IP pour cause de MP par le nombre total d'individus entrés en IP pour cause de MP, nous obtenons le nombre total de cadres entrés en IP pour cause de MP réellement constaté dans les données.

Maintenant que nous avons calculé par tranche d'âge le nombre de cadres entrés en IP pour cause de MP dans l'agrégation des 9 CTN, nous allons l'ajuster pour que le total pour l'ensemble des tranches d'âges corresponde au nombre total de cadres entrés en IP pour cause de MP réellement constaté dans les données. Pour cela, il suffit de multiplier le nombre de cadres entrés en IP pour cause de MP obtenu précédemment pour chaque tranche d'âge par

$$\frac{\text{nombre total de cadres entrés en IP pour MP réellement constaté}}{\sum_{i=1}^m \text{nombre de cadres entrés en IP calculé pour la tranche d'âge } i},$$

où m est le nombre de tranches d'âge.

Nous obtenons alors, par tranche d'âge, le nombre ajusté de cadres entrés en IP pour cause de MP.

Nous allons enfin calculer, par sexe et par tranche d'âge, un coefficient multiplicatif nous permettant de passer des probabilités d'entrée en IP pour MP dans la population active générale, à des probabilités d'entrée en IP pour MP dans la population des cadres. Pour les femmes appartenant à une tranche d'âge donnée, ce coefficient est déterminé par la formule suivante

$$\mathbb{P}(F|I) \cdot \frac{\text{nombre ajusté d'IP cadres pour MP dans la tranche d'âge}}{\text{nombre total d'individus entrés en IP pour MP}} \cdot \frac{\text{effectif de la pop. active}}{\mathbb{P}(C|F) \cdot \text{effectif des femmes de la tranche d'âge dans la pop. active}},$$

où F est l'événement « l'individu pris au hasard dans la tranche d'âge est une femme », I est l'événement « l'individu pris au hasard dans la tranche d'âge est

entré en IP pour cause de MP », et C est l'événement « l'individu pris au hasard dans la tranche d'âge est un cadre ». $\mathbb{P}(C|F)$ a été calculée précédemment, et $\mathbb{P}(F|I)$ est déterminée à partir de la sinistralité enregistrée pour le CTN H. Comme énoncé précédemment s'agissant des tranches d'âges, nous considérons que les travailleurs du CTN H sont aussi les plus représentatifs des écarts du nombre d'entrées en IP selon le sexe que l'on peut observer chez les cadres. Nous avons donc

$$\mathbb{P}(F|I) = \frac{\text{ratio}_F}{\text{ratio}_F + \text{ratio}_H},$$

avec

$$\text{ratio}_F = \frac{\% \text{ de femmes parmi les individus du CTN H entrés en IP pour MP}}{\% \text{ de femmes estimé dans le CTN H}},$$

$$\text{ratio}_H = \frac{\% \text{ d'hommes parmi les individus du CTN H entrés en IP pour MP}}{\% \text{ d'hommes estimé dans le CTN H}},$$

$$\% \text{ de femmes estimé dans le CTN H} = \frac{\text{nb}_F}{\text{nb}_{\text{total}}},$$

où

$$\begin{aligned} \text{nb}_F &= \text{nombre de femmes parmi les cadres} \\ &+ \text{nombre de femmes parmi les employés} \\ &+ \text{nombre de femmes parmi les professions intermédiaires} \end{aligned}$$

et

$$\begin{aligned} \text{nb}_{\text{total}} &= \text{nombre de cadres dans la population active} \\ &+ \text{nombre d'employés dans la population active} \\ &+ \text{nombre de professions intermédiaires dans la population active.} \end{aligned}$$

L'hypothèse sous-jacente au calcul du pourcentage de femmes estimé dans le CTN H est que les travailleurs du CTN H n'appartenant pas aux catégories « Cadres », « Employés » ou « Professions intermédiaires » sont en nombre négligeable au regard de l'effectif total du CTN H. Cette hypothèse nous permet d'appliquer au CTN H les sexe-ratios du document « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 » ramenés aux seules catégories « Cadres », « Employés » et « Professions intermédiaires », en supposant que les proportions relatives d'individus dans ces trois catégories restent les mêmes lorsque l'on passe de l'ensemble de la population active au CTN H.

Par passage aux événements contraires, nous calculons $\mathbb{P}(H|I)$ et $\mathbb{P}(C|H)$ à partir de $\mathbb{P}(F|I)$ et $\mathbb{P}(C|F)$.

Ainsi, nous obtenons la valeur du coefficient multiplicatif nous permettant de passer des PEIP pour cause de MP dans la population active générale, à des PEIP pour cause de MP dans la population des cadres. En multipliant ce coefficient par les PEIP calculées dans la section 3.2.1, nous obtenons pour les individus de la CSP « cadre » des PEIP pour cause de MP par tranche d'âge et par sexe.

- **PEIP pour cause d'accident de travail ou de trajet** : nous appliquons la même méthode que pour les PEIP pour cause de maladie professionnelle, sous les mêmes hypothèses. Notons que pour les ATT, une catégorie « Cadres et techniciens » est directement proposée dans les données de sinistralité, alors que cette catégorie n'est pas directement disponible pour les MP.
- **PEIP pour tous accidents** : nous utilisons la même méthode que celle développée dans la section 3.2.1 pour passer des PEIP pour cause d'ATT aux PEIP pour tous accidents, appliquée cette fois-ci aux PEIP pour cause d'ATT relatives aux cadres.
- **PEIP pour toutes maladies** : nous utilisons la même méthode que celle développée dans la section 3.2.1, mais les PEIP pour tous accidents permettant de déterminer la PEIP pour toutes maladies dans la tranche des 50-59 ans restent celles de la population active générale : nous n'utilisons pas les PEIP pour tous accidents relatives aux cadres. Toutefois, nous appliquons un coefficient de « sous-morbidité » des cadres de la tranche d'âge 50-59 ans à la valeur de la PEIP pour toutes maladies obtenue pour cette tranche d'âge, auquel nous attribuons une valeur de 50 %, car nous travaillons sous l'hypothèse de surexposition des non-cadres aux maladies invalidantes d'origine non-professionnelle, décrite dans la section 2.4.1. Les PEIP pour toutes maladies correspondant aux autres tranches d'âge sont ensuite obtenues de la même façon que dans la section 3.2.1, mais en utilisant les écarts de probabilités constatés entre les tranches d'âge pour les cadres, au lieu des écarts constatés entre les tranches d'âge pour la population générale.

3.2.3 Conversion des probabilités par tranche d'âge en probabilités par âge

Sous l'hypothèse de linéarité des probabilités d'entrée en incapacité permanente dans chaque tranche d'âge, décrite dans la section 2.4.1, nous effectuons une interpolation linéaire entre les âges médians de chaque tranche d'âge, en attribuant à chaque âge médian la probabilité correspondant à la tranche d'âge à laquelle il appartient. Nous obtenons ainsi des probabilités d'entrée en incapacité permanente pour chaque âge, de 18 à 67 ans, représentées graphiquement dans la section 3.2.4.

3.2.4 Représentations graphiques des probabilités obtenues

La figure 3.3 représente les probabilités d'entrée en incapacité permanente de la population active générale et des cadres pour cause de maladie professionnelle, selon le sexe et l'âge.

FIGURE 3.3 – PEIP pour cause de maladie professionnelle

Nous constatons que les entrées en incapacités permanentes pour cause de maladie professionnelle sont beaucoup moins probables dans une population de cadres

que dans un échantillon aléatoire issu de la population active générale, ce qui semble logique compte tenu du nombre plus réduit de maladies professionnelles auxquelles sont exposés les cadres, en comparaison à une population d'ouvriers par exemple. Après une légère baisse des PEIP à partir de 55 ans, en partie expliquée précédemment par les départs en retraites anticipés, nous observons au contraire une très forte hausse des PEIP après 62 ans, sur la tranche d'âge 63-67 ans. Cela pourrait s'expliquer par le faible effectif de la population de travailleurs dans cette tranche d'âge (l'âge légal de départ à la retraite étant de 62 ans en France en 2016) dont une part importante subirait une dégradation physique ou psychique entraînant l'attribution d'un degré d'incapacité permanente. Toutefois, la très forte hausse des PEIP après 62 ans est pratiquement inobservée chez les cadres, ce qui pourrait être dû à une plus faible dégradation physique d'origine professionnelle liée à l'âge pour les cadres que pour la population active dans son ensemble. Il faut cependant garder à l'esprit que la faiblesse de l'effectif des travailleurs de plus de 62 ans peut entraîner une grande volatilité du nombre d'entrées en incapacité permanente selon l'année d'observation. Notons par ailleurs que les femmes cadres ont des PEIP pour cause de maladie professionnelle plus élevées que celles des hommes cadres. Nous ne disposons pas de données statistiques fournissant des éléments d'explication à cette observation, mais selon les experts médicaux interrogés, cela pourrait être dû à la plus grande fréquence des *burn-out* et des troubles ostéo-articulaires au sein de la population des femmes cadres.

La figure 3.4 représente les probabilités d'entrée en incapacité permanente de la population active générale et des cadres pour cause d'accident de travail ou de trajet, selon le sexe et l'âge.

FIGURE 3.4 – PEIP pour cause d'accident de travail ou de trajet

Les écarts entre les PEIP pour cause d'ATT des cadres et celles de la population active générale sont plus réduits que pour les MP, en particulier chez les femmes où nous observons même des probabilités plus élevées pour les cadres à partir de 61 ans, ce qui est surtout dû aux hypothèses que nous avons retenus pour construire des probabilités d'entrée en incapacité permanente. Au sein de la population active générale, nous observons un écart important entre les PEIP des femmes et celles des hommes à partir de 22 ans, dû en grande partie à la surreprésentation des hommes dans des métiers que l'on peut qualifier de « professions à haut risque d'accident », comme les maçons, les ouvriers du BTP ou les bûcherons, entre autres. Nous constatons par ailleurs une baisse importante des PEIP à partir de 55 ans (sauf chez les femmes cadres), en partie expliquée précédemment par les départs en retraites anticipés. Comme sur la figure 3.3, nous pouvons relever que les femmes cadres ont des PEIP pour cause d'accident de travail ou de trajet plus élevées que celles des hommes cadres. Nous ne disposons pas de données statistiques fournissant des éléments d'explication à cette observation, qui pourra faire l'objet d'une analyse

approfondie lors de travaux ultérieurs.

La figure 3.5 représente les probabilités d'entrée en incapacité permanente de la population active générale et des cadres pour toutes maladies et pour tous accidents, selon l'âge. Rappelons qu'il s'agit de probabilités unisexes.

FIGURE 3.5 – PEIP pour toutes maladies et pour tous accidents

Par hypothèse, les tendances observées selon l'âge dans les PEIP pour cause de MP et pour cause d'ATT se répercutent sur les PEIP pour toutes maladies et pour tous accidents. Nous observons également, à partir de 40 ans, la forte prépondérance des entrées en incapacité permanente pour cause de maladie sur celles pour cause d'accident, aussi bien pour la population active générale que pour les cadres. Cette prépondérance provient des avis d'experts collectés.

Maintenant que nous disposons de probabilités d'entrée en incapacité permanente selon l'âge, le sexe (pour les incapacités permanentes d'origine professionnelle) et la CSP, nous construisons le modèle de sévérité.

3.3 Construction du modèle de sévérité en raisonnant sur le degré d'incapacité, selon les caractéristiques des assurés et selon les garanties du contrat d'assurance

3.3.1 Distinction selon la cause de l'incapacité permanente : maladie ou accident

De la même manière que nous avons distingué les maladies et les accidents lors du calcul des probabilités d'entrée en incapacité permanente, les avis d'experts collectés motivent la modélisation séparée des degrés d'incapacité permanente liés à des maladies et à des accidents. La section 2.3 détaille les distinctions à effectuer, d'après les médecins interrogés.

3.3.2 Les avis d'experts collectés et les contraintes d'interprétabilité des paramètres motivent la modélisation du degré d'incapacité permanente à l'aide de la loi de Kumaraswamy

Comme expliqué dans la section 1.5, QBE Re ne dispose pas systématiquement d'informations relatives aux degrés d'incapacité des individus entrés en incapacité dans un portefeuille d'assurés. Cette spécificité de l'activité de réassurance est un obstacle à la détermination d'une distribution de probabilité des degrés d'incapacité permanente, car il n'est alors pas possible de tester la qualité de l'ajustement de la distribution de sévérité aux degrés d'incapacité réellement constatés.

En revanche, l'absence de bases de données détaillant les degrés d'incapacité permanente consolidés de chaque individu sinistré n'est pas une impasse à la construction d'un modèle de tarification fondé sur les degrés d'incapacité. Les avis d'experts collectés, associés aux intervalles de degrés d'IPP consolidés fournis par les cédantes, peuvent être exploités dans un objectif de tarification menée par le réassureur.

Il est clair que le modèle développé n'aura pas la légitimité d'un modèle bénéficiant d'une bonne qualité d'ajustement aux degrés d'incapacité permanente observés dans un portefeuille conséquent ou sur un marché dans sa globalité. C'est pourquoi il est indispensable que l'actuaire conserve un regard critique sur les paramètres et les résultats du modèle, nourri par sa connaissance du marché de l'assurance incapacité pour un produit d'assurance donné. Ainsi l'interprétabilité des paramètres de la distribution de probabilité choisie pour modéliser les degrés d'incapacité permanente est-elle impérative, et ce d'autant plus que l'actuaire doit effectuer des tests de

sensibilité sur les paramètres. Il convient à cet effet d'éviter les distributions de probabilité pour lesquelles il ne peut avoir une intuition de l'influence conjointe des paramètres sur la forme de la distribution. De même, un médecin spécialiste des degrés d'incapacité permanente doit être en mesure de se prononcer sur la validité des paramètres choisis.

Raisonnement en termes de quantiles et de degrés d'incapacité les plus fréquents est bien plus intuitif que de raisonner en termes d'espérance ou de variance s'agissant des degrés d'incapacité. Par exemple, un médecin pourra facilement dire qu'il constate que la moitié des individus entrés en IPP pour cause de maladie professionnelle ont un degré d'incapacité supérieur à 60%, le degré le plus fréquemment attribué étant 50 %. Selon les médecins spécialistes rencontrés, il est difficile pour un médecin d'avoir une idée du degré d'incapacité moyen, et encore davantage d'avoir une idée de l'écart-type observé.

Comment choisir une distribution de probabilité du degré d'incapacité permanente fondée sur les avis d'experts recueillis et les hypothèses formulées dans la section 2 ? Pour répondre à cette question, nous disposons des éléments suivants.

- Comme nous nous plaçons dans le cadre d'un modèle de sévérité, nous cherchons une distribution du degré d'incapacité permanente dit « degré consolidé » (voir section 1.5), sachant que l'individu entre en incapacité permanente. Nous pouvons donc écarter la valeur « 0 % » de notre distribution des degrés d'incapacité. Nous cherchons donc une distribution de probabilité du degré d'incapacité à valeurs dans l'intervalle $]0; 100\%$.
- D'après les avis d'experts collectés, la distribution choisie doit permettre une diversité de formes afin de posséder une densité unimodale dans le cas des incapacités permanentes pour cause de maladie et une densité en forme de "U" dans le cas des incapacités permanentes pour cause d'accident.
- Les paramètres de la distribution choisie doivent pouvoir être déterminés aisément à partir des quantiles et des degrés d'incapacité les plus fréquents, afin de permettre une interprétation critique des paramètres retenus, l'exploitation des avis d'experts collectés, et la mise en œuvre de tests de sensibilité pour mesurer l'influence de ces derniers sur le prix technique de réassurance. A l'issue

de la discussion tenue avec les médecins du travail mandatés par QBE Re, nous établissons que les paramètres de la distribution de probabilité retenue doivent pouvoir s'exprimer en fonction des couples (médiane, mode) (abrégé en $(Q50\%, m)$, le mode représentant le degré d'incapacité le plus fréquent dans la distribution) pour les degrés des incapacités ayant pour origine une maladie, et (quantile 25 %, quantile 75 %) (abrégé en $(Q25\%, Q75\%)$) pour les degrés des incapacités d'origine accidentelle, de sorte que la distribution puisse être re-paramétrée à l'aide de ces couples de valeurs. Le choix de ces couples de valeurs comme paramètres de la distribution est motivé par l'unimodalité de la distribution des degrés des IPP ayant pour origine une maladie, et par la forme en "U" de celle des degrés des IPP d'origine accidentelle. Notons que pour la distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie, un autre quantile de référence que la médiane doit être retenu lorsque la probabilité d'entrée en IPP à 100 % sachant que l'on est entré en IPP excède 50 %.

Ces éléments motivent l'utilisation d'une loi de Kumaraswamy. Nous développons ci-dessous le raisonnement derrière ce choix.

La loi de Kumaraswamy est une distribution continue introduite en 1976 comme alternative à la loi beta. A l'instar de la loi beta, elle est définie sur $]0, 1[$ et possède deux paramètres. Elle possède également une densité unimodale ou une densité en forme de "U" selon les paramètres choisis. La loi de Kumaraswamy revêt toutefois deux différences majeures par rapport à la loi beta :

- Contrairement à la loi beta, sa fonction de densité, sa fonction de répartition et sa fonction quantile ont une expression fermée. Or nous avons énoncé précédemment que les paramètres de la distribution choisie doivent pouvoir être déterminés aisément à partir des quantiles de la distribution des degrés d'incapacité. La loi de Kumaraswamy remplit donc cette condition, qui n'est pas satisfaite par la loi beta. Nous présentons ci-dessous la fonction de répartition F et la fonction quantile Q d'une variable aléatoire suivant une loi de Kumaraswamy de paramètres $\alpha > 0$ et $\beta > 0$.

$$F(x; \alpha, \beta) = 1 - (1 - x^\alpha)^\beta, \quad x \in]0, 1[, \quad (3.1)$$

$$Q(q; \alpha, \beta) = (1 - (1 - q)^{\frac{1}{\beta}})^{\frac{1}{\alpha}}, \quad q \in [0, 1]. \quad (3.2)$$

Notons par ailleurs que pour $\alpha > 1$ et $\beta > 1$, le mode m d'une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy de paramètres α et β (i.e. le maximum de la densité d'une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy de paramètres α et β) est donné par la relation suivante.

$$m = \left(\frac{\alpha - 1}{\alpha\beta - 1} \right)^{\frac{1}{\alpha}}. \quad (3.3)$$

- La fonction de densité d'une variable aléatoire suivant une loi de Kumaraswamy offre une variété de formes restreinte par rapport à celle d'une variable aléatoire suivant une loi beta. A l'instar de la loi beta, la fonction de densité d'une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy est unimodale si et seulement si $\alpha > 1$ et $\beta > 1$, et bimodale (avec une forme en "U") si et seulement si $\alpha < 1$ et $\beta < 1$. La loi de Kumaraswamy ne dispose cependant pas d'une fonction de densité de la forme recherchée pour tout couple (degré d'incapacité médian, degré d'incapacité le plus fréquent), abrégé en $(Q50\%, m)$, et pour tout couple (degré d'incapacité représentant le quantile 25%, degré d'incapacité représentant le quantile 75%), abrégé en $(Q25\%, Q75\%)$, sur $[0, 1] \times [0, 1]$.

Les définitions et propriétés de la loi de Kumaraswamy énoncées précédemment peuvent être consultées en suivant la référence [11].

Au regard du dernier point soulevé concernant la loi de Kumaraswamy, nous devons déterminer quels sont les couples $(Q50\%, m)$ et $(Q25\%, Q75\%)$ pour lesquels nous obtenons une fonction de densité de la forme recherchée, à savoir une forme unimodale pour les maladies, et une forme en "U" pour les accidents. Le couple $(Q50\%, m)$ tient compte d'une masse de probabilité en 1 représentant la probabilité pour un individu entré en IPP pour cause de maladie d'être en IPP à 100%. Or la loi de Kumaraswamy est définie sur $]0, 1[$. Nous devons donc au préalable attribuer une masse de probabilité en 1 à la distribution de Kumaraswamy. Toutefois, nous n'effectuons cette opération que pour les IPP pour cause de maladie, car la forme en "U" de l'IPP accidentelle traduit déjà la probabilité élevée des degrés d'incapacité les plus hauts. Nous allons donc construire une loi de Kumaraswamy dite « inflatée » en 1. La fonction de répartition *FOI* d'une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy inflatée en 1 de paramètres α , β et p , p représentant la masse de probabilité en 1, est donnée par

$$FOI(x; \alpha, \beta, p) = p\mathbb{1}_{\{x=1\}} + (1-p)F(x; \alpha, \beta), \quad (3.4)$$

où $F(\cdot; \alpha, \beta)$ est la fonction de répartition de la loi de Kumaraswamy de paramètres α et β . Notons que les degrés d'incapacité d'origine accidentelle correspondent au cas particulier $p = 0$.

La valeur du mode m est inchangée en inflatant la distribution, car nous considérons le mode hors incapacité permanente à 100%, i.e. le degré d'incapacité permanente le plus fréquent mis à part le degré 100%. Les quantiles sont cependant modifiés par l'inflation de la distribution. On déduit de l'expression de FOI que la fonction quantile QOI d'une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy inflatée de paramètres $\alpha > 0$, $\beta > 0$ et $p \in [0, 1]$ est donnée par

$$QOI(q; \alpha, \beta, p) = \mathbb{1}_{\{q \geq 1-p\}} + \left(1 - \left(1 - \frac{q}{1-p}\right)^{\frac{1}{\beta}}\right)^{\frac{1}{\alpha}}. \quad (3.5)$$

Dans l'objectif de déterminer quels sont les couples $(Q50\%, m)$ et $(Q25\%, Q75\%)$ pour lesquels nous obtenons une fonction de densité de la forme recherchée, à savoir une forme unimodale pour les maladies et une forme en "U" pour les accidents, nous définissons les problèmes d'optimisation d'une fonction d'une variable sous contraintes non-linéaires suivants.

— Pour le couple $(Q50\%, m)$:

$$\min_{\alpha} \quad \left(\left(1 - \left(1 - \frac{0,5}{1-p}\right)^{\frac{1}{\alpha m^{\alpha} + \frac{1}{\alpha}}}\right)^{\frac{1}{\alpha}} - Q50\% \right)^2 \quad (3.6a)$$

$$\text{s.c.} \quad \alpha > 1, \quad (3.6b)$$

$$\frac{\alpha - 1}{\alpha m^{\alpha}} + \frac{1}{\alpha} > 1. \quad (3.6c)$$

— Pour le couple $(Q25\%, Q75\%)$:

$$\min_{\beta} \left(\left(1 - (1 - 0,25)^{\frac{1}{\beta}}\right)^{\frac{\ln(1 - (1 - 0,75))}{\ln(Q75\%)}} - Q25\% \right)^2 \quad (3.7a)$$

$$\text{s.c.} \quad \beta < 1, \quad (3.7b)$$

$$\frac{\ln(1 - (1 - 0,75))^{\frac{1}{\beta}}}{\ln(Q75\%)} < 1. \quad (3.7c)$$

Nous cherchons ainsi à minimiser l'écart quadratique entre la variable q , représentant la médiane de la distribution de Kumaraswamy de paramètres α et β , et $Q50\%$ dans le cas des incapacités permanentes causées par une maladie, et l'écart quadratique entre le quantile 25% de la distribution de Kumaraswamy de paramètres α et β , et $Q25\%$ dans le cas des incapacités permanentes causées par un accident. L'un des paramètres α ou β est fixé en fonction de l'autre paramètre de manière à ce que la distribution ait le mode m (dans le cas des maladies) ou le quantile 75% $Q75\%$ (dans le cas des accidents). Le détail des calculs permettant de poser le problème d'optimisation est donné en annexe.

Les graphes suivants présentent les résultats du problème d'optimisation pour les degrés d'incapacité causée par une maladie ainsi que pour les degrés d'incapacité causée par un accident. Notons que la probabilité d'être invalide à 100% est ici fixée à zéro.

FIGURE 3.6 – Ecart entre les couples $(Q50\%, m)$ cibles et les couples (médiane, mode) modélisés, selon les couples cibles, pour les degrés d'incapacité permanente pour cause de maladie

Pour les maladies, on constate que les couples $(Q50\%, m)$ pour lesquels la loi de Kumaraswamy possède des paramètres α et β de sorte que les couples correspondent aux quantiles cibles (avec une tolérance de $1e-5$), sont les couples pour lesquels la médiane est supérieure au mode lorsqu'elle est inférieure à 0,5, et ceux pour lesquels la médiane est inférieure au mode lorsqu'elle est supérieure à 0,5. Cette zone de résolution du problème d'optimisation sous la contrainte de l'appartenance des paramètres α et β à l'intervalle $]1, +\infty[$, est en accord avec les avis d'experts collectés (voir section 2.3). La loi de Kumaraswamy permet donc de cibler les couples $(Q50\%, m)$ jugés réalistes par les médecins interrogés lorsque la masse de probabilité en 1 est exclue. Pour obtenir les quantiles des distributions inflatées en 1, il suffit de multiplier les quantiles des distributions non-inflatées par $\frac{1}{1-p}$. Le mode est inchangé par inflation des distributions.

FIGURE 3.7 – Ecart entre les couples $(Q_{25\%}, Q_{75\%})$ cibles et les couples $(\text{quantile } 25\%, \text{quantile } 75\%)$ modélisés, selon les couples cibles, pour les degrés d'incapacité permanente pour cause d'accident

Pour les accidents, les couples représentés en gris sur le graphe représentent des combinaisons impossibles, pour lesquels le quantile à 75% est inférieur au quantile à 25%. Les couples représentés en vert sont ceux pour lesquels la loi de Kumaraswamy possède des paramètres α et β de sorte que les couples correspondent aux quantiles cibles avec une tolérance de $1e-5$, sous la contrainte que les paramètres α et β appartiennent à l'intervalle $]0, 1[$. Nous pouvons souligner graphiquement l'adéquation de la loi de Kumaraswamy aux couples $(Q_{25\%}, Q_{75\%})$ correspondant à une distribution en forme de "U" prononcée.

L'algorithme utilisé pour résoudre les problèmes d'optimisation sous contraintes non-linéaires est détaillé en [3].

Dans la section 3.3.3, nous prenons en considération les informations communiquées

par la cédante sur les effectifs des individus entrés en IPP dans un portefeuille d'assurés donné, par intervalles de degrés d'IPP.

3.3.3 Analyse des informations de renouvellement relatives aux degrés d'incapacité observés dans un portefeuille, à l'aide d'une distribution de mélange Kumaraswamy

3.3.3.1 Définition mathématique d'une distribution de mélange fini

Soit $n \in \mathbb{N}$. Soient le n -uplet de fonctions de répartition $(F_1, \dots, F_n)$ et le n -uplet $(w_1, \dots, w_n)$ tel que pour tout i appartenant à $\{1, \dots, n\}$ $w_i \geq 0$ et $\sum_{k=1}^n w_k = 1$. La distribution de mélange des distributions de probabilité de fonctions de répartition $F_1, \dots, F_n$ selon les paramètres de mélange $(w_1, \dots, w_n)$ est définie comme la distribution de fonction de répartition

$$F(x) = \sum_{k=1}^n w_k F_k(x), \quad x \in \mathbb{R}. \quad (3.8)$$

Notons que cette distribution de mélange possède $n - 1$ paramètres, étant donné que $\sum_{k=1}^n w_k = 1$.

3.3.3.2 Intérêt d'une distribution de mélange Kumaraswamy à un paramètre au regard des informations de renouvellement

Note : dans cette section ainsi que dans les suivantes, nous considérons comme causes d'IPP les causes "toutes maladies" et "tous accidents". Les raisonnements développés sont valables pour les causes "maladies professionnelles" et "accidents de travail ou de trajet", mais nous ne disposons pas de données fournies par les cédantes pour les illustrer, contrairement aux causes "toutes maladies" et "tous accidents".

Une distribution de mélange à un paramètre de mélange w , de fonction de répartition $F(x) = wF_1(x) + (1 - w)F_2(x)$, modélise l'expérience suivante.

- On réalise la valeur d'une variable aléatoire suivant une loi de Bernoulli de paramètre w .
- Si la valeur réalisée vaut 1, alors on réalise la valeur d'une variable aléatoire suivant la distribution de probabilité de fonction de répartition F_1 . Sinon, on

réalise la valeur d'une variable aléatoire suivant la distribution de probabilité de fonction de répartition F_2 .

Or comme nous l'avons expliqué dans la section 2, lorsque des informations sur les degrés d'incapacité constatés dans un portefeuille d'assurés sont communiquées au réassureur par la cédante, elles consistent généralement en un tableau indiquant le nombre d'assurés dont le degré d'incapacité permanente consolidé appartient à l'intervalle $[\text{seuil}_1, d_1[$, à l'intervalle $[d_1, d_2[$, ..., à l'intervalle $[d_n, \text{seuil}_2[$, et à l'intervalle $[\text{seuil}_2, 1]$ où seuil_1 et seuil_2 correspondent aux seuils d'indemnisation prévus au contrat d'assurance, et où $\text{seuil}_1 < d_1 < d_2 < \dots < d_n < \text{seuil}_2$. Le tableau suivant illustre cette structure de l'information de renouvellement, dans le cas d'un contrat d'assurance indemnisant l'assuré à partir d'un degré d'incapacité permanente de 25%, à hauteur du pourcentage de son capital assuré correspondant à son degré d'incapacité consolidé si celui-ci est strictement inférieur à 75%, puis à hauteur de 100% du capital assuré pour un degré d'incapacité supérieur ou égal à 75%.

degré d'invalidité professionnelle	[25%,33%[	[33%,50%[	[50%,75%[	[75%,100%]
nombre d'individus	69	170	45	334

Tableau 3.1 – Information de renouvellement : effectif selon les degrés d'IPP consolidés regroupés en intervalles

Aucune information n'est communiquée sur l'origine (maladie ou accident) des IPP constatées. Nous pouvons alors modéliser la fonction de répartition des degrés d'incapacité à partir du tableau ci-dessus, à l'aide d'une distribution de mélange Kumaraswamy à un paramètre w que nous estimerons. Ce paramètre est égal à la probabilité pour un individu d'entrer en IPP pour cause de maladie, sachant qu'il est entré en IPP. On en déduit que $1 - w$ est égal à la probabilité pour un individu d'entrer en IPP pour cause d'accident, sachant qu'il est entré en IPP. Nous devons donc déterminer les paramètres α_1 , β_1 , α_2 , β_2 , p et w de la fonction de répartition suivante.

$$F(x) = w[p\mathbb{1}_{\{x=1\}} + (1-p)(1 - (1-x^{\alpha_1})^{\beta_1})] + [1-w][1 - (1-x^{\alpha_2})^{\beta_2}]. \quad (3.9)$$

où p correspond à la probabilité pour un individu d'entrer en IPP à 100%, sachant qu'il est entré en incapacité permanente pour cause de maladie.

Notons par ailleurs que la cédante nous informe que le portefeuille d'assurés correspondant à la sinistralité décrite dans le tableau 3.2 possède une répartition d'âges plutôt uniforme sur la tranche 30 ans - 59 ans, et un très faible nombre d'assurés n'appartenant pas à cette tranche d'âge.

3.3.3.3 Détermination des paramètres de la distribution de mélange Kumaraswamy

Nous commençons par réécrire le tableau 3.2 à l'aide de fréquences cumulées.

degré d'invalidité professionnelle	[25%,33%[	[25%,50%[	[25%,75%[	[25%,100%]
pourcentage de l'effectif total correspondant	11,17%	38,67%	45,95%	100,00%

Tableau 3.2 – Pourcentage de l'effectif total des individus entrés en IPP selon les degrés d'IPP consolidés regroupés en intervalles

Nous en déduisons les valeurs-cibles de $F(33\%)$, $F(50\%)$ et $F(75\%)$, où F correspond à la fonction 3.9. Dans une volonté prudente de minimiser la probabilité des degrés d'incapacité les plus faibles dans l'intervalle $[25\%, 75\%[$, pour lequel le paiement du pourcentage de capital assuré correspond au degré d'incapacité, nous déterminons les paramètres de la fonction F de sorte que l'aire sous sa courbe représentative entre 25% et 75% soit minimisée. Nous posons donc le problème d'optimisation sous contraintes non-linéaires suivant.

$$\min_{\alpha_1, \beta_1, p, \alpha_2, \beta_2, w} \int_{0,25}^{0,75} F(x; \alpha_1, \beta_1, p, \alpha_2, \beta_2, w) dx$$

s.c.

$$F(0, 33; \alpha_1, \beta_1, p, \alpha_2, \beta_2, w) = 11, 17\%,$$

$$F(0, 50; \alpha_1, \beta_1, p, \alpha_2, \beta_2, w) = 38, 67\%,$$

$$F(0, 75; \alpha_1, \beta_1, p, \alpha_2, \beta_2, w) = 45, 95\%,$$

$$1 < \alpha_1, 1 < \beta_1, 0 < \alpha_2 < 1, 0 < \beta_2 < 1, 0 \leq w \leq 1, 0 \leq p \leq 1.$$

Notons que les valeurs prises par w et p peuvent être contraintes avec davantage de précision, selon les connaissances marché du réassureur, ou des données statistiques sur les proportions des IPP dues à des maladies et sur la probabilité d'être en IPP à 100 % sachant que l'on est entrée en IPP pour cause de maladie.

Afin que le problème d'optimisation converge, il est nécessaire de l'initialiser avec un jeu de paramètres satisfaisant les contraintes énoncées précédemment. Pour ce faire,

nous utilisons la fonction *startpars* du package R *Rsolnp* [8], qui génère aléatoirement un nombre donné de jeux de paramètres, et vérifie s'ils respectent les contraintes d'optimisation. Dès qu'un jeu de paramètres respectant toutes les contraintes est trouvé, celui-ci est retenu pour initialiser le problème d'optimisation. L'optimisation sous contraintes non-linéaires est ensuite effectuée à l'aide de la fonction *solnp* du package R *Rsolnp* [8]. Nous vérifions enfin la convergence du problème d'optimisation grâce au paramètre de sortie *convergence* de la fonction *solnp*.

Nous obtenons ainsi une unique distribution de probabilité des degrés d'IPP pour tous les assurés du portefeuille.

Nous devons désormais ajuster cette distribution selon l'âge et la CSP des assurés à partir des profils individuels fournis par la cédante.

3.3.3.4 Ajustement de la distribution des degrés d'IPP selon l'âge et la CSP des assurés

Comme nous l'avons développé dans la section 2.3, les experts médicaux interrogés ont mis en exergue l'influence de l'âge et de la CSP sur la distribution de sévérité du degré d'IPP. Considérer une unique distribution de sévérité pour l'ensemble des assurés d'un portefeuille incluant des assurés d'âges divers sous-estime les degrés d'incapacité des plus âgés et sur-estime ceux des plus jeunes, ce qui diminue la volatilité de la sévérité des entrées en incapacité permanente attendues pour le portefeuille. Le même effet est obtenu avec les degrés d'IPP pour cause d'accident au sein d'un portefeuille incluant des cadres et des non-cadres. Or une sous-estimation de la volatilité des degrés d'incapacité, et par conséquent des montants de sinistres, est à proscrire dans un cadre de tarification d'un traité de réassurance non-proportionnel.

Nous ajustons donc la distribution de probabilité des degrés d'incapacité obtenue dans la section précédente, pour prendre en considération l'influence de l'âge et de la CSP sur le degré d'IPP attribué par le médecin. Afin de déterminer comment effectuer l'ajustement, nous rappelons ci-dessous les remarques formulées par les experts médicaux interrogés à ce sujet.

- L'influence de l'âge sur le degré d'IPP attribué par le médecin est négligeable en-dessous de 40 ans. Cela signifie que le médecin va peu tenir compte de l'âge d'une personne âgée de 40 ans ou moins entrée en IPP pour déterminer son

degré d'incapacité, et que les incapacités permanentes subies par les moins de 40 ans sinistrés sont semblables dans leurs manifestations physiologiques.

- Pour les plus de 40 ans, le degré d'IPP attribué par le médecin peut être considéré comme une fonction des deux variables *âge* et *degré d'IPP correspondant si l'assuré avait 40 ans ou moins*. Nous pouvons supposer que cette fonction est quadratique selon l'âge, ce qui traduit que le degré d'IPP augmente de manière quadratique avec l'âge. Bien sûr, cette transformation quadratique n'est pas systématique : elle correspond uniquement à une tendance dans l'attribution des degrés d'IPP par les médecins.
- D'après des documents de l'INAMI (Institut national d'assurance maladie-incapacité) consultés par les médecins interrogés, les individus âgés de 60 ans entrés en IPP ont un degré d'IPP moyen égal à 1,66 fois celui des individus âgés de 40 ans, que ce soit pour cause de maladie ou d'accident. Les cadres, quant à eux, ont un degré d'IPP moyen pour cause d'accident égal à 0,5 fois celui de la population active générale. D'après les médecins interrogés, les différences entre cadres et non-cadres au sujet des degrés d'IPP pour cause de maladie ne sont pas significatives.

Afin de mettre en œuvre ces remarques dans un contexte de modélisation du degré d'IPP d'un assuré selon son âge et sa CSP, à partir de l'unique distribution de probabilité des degrés d'IPP déterminée dans la section 3.3.3.2, nous distinguons les degrés d'IPP pour cause de maladie, sensibles à l'âge et non à la CSP, des degrés d'IPP pour cause d'accident, sensibles à la fois à l'âge et la CSP de l'assuré.

La distribution de probabilité des degrés d'IPP présentée la section 3.3.3.2 est la distribution de mélange de deux lois de Kumaraswamy, l'une modélisant le degré d'IPP pour cause de maladie, et l'autre le degré d'IPP pour cause d'accident. Nous considérons séparément ces deux distributions dont nous connaissons les paramètres, calculés à l'aide du programme d'optimisation développé dans la section 3.3.3.2. Ces distributions sont déterminées à partir de l'ensemble des assurés du portefeuille. Elles modélisent le degré d'IPP d'un assuré pris au hasard parmi un échantillon simulé d'assurés entrés en IPP dans le portefeuille, pour cause de maladie pour la première distribution et pour cause d'accident pour la seconde. Il est donc clair que ces distributions des degrés d'IPP dépendent des ordres de grandeur des probabilités

d'entrée en IPP entre les différents âges et les différentes CSP des assurés du portefeuille. Par exemple, si la somme des probabilités d'entrée en IPP pour cause de maladie des assurés âgés de 60 ans vaut 5 fois celle des assurés âgés de 30 ans dans le portefeuille, alors la distribution des degrés d'IPP correspondante sera 5 fois plus influencée par les individus âgés de 60 ans que par ceux âgés de 30 ans. Nous devons donc identifier à quel âge correspond la distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie, en termes de probabilité d'entrée en IPP, à l'aide du calcul suivant.

$$\hat{\text{âge}}_{\text{portefeuille}} = \frac{\sum_{k=1}^n \max(x_k, 40) \cdot q_k}{\sum_{k=1}^n q_k}, \quad (3.10)$$

où n est le nombre d'assurés du portefeuille, x_k l'âge du k -ième assuré, et q_k sa probabilité d'entrée en IPP pour cause de maladie (déterminée dans la section 3.2). Le maximum entre x_k et 40 est retenu car nous travaillons sous l'hypothèse que l'âge n'a pas d'influence sur la distribution de probabilité des degrés d'IPP pour les assurés âgés de 40 ans ou moins : nous évitons ainsi que l'âge global du portefeuille en termes de probabilité d'entrée en IPP soit diminué par les assurés de moins de 40 ans alors qu'ils n'ont pas davantage d'influence à la baisse sur le degré d'IPP global que les assurés âgés de 40 ans.

Dans le cadre du portefeuille utilisé à titre illustratif dans la section 3.3.3.2, d'après les profils individuels des assurés pour l'année de sinistralité communiquée par la cédante, nous obtenons à l'aide de la formule précédente l'âge correspondant à la distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie : 50,07 ans.

S'agissant des degrés d'IPP pour cause d'accident, nous suivons le même procédé que pour les degrés d'IPP pour cause de maladie, et obtenons un âge de 46,05 ans. Comme la CSP a aussi une influence sur le degré d'IPP attribué pour cause d'accident, nous devons déterminer le pourcentage de la somme des probabilités d'entrée en IPP pour cause d'accident représenté par les cadres au sein du portefeuille. Ce pourcentage est donné par la formule suivante.

$$\%_{\text{cadres}} = \frac{\sum_{k=1}^n \mathbb{1}_{\text{CSP}_k = \text{cadre}} \cdot q_k}{\sum_{k=1}^n q_k}, \quad (3.11)$$

en reprenant les mêmes notations que dans l'égalité 3.10

Dans notre exemple, le pourcentage de la somme des probabilités d'entrée en IPP pour cause d'accident représenté par les cadres vaut 30%.

Notons X_m la variable aléatoire représentant le degré d'IPP pour cause de maladie attribué par le médecin pour un individu ayant le même âge A_m que celui déterminé précédemment pour l'ensemble du portefeuille en termes de probabilité d'entrée en IPP pour cause de maladie (50,07 ans dans notre exemple). Notons X_a la variable aléatoire représentant le degré d'IPP pour cause d'accident, et A_a l'âge déterminé pour l'ensemble du portefeuille en termes de probabilité d'entrée en IPP pour cause d'accident (46,05 ans dans notre exemple). Notons $Y_{(m,B)}$ la variable aléatoire représentant le degré d'IPP pour cause de maladie attribué par le médecin pour un individu d'âge B (où B est égal au maximum entre l'âge de l'assuré et 40), $Y_{(a,B,g)}$ celle représentant le degré d'IPP pour cause d'accident attribué par le médecin pour un individu d'âge B et dont la CSP est assimilée à celle de la population générale, et $Y_{(a,B,c)}$ celle représentant le degré d'IPP pour cause d'accident attribué par le médecin pour un individu d'âge B et dont la CSP est assimilée à celle des cadres. D'après les remarques formulées par les médecins interrogés, nous établissons la relation suivante.

$$Y_{(m,B)} = \min(\max((1 + Z_{(m,B)}) \cdot X_m, 0), 1) \quad (3.12)$$

où $Z_{(m,B)}$ est une variable aléatoire suivant la loi uniforme sur $[\min(0, 2c_{1,66} \cdot (B^2 - A_m^2)), \max(0, 2c_{1,66} \cdot (B^2 - A_m^2))]$. Notons que l'espérance de $Z_{(m,B)}$ vaut $c_{1,66} \cdot (B^2 - A_m^2)$. $c_{1,66}$ est un coefficient déterminé de sorte que les individus âgés de 60 ans entrés en IPP aient un degré d'IPP moyen égal à 1,66 fois celui des individus âgés de 40 ans. Nous définissons ainsi $c_{1,66}$ comme la solution du problème d'optimisation sous contraintes linéaires suivant.

$$\begin{aligned} \min_c \quad & |(\min(p(1 + c(60^2 - B^2)), 1) + \alpha_1\beta_1(1 - \min(p(1 + c(60^2 - B^2)), 1))) \\ & \int_0^1 \min((1 + c(60^2 - B^2))t, 1)t^{\alpha_1-1}(1 - t^{\alpha_1})^{\beta_1-1} dt \\ & - 1,66(\max(p(1 + c(40^2 - B^2)), 0) + \alpha_1\beta_1(1 - \max(p(1 + c(40^2 - B^2)), 0))) \\ & \int_0^1 \max((1 + c(40^2 - B^2))t, 0)t^{\alpha_1-1}(1 - t^{\alpha_1})^{\beta_1-1} dt| \end{aligned}$$

s.c.

$c > 0$.

En effet, l'espérance d'une variable aléatoire continue X suivant une loi de probabilité inflatée en 1 avec la probabilité p est donnée par

$$\mathbb{E}(X) = p\mathbb{E}(X|X = 1) + (1 - p)\mathbb{E}(X|X < 1), \quad (3.13)$$

d'après la formule d'espérance totale, et l'espérance de la variable aléatoire $\min(\max((1 + c(x^2 - B^2))Y, 0), 1)$, où Y est une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy de paramètres α et β , et où c et x sont des réels, est obtenue par la relation

$$\mathbb{E}(\min(\max((1 + c(x^2 - B^2))Y, 0), 1)) = \int_0^1 \min(\max((1 + c(x^2 - B^2))t, 0), 1) f(t, \alpha, \beta) dt \quad (3.14)$$

d'après le théorème de transfert, où $f(\cdot, \alpha, \beta)$ est la fonction de densité d'une variable aléatoire suivant la loi de Kumaraswamy de paramètres α et β , définie par

$$f(x, \alpha, \beta) = \alpha\beta x^{\alpha-1}(1 - x^\alpha)^{\beta-1}. \quad (3.15)$$

Dans le calcul de $c_{1,66}$, nous supposons par ailleurs que l'aggravation ou l'atténuation avec l'âge de la probabilité qu'un individu entré en IPP le soit avec un degré consolidé de 100% est effectuée avec la même fonction d'aggravation $x \mapsto (1 + c(60^2 - B^2))$ ou d'atténuation $x \mapsto (1 + c(40^2 - B^2))$ que celle appliquée au degré d'IPP attribué à un individu ayant le même âge A_m que celui déterminé pour l'ensemble du portefeuille en termes de probabilité d'entrée en IPP pour cause de maladie.

Nous établissons également les relations suivantes pour les IPP d'origine accidentelle.

$$Y_{(a,B,g)} = \min(\max((1 + Z_{(a,B)}) \cdot U_g X_a, 0), 1) \quad (3.16)$$

où U_g est une variable aléatoire suivant la loi uniforme sur $[1; \frac{2}{70\%+30\% \cdot 0,5} - 1]$ (U_g est donc d'espérance $\frac{1}{70\%+30\% \cdot 0,5}$, qui est le coefficient multiplicateur attendu en moyenne sur le degré d'IPP pour accident d'un individu issu de la population générale), et $Z_{(a,B)}$ est une variable aléatoire suivant la loi uniforme sur $[\min(0, 2c_{1,66;a} \cdot (B^2 - A_a^2)), \max(0, 2c_{1,66;a} \cdot (B^2 - A_a^2))]$, ainsi que la relation

$$Y_{(a,B,c)} = \min(\max((1 + Z_{(a,B)}) \cdot U_c X_a, 0), 1) \quad (3.17)$$

où U_c est une variable aléatoire suivant la loi uniforme sur $[0, 5 \cdot \frac{2}{70\%+30\% \cdot 0,5} - 1; 1]$ (U_c est donc d'espérance $\frac{0,5}{70\%+30\% \cdot 0,5}$, qui est le coefficient multiplicateur attendu en moyenne sur le degré d'IPP pour accident d'un individu considéré comme cadre).

Nous définissons $c_{1,66;a}$ comme la solution du problème d'optimisation sous contraintes linéaires suivant.

$$\begin{aligned} \min_c \quad & |\alpha_2 \beta_2 \int_0^1 \min((1 + c(60^2 - B^2))t, 1) t^{\alpha_2 - 1} (1 - t^{\alpha_2})^{\beta_2 - 1} dt) \\ & - 1,66(\alpha_2 \beta_2 \int_0^1 \max((1 + c(40^2 - B^2))t, 0) t^{\alpha_2 - 1} (1 - t^{\alpha_2})^{\beta_2 - 1} dt)| \\ \text{s.c.} \quad & \\ & c > 0, \end{aligned}$$

analogue du problème d'optimisation précédent sans inflation de la distribution de Kumaraswamy.

Le recours à des lois uniformes modélise la part de jugement du médecin sur l'influence de l'âge et de la CSP sur le degré d'IPP. Nous formulons l'hypothèse que la loi uniforme convient pour modéliser cette part de jugement, car nous supposons que le médecin se représente l'espace des degrés d'incapacité de façon uniforme.

A partir des distributions de $Y_{(m,B)}$, $Y_{(a,B,g)}$ et $Y_{(a,B,c)}$, nous pouvons simuler le degré d'IPP d'un assuré d'âge x et de CSP "population générale" ou "cadre" entré en IPP, ce qui sera l'objet de la section 3.5.

3.3.4 Mise en œuvre du programme d'assurance pour convertir le degré d'incapacité en capital versé, puis du programme de réassurance

Maintenant que nous avons construit un modèle de fréquence-sévérité pour estimer le nombre d'individus entrant en IPP et les degrés d'IPP correspondants, nous rappelons comment le capital versé par le réassureur est obtenu à partir du degré d'IPP.

Nous considérons un assuré entré en IPP avec le degré d'IPP consolidé d simulé à partir de la distribution de $Y_{(m,B)}$, $Y_{(a,B,g)}$ ou $Y_{(a,B,c)}$ selon la cause d'incapacité considérée. Dans le cadre du contrat d'assurance retenu dans ce mémoire (explicité dans la section 1.5), l'assuré recevra le capital versé suivant.

$$\text{capital versé par l'assureur} = \begin{cases} 0, & \text{si } d < D_{min} \\ d \cdot SI, & \text{si } D_{min} \leq d < D_{max} \\ SI, & \text{si } d \geq D_{max} \end{cases} \quad (3.18)$$

où SI est la somme assurée, D_{min} correspond au degré d'incapacité minimal requis pour qu'il y ait versement d'un capital, et D_{max} correspond au degré d'incapacité à partir duquel l'intégralité de la somme assurée est versée.

Pour obtenir le capital versé par le réassureur dans le cadre d'un contrat de réassurance en excédent de sinistre de priorité P et de limite L , il suffit d'appliquer la formule

$$\text{capital versé par le réassureur} = \min(\max(\text{capital versé par l'assureur} - P, 0), L - P). \quad (3.19)$$

La section suivante est consacrée à la calibration du modèle de fréquence-sévérité sur la fréquence de sinistralité observée dans une tranche de réassurance travaillante de référence (nous rappelons que les définitions de ces termes sont données dans la section 1.2), après mise en *As-If* des données communiquées par la cédante.

3.4 Prise en considération de la sinistralité historique

3.4.1 Mise en *As-If* des données communiquées par les cédantes

3.4.1.1 Principe de mise en *As-If* des sinistres historiques

L'exposition du portefeuille d'assurés au risque incapacité permanente évolue au gré du nombre d'assurés le composant, des caractéristiques de ces derniers (capital assuré, âge, sexe et CSP dans notre cadre d'étude), et de l'évolution des coûts de sinistres due à des phénomènes d'inflation. Il est donc clair que dans le cas général, le nombre de sinistres historiques observé dans le portefeuille ainsi que leurs montants ne sont pas directement représentatifs de l'exposition au risque actuelle des assurés, et a fortiori de leur exposition au risque pour l'année de souscription.

Nous devons ainsi ajuster la fréquence de sinistralité et la sévérité observées historiquement, de sorte qu'elles reflètent l'exposition au risque du portefeuille d'assurés pour l'année de souscription. Ce procédé est couramment appelé la « mise en *As-If* » des sinistres historiques. Dans notre cadre de travail, l'inflation des montants de sinistres est contenue dans l'évolution des capitaux assurés au cours

du temps. Il nous reste donc à prendre en considération l'évolution de l'exposition au risque incapacité permanente des assurés, au-delà du seuil A à partir duquel la cédante communique les montants de sinistres au réassureur. Plus précisément, nous considérons l'évolution de l'exposition au-delà d'un seuil, appelé $A_{\min}$, qui correspond au seuil A indexé de manière à représenter le coût qu'aurait un sinistre qui avait le montant A lors de l'année M s'il se produisait au cours de l'année de souscription $N > M$. Afin de déterminer le seuil $A_{\min}$ ainsi que la sinistralité mise en *As-If* au-delà de ce seuil, nous utilisons la méthode dite « FF^{-1} », présentée dans la section suivante.

3.4.1.2 Présentation et application de la méthode FF^{-1}

Nous supposons que la cédante communique l'ensemble des sinistres rattachés à l'année M , les profils des assurés au titre de l'année M , et ceux au titre de l'année $N - 1 > M$, N étant l'année de souscription du contrat de réassurance que nous tarifons. Soit $\overline{Z}_t$ la variable aléatoire décrivant les montants de sinistres rattachés à l'année t . En considérant la distribution $F_{\overline{Z}_M} : z \mapsto \mathbb{P}(\overline{Z}_M \leq z)$, la valeur de l' $A_{\min}$ pour l'année $N - 1$ est donnée par la relation suivante.

$$A_{\min} = F_{\overline{Z}_{N-1}}^{-1}(F_{\overline{Z}_M}(A)), \quad (3.20)$$

où Z_{N-1} est la variable aléatoire décrivant les montants des sinistres qui ont lieu au cours de l'année $N - 1$, et $F_{\overline{Z}_{N-1}} : z \mapsto \mathbb{P}(\overline{Z}_{N-1} \leq z)$.

Pour déterminer les fonctions $F_{\overline{Z}_M}$ et $F_{\overline{Z}_{N-1}}$, nous utilisons les distributions des variables aléatoires $Y_{(\cdot)}$ définies dans la section 3.3, afin de calculer pour chaque assuré du portefeuille de l'année M la probabilité qu'il reçoive un pourcentage donné de son capital assuré sachant qu'il est entré en IPP. Associées aux distributions de probabilité de l'événement « l'assuré entre en IPP » pour chacune des causes d'entrée (maladie ou accident), nous obtenons :

$$F_{\overline{Z}_M}(x) = \frac{\sum_{i=1}^m \mathbb{P}(IPP_{M,i}) \sum_{d=1}^{100} \mathbf{1}_{\{SI_{M,i} \times \frac{d}{100} - x \leq 0\}} [\mathbb{P}(Y_{(\cdot),i} \leq \frac{d}{100}) - \mathbb{P}(Y_{(\cdot),i} \leq \frac{d}{100} - 0, 01)]}{\sum_{i=1}^m \mathbb{P}(IPP_{M,i})} \quad (3.21)$$

et

$$F_{Z_{N-1}}(x) = \frac{\sum_{i=1}^n \mathbb{P}(IPP_{N-1,i}) \sum_{d=1}^{100} \mathbf{1}_{\{SI_{N-1,i} \times \frac{d}{100} - x \leq 0\}} [\mathbb{P}(Y_{(\cdot),i} \leq \frac{d}{100}) - \mathbb{P}(Y_{(\cdot),i} \leq \frac{d}{100} - 0,01)]}{\sum_{i=1}^n \mathbb{P}(IPP_{N-1,i})}, \quad (3.22)$$

où m est le nombre d'assurés dans le portefeuille retenu pour l'année M , n celui retenu pour l'année $N - 1$, $IPP_{M,i}$ (resp. $IPP_{N-1,i}$) l'événement « l'assuré numéro i du portefeuille en année M entre en IPP » (resp. en année $N - 1$), et $SI_{M,i}$ (resp. $SI_{N-1,i}$) le capital assuré de l'assuré numéro i en année M (resp. en année $N - 1$).

Nous pouvons appliquer le même raisonnement pour chaque sinistre C_M observé au cours de l'année M , à l'aide de la formule suivante.

$$C_M^{As-If} = F_{Z_{N-1}}^{-1}(F_{Z_M}(C_M)). \quad (3.23)$$

Nous obtenons ainsi les montants de sinistres en année M « mis en *As-If* » pour correspondre à l'exposition au risque IPP du portefeuille en année $N - 1$. La méthode utilisée est appelée la méthode « FF^{-1} ». Elle est développée plus amplement dans le document de travail de QBE Re « Property per Risk : Proposal for an alternative solution », de Stijn Desmedt et Mohammed Snoussi (2007) [15].

3.4.1.3 Projection de l'évolution de l'exposition sur l'année d'application du traité de réassurance

Pour compléter le processus de « mise en *As-If* » des sinistres historiques, nous devons projeter l'évolution de l'exposition au risque du portefeuille de l'année $N - 1$ vers l'année N , année de souscription du contrat de réassurance. Bien entendu, le réassureur ne dispose pas encore des profils des assurés pour l'année N , car nous nous plaçons en année $N - 1$. Afin de « mettre en *As-If* » les sinistres historiques en année N , plusieurs possibilités s'offrent à l'assureur. Il peut notamment utiliser les informations communiquées par la cédante sur la souscription attendue pour l'année N , comme l'encaissement de prime ou le nombre d'assurés attendus. L'objectif est de choisir la donnée jugée la plus représentative de l'évolution de l'exposition au risque du portefeuille. Cette donnée est ainsi appelée la « mesure d'exposition ». La discussion d'une mesure d'exposition optimale n'est pas l'objet de ce mémoire. Nous

décidons de retenir comme mesure d'exposition l'encaissement de prime estimé par la cédante, avec la quantité $\frac{EPI_N}{RPI_{N-1}}$, où EPI_N est l'encaissement de prime estimé par la cédante pour le portefeuille considéré en année N , et RPI_{N-1} est l'encaissement de primé réalisé par la cédante au titre de l'année $N - 1$. Cela signifie que nous jugeons que l'encaissement de prime est une bonne mesure de l'évolution de l'exposition au risque IPP du portefeuille pour la tranche de réassurance considérée.

3.4.2 Calibration du modèle sur la fréquence observée après mise en *As-If* des sinistres historiques et projection de l'évolution de l'exposition

A partir des raisonnements développés dans les sections 3.4.1.2 et 3.4.1.3, nous calibrons le modèle de fréquence sur la fréquence observée dans la tranche de réassurance de référence (de priorité D), après « mise en *As-If* » des sinistres historiques et projection de l'évolution de l'exposition via l'évolution de l'encaissement de primes estimé par la cédante. Nous effectuons cette calibration car nous supposons que la sinistralité subie par la cédante dans le passé au sein de la tranche de référence est, après « mise en *As-If* », plus représentative des probabilités réelles d'entrée en IPP des assurés du portefeuille que les probabilités obtenues dans ce mémoire à partir de données nationales françaises. La calibration est réalisée au moyen de la formule suivante.

$$\mathbb{P}_{\text{calibrée}}(IPP_i) = \mathbb{P}(IPP_i) \left[\frac{EPI_N}{RPI_{N-1}} \cdot \frac{\sum_{M=M_1}^{N-2} \sum_{j=1}^{s_M} \mathbb{1}_{\{F_{Z_{N-1}}^{-1}(F_{Z_M}^{-1}(C_{M,j})) > D\}}}{\sum_{M=M_1}^{N-2} \sum_{k=1}^{m_M} \mathbb{P}(IPP_{M,k}) \mathbb{1}_{\{F_{Z_{N-1}}^{-1}(F_{Z_M}^{-1}(SI_k)) > D\}}} \right], \quad (3.24)$$

où IPP_i est l'événement « l'assuré numéro i du portefeuille en année $N - 1$ entre en IPP », EPI_N est l'encaissement de prime estimé par la cédante pour le portefeuille considéré en année N , RPI_{N-1} est l'encaissement de primé réalisé par la cédante au titre de l'année $N - 1$, m_M est le nombre d'assurés retenu pour l'année M , s_M est le nombre de sinistres au titre de l'année M , $C_{M,j}$ est le montant du j -ième sinistre survenu au cours de l'année M , $IPP_{M,k}$ est l'événement « l'assuré numéro k du portefeuille en année M entre en IPP » (dont la probabilité est obtenue à partir du modèle de fréquence développé dans la section 3), SI_k est le capital assuré de l'individu numéro k du portefeuille en année M , et M_1 est l'année la plus ancienne pour laquelle le réassureur dispose des profils et des sinistres historiques. Soulignons que la méthode « FF^{-1} » est également appliquée aux capitaux assurés afin de les

mettre en *As-If*.

Nous supposons donc que la calibration à effectuer correspond au même coefficient multiplicatif des probabilités d'entrée en IPP, quels que soient l'âge et la CSP de l'assuré.

3.5 Obtention de la prime technique à l'aide de quantiles et de simulations Monte Carlo

Afin d'obtenir la prime technique de réassurance (i.e. la prime correspondant à un *Loss Ratio* attendu de 100 % pour la sinistralité dans la tranche de réassurance), nous simulons, par groupe d'assurés ayant la même probabilité d'entrée en IPP, un nombre d'assurés entrant en IPP à l'aide de la loi binomiale de paramètres n_{sim} et p_{IPP} , où n_{sim} est le nombre de simulations choisi, et p_{IPP} est la probabilité d'entrée en IPP (calibrée sur la sinistralité historique) des assurés du groupe. Pour chaque simulation, des capitaux assurés sont attribués aux individus sinistrés, à l'aide d'un tirage aléatoire sans remise parmi les capitaux assurés des individus du groupe. Au sein de chaque simulation, il convient ensuite d'attribuer à chaque individu sinistré du groupe un degré d'incapacité, en simulant une réalisation de la variable aléatoire $Y_{(\cdot)}$ décrite dans la section 3.3.3.4. Nous considérons la même variable aléatoire $Y_{(\cdot)}$ pour chacun des individus du groupe considéré, car nous supposons qu'ils possèdent le même âge et la même CSP étant donné qu'ils ont la même probabilité d'entrée en IPP, ce qui signifie que nous négligeons la probabilité que deux individus qui n'ont pas le même âge ou la même CSP aient exactement la même probabilité d'entrée en IPP. Il suffit alors d'appliquer le programme d'assurance (fonction du degré d'IPP) puis de réassurance (fonction de la priorité et de la portée de la tranche) pour obtenir la sinistralité attendue dans la tranche de réassurance, dont l'agrégation pour l'ensemble des assurés du portefeuille fournit la prime technique de réassurance.

Par la loi des grands nombres, la moyenne des primes techniques obtenues pour l'ensemble des simulations converge avec le nombre de simulations vers l'espérance du montant total de la sinistralité dans la tranche de réassurance. Cependant, comme nous nous plaçons dans le cadre d'un traité de réassurance en excédent de sinistre, nous devons être vigilants quant à la volatilité de la sinistralité dans la tranche, accrue par l'effet non-proportionnel de ce type de traité sur les montants de sinistres (voir section 1.2). En effet, une variance plus élevée des montants de sinistres est

synonyme d'un risque plus grand pour les actionnaires, et d'un besoin accru en fonds propres pour des raisons de solvabilité, ce qui doit -en théorie- se traduire dans la prime technique. Nous pourrions ainsi décider de ne pas retenir comme prime technique l'espérance de la sinistralité totale. Dans le cadre de ce mémoire, afin de ne pas entraver la lisibilité des résultats avec des considérations de coût du capital, nous décidons de retenir comme prime technique l'espérance du montant total de la sinistralité dans la tranche de réassurance. Nous gardons toutefois une vue sur la volatilité de la sinistralité en étudiant dans la section 4 les quantiles 5% et 95% de la sinistralité totale dans la tranche de réassurance. Cette section est consacrée aux tests de sensibilité sur les différents paramètres du modèle.

4. Mise en œuvre des tests de sensibilité et analyse critique des résultats

Les tests de sensibilités réalisés dans cette section sont effectués sur un portefeuille d'environ 100.000 assurés, jugé représentatif du marché français des assurances de prêts immobiliers, pour lequel la cédante nous communique des profils individuels comportant le capital assuré, l'âge au 01/12/N-1, le sexe et la CSP (cadre ou population générale) de chaque assuré, où N est l'année de souscription du contrat de réassurance. La cédante souhaite, pour l'exercice 01/01/N - 31/12/N, réassurer le portefeuille contre le risque d'incapacité permanente. La cédante indemnise les assurés entrés en incapacité permanente à hauteur d'un pourcentage de leur capital assuré : 0 % si le degré d'IPP est strictement inférieur à 0,26, le pourcentage d'IPP si celui-ci est compris entre 26 % et 65 %, et 100 % si le degré d'IPP est supérieur ou égal à 0,66 (en considérant une granularité des degrés d'incapacité de 0,01). La cédante envisage deux alternatives pour le programme de réassurance en excédent de sinistre : une priorité de 300.000 € avec une limite de 8.000.000 €, et une priorité de 1.000.000 € avec une limite de 8.000.000 €. Afin d'étudier la sensibilité de la prime technique aux seuils du programme d'assurance et aux paramètres du modèle selon la cause d'entrée en IPP (maladie ou accident), nous distinguons les entrées en IPP ayant pour origine une maladie de celles ayant pour origine un accident. En appliquant la méthode explicitée dans la section 3.3.3.4 aux degrés d'incapacité historiques communiqués par la cédante, nous obtenons comme distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie une loi de Kumaraswamy inflatée en 1 de paramètres médiane = 0.44, mode = 0.43, $p = 0.44$ (où p est la masse de probabilité en 1) avec la re-paramétrisation décrite dans la section 3.3.2. Nous obtenons comme distribution des degrés d'IPP pour cause d'accident une loi de Kumaraswamy de paramètres quantile 25 % = 0.5 et quantile 75 % = 0.999.

4.1 Sensibilité de la prime technique aux seuils du programme d'assurance

Dans cette section, nous étudions l'effet des seuils du programme d'assurance sur la prime technique obtenue pour le contrat de réassurance. Nous appelons « seuil 1 » le degré d'IPP minimal pour qu'il y ait paiement d'un pourcentage du capital assuré, et « seuil 2 » le degré d'IPP à partir duquel l'assureur indemnise l'individu à hauteur de 100 % de son capital assuré. Nous prenons pour seuils de référence ceux prévus au contrat d'assurance initial : 26 % et 66 %. Pour obtenir les graphes suivants, 10.000 simulations de la prime technique sont effectuées pour chaque couple (seuil 1, seuil 2), où $20\% \leq \text{seuil 1} \leq 30\%$ et $60\% \leq \text{seuil 2} \leq 70\%$, tels que $\text{seuil 1} \leq \text{seuil 2}$. La nappe centrale représente le ratio entre la prime technique moyenne obtenue lors des 10.000 simulations pour chaque couple (seuil 1, seuil 2) considéré, et la prime technique moyenne obtenue lors des 10.000 simulations avec le couple (0, 26; 0, 66). La nappe supérieure représente le ratio entre le quantile 95 % des 10.000 primes techniques simulées et la prime technique moyenne obtenue lors des 10.000 simulations pour chaque couple (seuil 1, seuil 2) considéré, et la prime technique moyenne obtenue pour 10.000 simulations avec le couple (0, 26; 0, 66). La nappe inférieure représente le même ratio, mais pour le quantile 5 %. Le graphe 4.1 présente les résultats correspondants pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche de réassurance 7.700.000 € xs 300.000 €.

FIGURE 4.1 – Ratio des primes techniques en fonction des seuils 1 et 2, pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €

Sur le graphe 4.1, nous observons logiquement que la prime technique est inversement croissante avec les seuils prévus au contrat d'assurance. La prime technique moyenne obtenue pour le couple (20 %, 60 %) est supérieure de 10,5 % à celle obtenue pour le couple (30 %, 70 %). Pour les quantiles 5 % et 95 % de la prime technique, cette remarque est toujours valable (avec 10,8 % et 9,5 % respectivement). Notons que le seuil 2 a une influence plus grande que le seuil 1 sur la prime technique, ce qui est logique car le seuil 2 entraîne un « saut » vers le pourcentage 100 % du capital assuré versé par l'assureur, davantage susceptible de déclencher un dépassement de la priorité du traité de réassurance que le « saut » entraîné par le seuil 1 de 0 % à 26 % du pourcentage de capital assuré. L'effet sur les montants de sinistres pris en charge par la réassurance est d'autant plus grand que le montant du sinistre se trouve nettement accru par le versement de 100 % du capital assuré.

Le graphe 4.2 présente les résultats correspondants pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche de réassurance 7.000.000 € xs 1.000.000 €.

FIGURE 4.2 – Ratio des primes techniques en fonction des seuils 1 et 2, pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €

Nous pouvons formuler les mêmes remarques que pour le graphe 4.1, avec une influence encore plus grande du seuil 2 sur la prime technique. Nous pouvons souligner l'effet non-proportionnel du changement de priorité du programme de réassurance sur l'écart entre les primes techniques moyennes et les quantiles 5 % et 95 %, accru par la hausse de la priorité de 300.000 € à 1.000.000 €. Cet effet non-proportionnel provient de la plus grande volatilité de la sinistralité en excédent de 1.000.000 €, car les assurés pouvant subir une telle sinistralité sont moins nombreux (le nombre d'assurés diminue globalement avec les capitaux assurés), mais ont des capitaux assurés plus élevés.

Le graphe 4.3 présente les résultats correspondants pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche de réassurance 7.700.000 € xs 300.000 €.

FIGURE 4.3 – Ratio des primes techniques en fonction des seuils 1 et 2, pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €

Les observations formulées au sujet du graphe 4.1 restent valides pour le graphe 4.3.

Le graphe 4.4 présente les résultats correspondants pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche de réassurance 7.000.000 € xs 1.000.000 €.

FIGURE 4.4 – Ratio des primes techniques en fonction des seuils 1 et 2, pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €

Nous pouvons formuler les mêmes remarques que pour le graphe 4.2, avec une influence encore plus grande du seuil 2 sur la prime technique. Nous remarquons que la prime technique possède ici une forte volatilité : les quantiles 95 % sont environ 4 fois plus élevés que les primes techniques moyennes, tandis que les quantiles 5 % sont tous égaux à 0 (i.e. dans les 500 simulations les plus favorables au réassureur sur 10.000 simulations, aucune sinistralité n'est observée en excédent de 1.000.000 €). Cela est dû au fait que les probabilités d'entrée en IPP pour cause d'accident sont plus faibles que celles pour cause de maladie (notamment chez les cadres), ainsi qu'à la forme en "U" de la distribution de probabilité retenue pour les degrés d'IPP pour cause d'accident, entraînant une forte variance des degrés d'IPP attribués par le médecin.

Dans la section 4.2, nous étudions la sensibilité de la prime technique aux paramètres retenus pour la distribution de probabilité des degrés d'IPP.

4.2 Sensibilité de la prime technique aux paramètres du modèle de sévérité

Dans cette section, nous étudions l'effet des paramètres (médiane, mode) de la distribution des degrés d'IPP ayant pour origine une maladie sur la prime technique obtenue pour le contrat de réassurance. Notons que dans cette section, la médiane est exprimée sans considération de la probabilité d'être en IPP à 100 % sachant que

l'on est entré en IPP, pour une meilleure lisibilité des résultats. 10.000 simulations de la prime technique sont effectuées pour chaque couple médiane, mode, où $20\% \leq \text{médiane} \leq 70\%$ et $15\% \leq \text{mode} \leq 75\%$, tels que médiane $>$ mode si médiane $< 50\%$, et médiane $\leq$ mode sinon. La nappe centrale représente le ratio entre la prime technique moyenne obtenue lors de 10.000 simulations avec le couple (médiane, mode) considéré et la prime technique moyenne obtenue lors de 10.000 simulations avec le couple de référence (médiane, mode) = (0, 44; 0, 43) La probabilité d'être en IPP pour cause de maladie est fixée à 44 %. Les nappes supérieure et inférieure représentent les ratios correspondants avec les quantiles 95 % et 5 %.

Pour la distribution des degrés d'IPP ayant pour origine un accident, nous fixons le paramètre quantile 75 % à 0.999, dans l'objectif de maintenir une probabilité minimale d'être en IPP à 100 % pour cause d'accident, sachant que l'assuré est entré en IPP. Nous étudions l'effet du paramètre quantile 25 % sur la prime technique obtenue pour le contrat de réassurance. 10.000 simulations de la prime technique sont effectuées pour chaque valeur du quantile 25 %, telle que $5\% \leq \text{quantile } 25\% \leq 80\%$.

Le graphe 4.5 présente les résultats pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche de réassurance 7.700.000 € xs 300.000 €.

FIGURE 4.5 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (médiane, mode), pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €

Sur le graphe 4.5, nous observons que le ratio tend à augmenter linéairement avec la médiane jusqu'à ce qu'elle prenne la valeur 50 %, puis selon une tendance convexe à partir de 50 %, et ce d'autant plus que l'on se situe dans les simulations les plus favorables au réassureur parmi les 10.000 simulations effectuées. En outre, l'écart entre le ratio ayant au numérateur la moyenne, celui ayant au numérateur le quantile 95 %, et celui ayant au numérateur le quantile 5 %, est proportionnellement stable selon la médiane de la distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie. Ainsi, la médiane a une influence proportionnelle sur le ratio des primes techniques. Nous pouvons en déduire que l'évolution de la médiane pour la distribution des degrés d'IPP n'ajoute pas de sur-volatilité à la prime technique de réassurance. Notons que l'apparente décroissance du ratio à gauche de la valeur de la médiane « 50 % » est uniquement due à un effet d'optique lié à la projection en deux dimensions d'un graphe en trois dimensions.

Le graphe 4.6 est le même que le graphe 4.5, mais orienté de sorte que l'axe du mode soit représenté horizontalement afin d'observer son influence sur le ratio.

FIGURE 4.6 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (médiane, mode), pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €

Nous remarquons que pour une valeur fixe de la médiane, le mode a peu d'influence sur le ratio. En effet, la croissance selon le mode semble négligeable devant la volatilité du ratio induite par les simulations. Ainsi, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €, la médiane a bien plus d'influence que le mode sur la prime technique de réassurance.

Le graphe C.1, présenté dans l'annexe 3, est le même que le graphe 4.6, mais offre une orientation alternative afin d'observer l'influence conjointe de la médiane et du mode sur le ratio. Dans cette même annexe, le graphe C.2 (respectivement C.3 et C.4) est l'analogue du graphe 4.4 (respectivement 4.5 et 4.6) pour la tranche de réassurance 7.000.000 € xs 1.000.000 €. Les observations formulées pour les graphes 4.5 et 4.6 restent valables pour la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €, avec une

augmentation de l'écart entre les primes techniques moyennes, celles correspondant au quantile 95 % des simulations, et celles correspondant au quantile 5 %. Nous remarquons également une augmentation de la volatilité liée aux simulations, due au plus petit nombre d'assurés dont le capital assuré peut affecter la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 € en cas de survenance d'une entrée en IPP pour cause de maladie.

Le graphe 4.7 présente l'influence du quantile 25 % sur le ratio, pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche de réassurance 7.700.000 € xs 300.000 €. La courbe en gras représente le ratio entre la prime technique moyenne obtenue lors de 10.000 simulations avec le paramètre quantile 25 % considéré et la prime technique moyenne obtenue lors de 10.000 simulations avec le paramètre de référence quantile 25 % = 0,5.

FIGURE 4.7 – Ratio des primes techniques en fonction du paramètre « quantile 25 % », pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €

Nous observons sur le graphe 4.7 la croissance linéaire du ratio avec le quantile 25 %. La tendance convexe observée sur le graphe 4.5 pour les hautes valeurs du quantile est ici pratiquement inobservable, au profit de cette tendance linéaire. L'écart entre le ratio ayant au numérateur la moyenne, celui ayant au numérateur le quantile 95

%, et celui ayant au numérateur le quantile 5 %, est proportionnellement stable selon le quantile 25 % de la distribution des degrés d'IPP pour cause d'accident. Ainsi, le quantile 25 % a une influence proportionnelle sur le ratio des primes techniques, comme la médiane dans le cas des IPP ayant pour origine une maladie. Nous pouvons en déduire que l'évolution du quantile 25 % retenu pour la distribution des degrés d'IPP n'ajoute pas de sur-volatilité à la prime technique de réassurance.

Le graphe C.5, présenté dans l'annexe 3, est l'analogue du graphe 4.7 pour la tranche de réassurance 7.000.000 € xs 1.000.000 €. Les observations formulées pour le graphe 4.7 restent valables pour la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €, avec une augmentation sensible de l'écart entre les primes techniques moyennes, celles correspondant au quantile 95 % des simulations, et celles correspondant au quantile 5 %. A l'exception du quantile 5 %, pour lequel les simulations donnent toutes une sinistralité nulle dans la tranche, nous remarquons une augmentation sensible de la volatilité liée aux simulations, due au plus petit nombre d'assurés dont le capital assuré peut affecter la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 € en cas de survenance d'une entrée en IPP pour cause d'accident.

4.3 Bilan des tests de sensibilité

Les tests de sensibilité effectués sur les seuils du contrat d'assurance révèlent l'intérêt d'un modèle de tarification les prenant en considération. Par exemple, le passage de ces seuils de (20 %, 60 %) à (30%, 70%) entraîne une augmentation de 10,5 % de la prime technique dans le cadre du programme de réassurance considéré. Grâce au modèle construit, nous sommes donc en mesure de fournir une indication de l'influence d'un changement de seuil d'indemnisation par l'assureur sur la prime technique de réassurance, ce que ne permet pas le modèle mathématique utilisé classiquement chez QBE Re (voir section 1.6.2).

Les tests de sensibilité effectués sur les paramètres (médiane, mode) de la distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie, et sur le paramètre quantile 25 % de la distribution des degrés d'IPP pour cause d'accident, révèlent que les nouvelles paramétrisations (médiane, mode) et (quantile 25 %, quantile 75 %) retenues pour les lois de Kumaraswamy modélisant le degré d'IPP, offrent à l'actuaire effectuant la tarification une bonne maîtrise de leur influence sur la prime technique de réassurance :

- La médiane a une influence bien plus grande que le mode sur la prime technique obtenue dans le cadre d'une couverture des IPP pour cause de maladie. L'influence faible du mode sur la prime technique pourrait conduire au développement ultérieur d'une distribution de Kumaraswamy inflatée à deux paramètres (la médiane et la probabilité d'être en incapacité permanente à 100 % sachant que l'on est entré en incapacité permanente), au lieu de trois paramètres.
- L'écart entre le ratio ayant au numérateur la moyenne, celui ayant au numérateur le quantile 95 %, et celui ayant au numérateur le quantile 5 %, est proportionnellement stable selon la médiane de la distribution des degrés d'IPP pour cause de maladie, et selon le quantile 25 % de la distribution des degrés d'IPP pour cause d'accident. Ainsi, l'évolution de ces paramètres n'ajoute pas de sur-volatilité à la prime technique de réassurance, ce qui rend plus aisée pour l'actuaire la compréhension et l'anticipation de leur influence sur la prime technique.

4.4 Pistes de réflexion et d'amélioration en vue de développements ultérieurs

Dans le cadre de futurs développements du modèle, nous pouvons suggérer les pistes de réflexion suivantes.

- La méthode développée dans la section 3 nécessite d'avoir des informations sur les degrés d'incapacité observés historiquement dans le portefeuille d'assurés pour lequel nous devons effectuer la tarification, tels que les effectifs selon des intervalles de degrés d'incapacité permanente. Dans un cadre pratique d'utilisation du modèle à des fins de tarification de contrats de réassurance, nous devons être en mesure de procéder à la tarification sans informations sur les degrés d'incapacité historiques observés dans un portefeuille donné, ou avec des informations peu exploitables (par exemple, une liste comprenant seulement 2 degrés d'incapacité permanente observés sur les 5 dernières années d'existence du portefeuille). La problématique est alors de fixer les paramètres des distributions de Kumaraswamy. A cet effet, nous pouvons utiliser les paramètres obtenus pour un large portefeuille jugé représentatif du marché de l'assurance dans une zone géographique considérée et pour un produit

d'assurance donné. Pour chaque assuré, les paramètres sont ensuite ajustés selon leur âge et leur CSP, d'après la méthode développée dans la section 3.3.3.4. Nous pouvons ainsi obtenir une prime technique de réassurance pour un portefeuille dont la composition diffère du portefeuille de référence en termes d'âges et de CSP.

- D'autres schémas de paiement du programme d'assurance original (présenté dans la section 1.5), plus atypiques, pourraient être considérés. Plus précisément, le modèle pourrait être adapté pour toute fonction donnant le pourcentage de capital versé selon le degré d'incapacité permanente. Cela s'implémente très facilement dans le modèle construit, mais nécessite la réalisation d'autres tests de sensibilité que ceux menés dans la section 4, afin de nourrir une compréhension satisfaisante de l'influence de cette fonction sur la prime technique de réassurance.
- Le modèle construit nécessite que la cédante communique au réassureur des profils d'assurés individuels : le dernier profil disponible, ainsi que des profils historiques. Il se peut cependant que la cédante communique des profils agrégés (par tranche d'âge et/ou de capital assuré, par exemple) au lieu de profils individuels. Il conviendrait de développer une méthode pour traiter ce type de profil dans le cadre du modèle construit. Parmi les approches qui pourraient être suivies, nous pourrions recréer des profils individuels à partir des profils agrégés, sur base d'une pyramide des âges appropriée ou d'une distribution des capitaux assurés. Déterminer une distribution des capitaux assurés est toutefois très complexe, en raison des divergences qui peuvent exister entre deux portefeuilles d'assurés ou deux produits d'assurance. Une réflexion devra être amorcée sur cette problématique lors de travaux ultérieurs.
- Nous rappelons que le modèle construit s'appuie sur des statistiques françaises d'entrée en incapacité permanente (voir section 2.2), ainsi que sur des avis de médecins du travail belges (voir section 2.3). Outre le fait qu'un avis d'expert est par essence sujet à controverses, nous devons être vigilants pour étendre la pertinence géographique du modèle construit. Les notions d'incapacité permanente et de consolidation du degré d'incapacité cachent en effet une diversité de définitions d'un pays à l'autre. Lorsque nous travaillerons sur un marché donné, nous devons privilégier des statistiques locales d'entrée en

IPP, et des avis d'experts locaux qui seront confrontés à ceux recueillis dans le cadre de ce mémoire.

Conclusion

Dans un objectif de tarification des contrats de réassurance en excédent de sinistre par risque, nous avons construit un modèle de fréquence-sévérité pour le risque d'incapacité professionnelle permanente. Afin d'exploiter davantage d'informations fournies par les cédantes que dans le modèle actuellement utilisé chez QBE Re, nous avons cherché à exprimer le capital versé par le réassureur comme fonction du degré d'incapacité professionnelle permanente, ce que ne permettait pas le modèle utilisé classiquement chez QBE Re. Pour construire le modèle de fréquence, nous nous sommes appuyés sur des probabilités d'entrée en incapacité professionnelle permanente, construites à partir de statistiques nationales françaises. Pour construire le modèle de sévérité, nous avons exploité des avis d'experts collectés auprès de médecins du travail belges, ainsi que des informations communiquées par certaines cédantes, à savoir des effectifs par intervalle de degrés d'incapacité, et des profils individuels indiquant l'âge, le sexe, la CSP et le capital assuré des individus du portefeuille considéré. Les avis d'experts recueillis, associés à des contraintes d'interprétabilité des paramètres, nous ont conduit à choisir une distribution de mélange Kumaraswamy avec une nouvelle paramétrisation pour modéliser le degré d'incapacité professionnelle permanente d'un individu entré en incapacité professionnelle permanente. Nous avons utilisé la sinistralité historique communiquée par les cédantes, afin de calibrer le nombre de sinistres attendu à partir des profils individuels sur le nombre de sinistres observé dans une tranche de réassurance de référence, à l'aide du principe de « mise en *As-If* » des sinistres et des capitaux assurés historiques. Nous avons enfin conduit des tests de sensibilité sur les seuils du programme d'assurance et sur les paramètres retenus pour la distribution des degrés d'incapacité, et énoncé les principales pistes de réflexion et d'amélioration en vue de développements ultérieurs du modèle.

Le travail réalisé dans le cadre de ce mémoire m'a permis de me confronter à des enjeux et des contraintes spécifiques à la réassurance, notamment en matière de données disponibles pour effectuer la tarification d'un contrat. Le mémoire d'actuariat

a donc été pour moi une étape clé du passage d'un contexte académique à un environnement professionnel. Il m'a également démontré que le monde de l'actuariat et celui de la réassurance sont un apprentissage permanent jalonné de réflexions sur les méthodes de travail, parfois déroutantes mais toujours stimulantes. Ce fut pour moi un privilège d'effectuer mon alternance au sein de QBE Re, où j'ai pu bénéficier d'un environnement de travail bienveillant, de formations à la réassurance d'une grande qualité, et d'un encadrement remarquable de mon tuteur, Benjamin Vanaerde, grâce à qui je me suis senti comme un collaborateur, et non comme un stagiaire. Au lendemain de mon parcours académique à l'ISFA, je suis enthousiaste à l'idée de découvrir plus amplement le monde de l'actuariat, et de nourrir ma curiosité par de nouvelles réflexions au gré des rencontres.

Bibliographie

- [1] Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2489546>.
- [2] Lexique du Site Web « [previssima.fr](https://www.previssima.fr) », <https://www.previssima.fr>.
- [3] Nonlinear constraints with a modified constroptim, <https://www.r-bloggers.com/nonlinear-constraints-with-a-modified-constroptim/>.
- [4] Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2841340/pact01.xls>.
- [5] Site Web du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, <https://www.cnrtl.fr/definition/invalidité>.
- [6] Site Web du Service Public, <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/f13093>.
- [7] Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN, <http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr>.
- [8] Alexios Ghalanos et Stefan Theussl. Rsolnp : General Non-Linear Optimization, 2015. R package version 2.10.0.
- [9] Victor Gillier. Calibration avancée du modèle de tarification à l'exposition dans le cadre de la réassurance incendie par risque. 2019.
- [10] Catherine Abou El Khair. La dépression de plus en plus reconnue comme maladie professionnelle, https://www.lexpress.fr/emploi/gestion-carriere/la-depression-de-plus-en-plus-reconnue-comme-maladie-professionnelle_1813312.html. 18/07/2016.
- [11] Poondi Kumaraswamy. A generalized probability density function for double-bounded random processes. Journal of Hydrology, 46, mars 1980.
- [12] Anne Pellerin. Une autre méthode de tarification des traités CAT XL par évènement en réassurance vie. 2019.

- [13] Joseph Lee Petersen. Estimating the parameters of a pareto distribution introducing a quantile regression method. University of Montana Press, 2000.
- [14] Christian Y. Robert. Cours de théorie des valeurs extrêmes donné à l'ISFA, 2019.
- [15] Stijn Desmedt, Mohammed Snoussi. Property per risk : Proposal for an alternative solution. 2007.
- [16] Jean-François Wahlin. La Réassurance. 2007.

A. Annexe 1

Les six pages suivantes présentent un aperçu des données du document « Statistiques de sinistralité 2016 tous CTN et par CTN » (source Sécurité sociale) pour les 9 CTN regroupés et pour le CTN H (activités de services I (banques, assurances, administrations...)).

Nombre de salariés :

18 529 736

Indice de fréquence :

33,8

Nombre d'accidents de travail en premier règlement :
dont avec au moins 4 jours d'arrêt :

626 227
566 634

Taux de fréquence :
Taux de gravité :

22,7
1,5

Nombre de nouvelles incapacités permanentes :

34 202

Indice de gravité :

12,7

Nombre de décès :

514

Nombre d'établissements :

2 200 076

Nombre de journées perdues :

40 609 078

	Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Non précisé	17 330	1 237	35	1 334 978
2 Moins de 20 ans	23 036	326	9	638 095	2 lieu de travail habituel	352 987	17 535	149	22 598 237
3 de 20 à 24 ans	78 868	1 491	18	2 981 475	3 lieu de travail occasionnel	106 417	6 173	100	7 479 279
4 de 25 à 29 ans	89 145	2 515	30	4 384 258	4 lieu du repas	2 192	117	2	143 000
5 de 30 à 34 ans	83 592	3 418	26	5 024 107	5 au cours du trajet entre le travail et le lieu du repas	1	0	0	48
6 de 35 à 39 ans	74 253	3 699	48	5 073 150	7 au cours d'un déplacement pour l'employeur	33 832	2 064	75	2 446 449
7 de 40 à 49 ans	148 294	10 307	130	11 375 412	8 Non codés	53 875	7 077	153	6 607 087
8 de 50 à 59 ans	115 311	10 883	208	9 838 146	REPARTITION SUIVANT LE TYPE DE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
9 de 60 à 64 ans	11 662	1 283	33	1 091 092	1 Site industriel	142 118	8 039	88	8 800 312
10 65 ans et plus	2 066	280	12	203 343	2 Chantier, construction, carrière, mine à ciel ouvert	60 322	4 021	73	4 376 369
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					3 Lieu pour agriculture, élevage, pisciculture, zone forest.	2 612	92	1	124 031
1 masculin	400 825	22 729	466	25 473 609	4 Lieu d'activité tertiaire, bureau, divertissement, divers	104 218	4 686	38	6 615 307
2 féminin	225 402	11 473	48	15 135 469	5 Établissement de soins	43 120	1 714	4	2 830 397
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					6 Lieu public	36 289	2 382	78	2 841 059
1 Non précisé	34 190	1 884	32	2 351 613	7 Domicile	22 294	1 205	14	1 731 204
2 Cadres, techniciens, a.m.	34 690	2 260	49	2 393 877	8 Lieu d'activité sportive	8 995	298	0	423 891
3 Employés	203 750	9 273	62	13 419 649	9 En l'air, en hauteur - à l'exclusion des chantiers	1 328	40	3	78 939
4 Apprentis	10 617	175	3	309 805	10 Sous terre - à l'exclusion des chantiers	92	6	0	6 268
5 Élèves	153	4	0	8 223	11 Sur l'eau - à l'exclusion des chantiers	441	20	3	33 217
6 Ouvriers non qualifiés	82 552	4 355	44	5 692 652	12 En milieu hyperbare - à l'exclusion des chantiers	18	1	1	1 513
7 Ouvriers qualifiés	165 399	11 169	175	11 839 010	13 Autre ou sans information	90 911	4 621	58	6 139 036
8 Divers	3 552	153	2	234 938	14 Non codés	53 876	7 077	153	6 607 535
9 Non codés	91 324	4 929	147	4 359 311	REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LESIONS					1 Problème électrique, explosion, feu	1 204	106	16	78 829
1 Nature inconnue ou non précisée	33 516	2 901	335	3 827 847	2 Débordement, renversement, fuite, etc.	4 178	130	3	134 343
2 Blessures superficielles	44 362	1 574	1	1 954 197	3 Éclatement, glissade, chute, etc. d'agent matériel	25 564	1 561	22	1 667 048
3 Plaies ouvertes	61 252	2 685	2	1 826 408	4 Perte de contrôle	103 527	5 925	76	5 611 658
4 Autres plaies et blessures superficielles	13 561	610	0	517 978	5 Glissade ou trébuchement avec chute	94 214	6 508	42	8 161 691
5 Fractures fermées	26 956	4 243	7	3 622 694	6 Mouvement corps sans contrainte	86 017	3 800	16	4 827 338
6 Fractures ouvertes	3 436	825	1	509 696	7 Mouvement corps avec contrainte	144 432	5 885	8	9 421 341
7 Autres fractures osseuses	1 882	285	1	230 658	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	14 703	962	23	1 303 964
8 Luxations et sub-luxations	12 221	835	0	1 008 805	9 Autre ou sans information	38 919	2 248	155	2 795 331
9 Entorses et foulures	76 797	2 803	1	4 531 740	10 Non codés	53 876	7 077	153	6 607 535
10 Autres luxations, entorses, foulures	4 558	316	0	341 433	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
11 Amputations traumatiques	1 206	666	0	181 255	1 Bâtiments, surfaces à niveau	79 732	4 388	19	5 871 827
12 Commotions et traumatismes internes	69 682	3 070	15	4 285 861	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	37 995	2 754	21	3 439 915
13 Traumatismes internes	146 502	6 427	21	9 099 651	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	1 510	46	5	52 580
14 Autres commotions, traumatismes internes	7 808	441	8	533 376	4 Dispositifs de distribution de matière	1 319	79	1	78 440
15 Brûlures (thermiques)	4 985	120	1	133 050	5 Moteurs, dispositifs transmis./stockage énergie	1 706	148	3	114 281
16 Brûlures chimiques (corrosions)	1 633	55	1	53 576	6 Outils à main non motorisés	24 656	905	4	783 679
17 Gelures	18	1	0	1 263	7 Outils mécaniques tenus main	8 516	619	0	431 275
18 Autres brûlures et gelures	707	28	0	20 630	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	746	62	1	34 263
19 Empoisonnements aigus	40	4	1	3 084	9 Machines, équipements portables ou mobiles	2 418	190	2	188 666
20 Infections aiguës	289	9	1	10 218	10 Machines et équipements fixes	14 167	1 161	2	744 514
21 Autres empoisonnements, infections	245	9	0	6 674	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	40 335	2 063	15	2 689 341
22 Asphyxies	99	4	1	2 957	12 Véhicules terrestres	19 622	1 489	57	1 601 290
23 Noyades et submersions non mortelles	3	0	0	27	13 Autres véhicules de transport	1 164	47	5	55 890
24 Autres noyades et asphyxies	28	0	0	416	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	98 947	4 556	16	5 882 439
25 Perte auditive aiguë	30	6	0	1 555	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	2 722	79	6	89 893
26 Effets de la pression (barotrauma)	123	8	0	2 416	16 Dispositifs et équipements de sécurité	188	15	0	16 620
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	43	9	0	1 221	17 Équipements bureau, sport, armes, domestiques...	14 235	664	4	880 787
28 Chaleur et coups de soleil	26	6	0	2 544	18 Organismes vivants et êtres humains	38 168	1 816	17	2 880 405
29 Effets des radiations (non thermiques)	16	0	0	437	19 Déchets en vrac	468	30	0	26 181
30 Effets du froid	8	0	0	236	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	573	41	2	35 264
31 Autres effets t°, lumière, radiations	46	4	0	1 664	99 Autre ou sans information	124 531	5 973	181	8 103 993
32 Chocs suite à agressions et menaces	1 551	173	1	202 167	100 Non codés	53 876	7 077	153	6 607 535
33 Chocs traumatiques	77 182	3 964	22	5 140 488	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITE PHYSIQUE SPECIFIQUE ⁽¹⁾				
34 Autres chocs	8 448	425	6	523 280	1 Opération de machine	11 495	1 187	10	714 418
35 Blessures multiples	8 089	734	35	775 037	2 Travail avec des outils à main	45 085	2 286	13	1 923 515
36 Autres blessures déterminées non classées	18 879	962	53	1 254 539	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	26 732	1 784	77	2 006 707
REPARTITION SUIVANT LE SIEGE DES LESIONS					4 Manipulation d'objets	120 938	5 896	30	7 228 139
1 Localisation de la blessure non déterminée	25 528	2 438	330	3 396 251	5 Transport manuel	102 970	4 658	9	6 870 394
2 Tête, sans autre spécification	27 905	1 317	36	1 019 780	6 Mouvement	154 782	8 030	73	11 153 504
3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	17 043	963	0	1 067 250	7 Présence	22 042	1 347	84	1 795 077
4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	133 752	4 895	2	7 981 102	9 Autre ou sans information	28 714	1 937	65	2 309 789
5 Torse et organes, sans autre spécification	18 131	477	37	795 154	100 Non codés	53 876	7 077	153	6 607 535
6 Membres supérieurs, sans autre spécification	207 710	14 778	2	12 923 770	REPARTITION SUIVANT LA MODALITE DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
7 Membres inférieurs, sans autre spécification	152 066	6 288	2	9 600 965	1 Contact courant électrique, t°, substance dangereuse	9 252	290	18	320 555
8 Ensemble du corps et endroits multiples	36 009	2 654	77	3 242 645	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	59	5	4	5 103
9 Autres parties du corps blessées	8 083	392	28	582 161	3 Écrasement mouvement vertical ou horizontal	92 730	6 486	48	8 008 920
					4 Heurt par objet en mouvement	39 578	2 419	66	2 532 374
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	66 083	3 193	8	2 528 639
					6 Coincement, écrasement, etc.	27 075	2 148	18	1 577 270
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	239 077	10 049	30	15 920 257
					8 Morsure, coup de pied, etc.	8 044	476	7	626 216
					9 Autre ou sans information	30 860	2 059	162	2 482 209
					100 Non codés	53 876	7 077	153	6 607 535

(1) Nombre d'AT avec un 1er règlement en 2016 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2016

ACCIDENTS DE TRAJET ANNEE 2016

ENSEMBLE DES NEUF GRANDES BRANCHES D'ACTIVITE

Nombre de salariés	18 529 736
Nombre d'accidents avec 1er règlement	87 454
dont avec au moins 4 jours d'arrêt :	75 046
Nombre de nouvelles incapacités permanentes	6 178
Nombre de décès	249
Nombre de journées perdues par I.T.	6 025 088

	Nombre d'accidents en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'accidents en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE SIEGE DES LESIONS				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Localisation de la blessure non déterminée	3 949	451	152	547 714
2 Moins de 20 ans	6 019	151	19	256 999	2 Tête, sans autre spécification	3 220	250	22	178 991
3 de 20 à 24 ans	12 922	438	37	608 344	3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	12 292	640	0	496 904
4 de 25 à 29 ans	12 920	598	34	727 457	4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	8 100	468	0	477 825
5 de 30 à 34 ans	11 163	669	24	738 833	5 Torse et organes, sans autre spécification	3 076	149	3	159 242
6 de 35 à 39 ans	9 618	690	24	714 451	6 Membres supérieurs, sans autre spécification	14 109	1 344	5	1 157 447
7 de 40 à 49 ans	17 842	1 662	62	1 478 521	7 Membres inférieurs, sans autre spécification	24 295	1 433	1	1 681 140
8 de 50 à 59 ans	14 552	1 627	40	1 274 877	8 Ensemble du corps et endroits multiples	16 792	1 360	58	1 228 588
9 de 60 à 64 ans	2 098	288	7	191 864	9 Autres parties du corps blessées	1 621	83	8	97 237
10 65 ans et plus	320	55	2	33 742					
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
1 Masculin	39 931	3 133	197	3 118 990	1 Problème électrique, explosion, feu	38	2	0	1 943
2 Féminin	47 523	3 045	52	2 906 098	2 Débordement, renversement, fuite, etc.	27	4	1	2 181
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					3 Éclatement, glissement, chute, etc. d'agent matériel	748	73	1	55 370
1 Non précisé	5 386	379	12	386 780	4 Perte de contrôle	34 358	2 580	125	2 477 789
2 Cadres, techniciens, a.m.	8 988	750	23	555 383	5 Glissade ou trébuchement avec chute	11 972	690	2	892 241
3 Employés	30 136	1 990	51	2 154 918	6 Mouvement corps sans contrainte	2 985	174	5	194 818
4 Apprentis	3 161	76	9	139 981	7 Mouvement corps avec contrainte	2 874	102	0	168 477
5 Elèves	53	1	0	2 676	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	1 477	120	2	120 828
6 Ouvriers non qualifiés	7 072	494	21	626 956	9 Autre ou sans information	5 293	369	26	397 973
7 Ouvriers qualifiés	8 261	827	45	825 235	Non codés	15 274	2 064	87	1 713 468
8 Divers	465	29	3	34 861	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
Non codés	23 932	1 632	85	1 298 298	1 Bâtiments, surfaces à niveau	11 756	662	2	810 099
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LESIONS					2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	3 836	172	1	274 094
1 Nature inconnue ou non précisée	4 656	510	151	583 557	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	26	1	0	3 265
2 Blessures superficielles	5 033	207	1	220 576	4 Dispositifs de distribution de matière	9	0	0	635
3 Plaies ouvertes	1 685	113	2	82 302	5 Moteurs, dispositifs transmis./stockage énergie	16	0	0	686
4 Autres plaies et blessures superficielles	991	57	0	51 593	6 Outils à main non motorisés	19	1	0	722
5 Fractures fermées	7 494	1 396	4	1 188 587	7 Outils mécaniques tenus main	3	1	0	92
6 Fractures ouvertes	6 225	206	3	164 523	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	1	0	0	154
7 Autres fractures osseuses	430	73	1	74 750	9 Machines, équipements portables ou mobiles	33	2	1	3 190
8 Luxations et sub-luxations	1 425	118	0	111 717	10 Machines et équipements fixes	9	1	0	330
9 Entorses et foulures	13 799	597	0	710 615	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	178	10	0	10 025
10 Autres luxations, entorses, foulures	439	25	0	25 785	12 Véhicules terrestres	32 469	2 549	121	2 397 981
11 Amputations traumatiques	32	7	0	8 013	13 Autres véhicules de transport	383	26	1	26 155
12 Commotions et traumatismes internes	10 573	512	9	537 690	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	289	16	0	16 405
13 Traumatismes internes	18 814	895	13	944 372	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	5	0	1	145
14 Autres commotions, traumatismes internes	926	57	1	57 365	16 Dispositifs et équipements de sécurité	15	1	0	770
15 Brûlures (thermiques)	60	0	0	1 756	17 Equipements bureau, sport, armes, domestiques...	59	10	1	4 715
16 Brûlures chimiques (corrosions)	10	0	0	505	18 Organismes vivants et êtres humains	1 918	117	5	143 493
17 Gelures	0	0	0	0	19 Déchets en vrac	5	0	0	470
18 Autres brûlures et gelures	16	0	0	473	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	62	1	0	3 275
19 Empoisonnements aigus	0	0	0	0	99 Autre ou sans information	8 681	544	29	614 919
20 Infections aiguës	3	0	0	147	Non codés	15 274	2 064	87	1 713 468
21 Autres empoisonnements, infections	2	0	0	9	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITE PHYSIQUE SPECIFIQUE ⁽¹⁾				
22 Asphyxies	0	0	0	0	1 Opération de machine	54	13	0	4 125
23 Noyades et submersions non mortelles	0	0	0	0	2 Travail avec des outils à main	31	3	0	1 552
24 Autres noyades et asphyxies	1	0	1	0	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	36 601	2 681	133	2 603 958
25 Perte auditive aiguë	0	0	0	0	4 Manipulation d'objets	459	19	0	25 492
26 Effets de la pression (barotrauma)	4	0	0	16	5 Transport manuel	136	11	0	7 939
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	3	0	0	269	6 Mouvement	17 316	1 018	9	1 257 142
28 Chaleur et coups de soleil	0	2	0	24	7 Présence	795	67	5	68 871
29 Effets des radiations (non thermiques)	0	0	0	0	8 Autre ou sans information	4 380	302	15	342 541
30 Effets du froid	0	0	0	0	Non codés	15 274	2 064	87	1 713 468
31 Autres effets t°, lumière, radiations	1	0	0	163	REPARTITION SUIVANT LA MODALITE DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
32 Chocs suite à agressions et menaces	150	10	0	12 786	1 Contact courant électrique, t°, substance dangereuse	134	9	1	10 748
33 Chocs traumatiques	12 963	770	19	708 991	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	4	0	0	37
34 Autres chocs	1 151	57	2	58 814	3 Écrasement mouvement vertical ou horizontal	20 943	1 296	31	1 532 981
35 Blessures multiples	4 116	457	25	365 562	4 Heurt par objet en mouvement	19 091	1 648	76	1 422 063
36 Autres blessures déterminées non classées	2 052	109	17	114 128	5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	1 056	55	5	69 858
					6 Coincement, écrasement, etc.	446	41	2	34 282
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	10 644	508	15	662 269
					8 Morsure, coup de pied, etc.	668	46	1	54 101
					9 Autre ou sans information	6 786	511	31	525 281
					Non codés	15 274	2 064	87	1 713 468

(1) Nombre d'accidents avec un 1er règlement en 2016 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2016

CTN 9CTN : ENSEMBLE DES NEUF GRANDES BRANCHES D'ACTIVITE

MALADIES PROFESSIONNELLES ANNEE 2016

CTN : 9CTN

ENSEMBLE DES NEUF GRANDES BRANCHES D'ACTIVITE

Nombre de salariés

18 529 736

Nombre de maladies avec 1er règlement

48 762

Nombre de nouvelles incapacités permanentes (taux compris entre 1% et 100%)

24 499

Nombre de décès

382

Nombre de journées perdues par incapacité temporaire

10 903 558

		Nombre de MP avec 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues			Nombre de MP avec 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME						REPARTITION SELON LA PROFESSION					
1	Non précisé	0	0	0	0	1	Agriculteurs	100	37	0	23 336
2	Moins de 20 ans	60	7	0	5 874	2	Artisans	15 326	8 607	251	3 165 477
3	de 20 à 24 ans	510	91	0	73 327	3	Conducteurs	8 110	4 043	62	1 951 776
4	de 25 à 29 ans	1 263	277	0	255 831	4	Dirigeants	245	128	2	63 395
5	de 30 à 34 ans	2 478	745	1	597 665	5	Employés	2 051	979	3	493 378
6	de 35 à 39 ans	3 880	1 403	1	972 689	6	Employés non qualifiés	12 252	5 898	36	2 849 029
7	de 40 à 49 ans	14 465	6 271	15	3 734 899	7	Personnels de service	8 644	3 701	4	1 957 350
8	de 50 à 59 ans	21 140	11 627	94	4 924 108	8	Professions intermédiaires	1 528	816	18	291 048
9	de 60 à 64 ans	2 350	1 706	56	323 787	9	Spécialistes des sciences	476	260	6	94 700
10	65 ans et plus	2 616	2 372	215	15 378	10	Professions militaires	12	9	0	1 535
						11	Non précisé	18	21	0	12 534
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME						REPARTITION SUIVANT LA DUREE D'EXPOSITION					
1	Masculin	24 734	13 828	373	5 196 716	1	Non précisé	2 686	1 397	22	689 395
2	Féminin	24 028	10 671	9	5 706 842	2	Moins de 6 mois	586	216	1	126 625
						3	De 6 mois à un an	849	348	0	191 435
						4	De 1 an à moins de 5 ans	6 999	3 089	15	1 687 560
						5	De 5 an à moins de 10 ans	7 578	3 578	22	1 893 782
						6	Plus de 10 ans	30 064	15 871	322	6 314 761

REPARTITION PAR MP											
N°	Libellé					N°	Libellé				
001A	plomb	3	3	0	1 155	047A	Bois	80	53	7	15 808
002A	mercure	0	0	0	0	049A	amines aliphatiques et alicycliques	2	1	0	798
003A	tétrachloréthane	0	0	0	0	049B	affections respiratoires	13	9	0	1 469
004A	benzène	46	48	7	15 603	050A	Phénylhydrazine	0	0	0	8
004B	affections/benzène toluène	1	1	0	263	051A	résines époxydiques	21	4	0	3 413
005A	phosphore	0	0	0	0	052A	chlorure de vinyle monomère	1	0	1	0
006A	rayonnements ionisants	24	16	7	5 280	053A	Affections dues aux rickettsies	2	0	0	398
007A	Tétanos	0	0	0	0	054A	Poliomyélites	0	0	0	0
008A	ciments	43	13	0	8 490	055A	amibes	0	0	0	366
009A	dérivés des hydrocarbures	0	0	0	0	056A	Rage	0	0	0	0
010A	dermites par acide chromiques	9	6	0	1 297	057A	Affections périarticulaires	38 740	17 009	0	8 981 245
010B	acide chromique	5	4	0	701	058A	Affections/ W à Hte température	0	0	0	0
010T	cancer chromique	12	9	4	1 016	059A	Intoxications/hexane	2	0	0	466
011A	Intoxication / tétrachlorure de carbone	0	0	0	0	061A	cadmium et ses composés	2	1	0	454
012A	dérivés hydrocarbures aliphatiques	2	1	0	62	061B	Cancer broncho-pulm./ cadmium	1	1	1	0
013A	hydrocarbures benzéniques	0	0	0	0	062A	isocyanates organiques	23	16	0	4 919
014A	dérivés phénol/pentachlorophénol	0	0	0	0	063A	Aff./enzymes	0	0	0	22
015A	Aff./amines aromatiques/sels/dérivés	1	0	0	14	064A	Intoxication par CO	0	0	0	0
015B	allergique/amines hydroxylés	12	2	0	1 385	065A	eczéma allergique	235	52	0	28 085
015T	lésions de la vessie	117	104	4	7 585	066A	Aff. Respir./ allergie	191	89	0	27 445
016A	goudrons houille	0	0	0	0	066B	Pneumopathies d'hypersensibilité	7	4	0	2 113
016B	cancers/les goudrons, huile de houille	82	82	7	4 101	067A	LésionsChlorure de potassium	0	0	0	0
018A	Charbon	0	0	0	0	068A	Tularémie	0	0	0	361
019A	Spirochétoses	4	3	0	2 050	069A	vibrations et chocs/machine	127	102	0	35 291
020A	arsenic	0	0	0	125	070A	cobalt	8	5	0	858
020B	Cancer/arsenic	0	0	0	0	070B	Affec. respi.carbures métalliques	3	2	0	486
020T	Cancers/pyrites	0	0	0	0	070T	Affec. cancé. carbures métalliques	4	3	0	440
021A	l'hydrogène arsénié	0	0	0	0	071A	aff. oculaire/rayonnement thermique	2	2	0	386
022A	Sulfocarbonisme	1	0	0	157	071B	Affections cancéreuses	0	0	0	0
023A	Nystagmus	0	0	0	0	072A	dérivés du nitrol et du glycérol	0	0	0	0
024A	Brucelloses	0	0	0	1	073A	antimoine et ses dérivés	0	0	0	366
025A	Pneumoconioses/silice	199	187	4	13 803	074A	furfural et l'alcool furfurylique	0	0	0	0
026A	bromure de méthyle	1	1	0	0	075A	sélénium et dérivés	0	0	0	0
027A	chlorure de méthyle	0	0	0	0	076A	maladies nosocomiales	129	2	0	1 499
028A	Ankylostomose	0	0	0	0	077A	Périonyxis et onyxis	2	1	0	506
029A	Lésions/travaux où pression>pression atmos.	1	0	0	308	078A	chlorure de sodium dans les mines de sel	0	0	0	0
030A	Aff/amiante	2 436	2 320	118	14 286	079A	Lésions chr. du ménisque	485	274	0	116 225
030B	Cancer broncho-pulm./ amiante	909	685	212	52 246	080A	Kératoconjunctivites virales	0	1	0	40
031A	MP/aminoglycosides	0	0	0	0	081A	Aff.malignes/bis(chlorométhyle)éther	0	0	0	0
032A	fluor,l'acide fluorhydrique	0	0	0	0	082A	Aff./le méthacrylate de méthyle	7	0	0	1 054
033A	béryllium	5	4	0	67	083A	Lésions/travaux où pression<pression atmos.	0	0	0	76
034A	phosphates,pyrophosphates etc	0	0	0	0	084A	Aff./solvants orga.liquides	28	11	0	4 089
036A	huiles etgraisse animale ou de synthèse	26	6	0	3 511	085A	N-méthyl N-nitro N...	0	0	0	0
036B	cancers peau/dérivé du pétrole	1	2	0	942	086A	Pasteurelloses	0	0	0	2
037A	Aff.cutanées/oxydes et nickel	13	3	0	2 590	087A	Ornithose-Psittacose	2	0	0	294
037B	Aff.respi./oxydes et nickel	0	0	0	131	088A	Rouget du porc	1	0	0	6
037T	Aff.cancéreuse./oxydes et nickel	0	0	0	0	089A	halothane	0	0	0	0
038A	chlorpromazine	0	0	0	0	090A	Aff.respi.inhalation textile végétal	1	2	0	0
039A	bioxyde de manganèse	1	1	0	0	091A	BPCO du mineur de charbon	4	4	0	0
040A	bacille tuberculeux	38	3	0	5 300	092A	stptococcus suis	0	0	0	0
041A	pénicillines et céphalosporines	1	0	0	114	093A	lés.de l'œil par particules ds puit de mine	0	0	0	0
042A	Surdité	704	699	0	2 147	094A	BPCO du mineur de fer	3	3	0	0
043A	Aff/aldéhyde et ses polymères	14	5	0	2 359	095A	Aff.allergique/latex	10	8	0	1 182
043B	Aff. cancéreuses /aldéhyde formique	1	2	0	157	096A	hantavirus	0	0	0	365
044A	aff/ inhalation d'oxyde de fer	7	7	0	459	097A	Aff. Rachis lombaire/vibrations	482	302	0	195 709
044B	cancers/inhalation d'oxyde de fer	2	1	1	0	098A	Aff. Rachis lombaire/manutention charges lourdes	2 701	1 866	0	1 102 644
045A	Hépatites virales	3	1	0	1 944	Autres	Alinéa 4	718	452	9	224 840
046A	Mycoses cutanées	1	1	0	181						

CTN : H

Activités de services I [banques, assurances, administrations...]

Nombre de salariés :	4 493 982	Indice de fréquence :	11,0
Nombre d'accidents de travail en premier règlement :	49 243	Taux de fréquence :	7,8
dont avec au moins 4 jours d'arrêt :	43 078	Taux de gravité :	0,4
Nombre de nouvelles incapacités permanentes :	2 317	Indice de gravité :	3,6
Nombre de décès :	32	Nombre d'établissements :	359 996
Nombre de journées perdues :	2 510 824		

	Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Non précisé	1 505	97	3	92 979
2 Moins de 20 ans	1 412	20	1	31 245	2 lieu de travail habituel	28 852	1 176	13	1 531 224
3 de 20 à 24 ans	7 713	104	1	232 614	3 lieu de travail occasionnel	5 273	233	2	282 733
4 de 25 à 29 ans	6 958	142	3	273 310	4 lieu du repas	158	5	0	6 397
5 de 30 à 34 ans	5 268	192	2	258 256	5 au cours du trajet entre le travail et le lieu du repas	0	0	0	0
6 de 35 à 39 ans	5 054	207	2	269 105	6 au cours d'un déplacement pour l'employeur	2 209	158	4	134 279
7 de 40 à 49 ans	11 080	609	6	638 986	8 Non codés	5 081	648	10	463 212
8 de 50 à 59 ans	10 071	853	14	690 178	REPARTITION SUIVANT LE TYPE DE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
9 de 60 à 64 ans	1 524	156	3	105 550	1 Site industriel	2 996	148	3	163 479
10 65 ans et plus	163	34	0	11 580	2 Chantier, construction, carrière, mine à ciel ouvert	1 019	45	1	54 146
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					3 Lieu pour agriculture, élevage, pisciculture, zone forest.	636	19	0	28 759
1 masculin	17 435	830	24	870 634	4 Lieu d'activité tertiaire, bureau, divertissement, divers	11 935	523	7	646 320
2 féminin	31 808	1 487	8	1 640 190	5 Établissement de soins	7 656	236	1	372 862
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					6 Lieu public	3 877	262	2	227 383
1 Non précisé	5 058	229	5	266 859	7 Domicile	1 588	87	1	111 944
2 Cadres, techniciens, a.m.	4 644	303	10	282 781	8 Lieu d'activité sportive	916	43	0	52 758
3 Employés	20 483	853	8	1 088 882	9 En l'air, en hauteur - à l'exclusion des chantiers	15	3	1	2 018
4 Apprentis	482	8	0	12 650	10 Sous terre - à l'exclusion des chantiers	10	0	0	444
5 Élèves	27	1	0	1 508	11 Sur l'eau - à l'exclusion des chantiers	97	3	1	6 901
6 Ouvriers non qualifiés	5 874	255	1	322 155	12 En milieu hyperbare - à l'exclusion des chantiers	3	0	1	455
7 Ouvriers qualifiés	2 642	134	0	142 777	13 Autre ou sans information	7 249	300	4	380 143
8 Divers	915	40	0	49 444	14 Non codés	5 081	648	10	463 212
9 Non codés	9 118	494	8	343 768	REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LESIONS					1 Problème électrique, explosion, feu	66	5	0	2 884
1 Nature inconnue ou non précisée	2 969	226	24	233 690	2 Débordement, renversement, fuite, etc.	248	4	0	5 380
2 Blessures superficielles	3 168	101	0	107 576	3 Éclatement, glissade, chute, etc. d'agent matériel	1 569	78	1	78 975
3 Plaies ouvertes	2 507	100	0	60 360	4 Perte de contrôle	4 870	233	3	215 018
4 Autres plaies et blessures superficielles	732	24	0	27 063	5 Glissade ou trébuchement avec chute	9 617	561	3	624 151
5 Fractures fermées	2 090	343	0	232 498	6 Mouvement corps sans contrainte	5 957	210	1	277 086
6 Fractures ouvertes	174	34	0	21 502	7 Mouvement corps avec contrainte	10 778	311	1	535 394
7 Autres fractures osseuses	148	25	0	11 459	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	1 844	92	2	126 830
8 Luxations et sub-luxations	912	54	0	55 287	9 Autre ou sans information	3 048	175	11	181 894
9 Entorses et foulures	8 040	247	0	372 598	10 Non codés	5 081	648	10	463 212
10 Autres luxations, entorses, foulures	385	19	0	16 632	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
11 Amputations traumatiques	42	12	0	4 216	1 Bâtiments, surfaces à niveau	8 631	438	2	497 770
12 Commotions et traumatismes internes	5 632	215	0	260 892	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	3 352	182	0	218 954
13 Traumatismes internes	11 649	430	2	553 994	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	31	3	1	2 808
14 Autres commotions, traumatismes internes	563	15	2	26 600	4 Dispositifs de distribution de matière	54	4	0	2 563
15 Brûlures (thermiques)	371	9	0	6 365	5 Moteurs, dispositifs transmis./stockage énergie	72	4	0	3 251
16 Brûlures chimiques (corrosions)	110	1	0	2 039	6 Outils à main non motorisés	933	27	0	22 756
17 Gelures	1	0	0	38	7 Outils mécaniques tenus main	379	11	0	16 051
18 Autres brûlures et gelures	49	1	0	823	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	31	2	0	1 201
19 Empoisonnements aigus	5	0	0	217	9 Machines, équipements portables ou mobiles	195	14	0	10 657
20 Infections aiguës	26	0	0	541	10 Machines et équipements fixes	434	18	0	17 448
21 Autres empoisonnements, infections	34	1	0	861	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	1 504	68	0	76 483
22 Asphyxies	7	0	0	197	12 Véhicules terrestres	1 365	109	4	87 371
23 Noyades et submersions non mortelles	2	0	0	25	13 Autres véhicules de transport	53	3	0	3 418
24 Autres noyades et asphyxies	3	0	0	11	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	3 965	129	0	180 486
25 Perte auditive aiguë	4	0	0	464	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	196	4	0	4 599
26 Effets de la pression (barotrauma)	1	0	0	29	16 Dispositifs et équipements de sécurité	14	1	0	702
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	5	2	0	80	17 Equipements bureau, sport, armes, domestiques...	1 887	64	1	91 354
28 Chaleur et coups de soleil	2	0	0	7	18 Organismes vivants et êtres humains	5 189	190	1	292 506
29 Effets des radiations (non thermiques)	3	0	0	40	19 Déchets en vrac	34	3	0	1 004
30 Effets du froid	0	0	0	0	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	47	3	0	1 448
31 Autres effets t°, lumière, radiations	4	0	0	34	99 Autre ou sans information	9 631	392	13	514 782
32 Chocs suite à agressions et menaces	250	24	0	20 675	10 Non codés	5 081	648	10	463 212
33 Chocs traumatiques	6 171	266	1	306 508	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITE PHYSIQUE SPECIFIQUE ⁽¹⁾				
34 Autres chocs	691	36	1	36 362	1 Opération de machine	288	21	1	15 280
35 Blessures multiples	804	49	1	55 551	2 Travail avec des outils à main	1 939	68	1	70 012
36 Autres blessures déterminées non classées	1 689	83	1	95 590	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	1 487	107	4	87 914
REPARTITION SUIVANT LE SIEGE DES LESIONS					4 Manipulation d'objets	7 169	276	2	339 086
1 Localisation de la blessure non déterminée	2 468	192	24	219 878	5 Transport manuel	6 713	220	0	328 806
2 Tête, sans autre spécification	1 959	89	2	67 884	6 Mouvement	15 440	715	5	883 745
3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	1 573	83	0	71 767	7 Présence	2 501	117	4	161 296
4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	9 693	276	0	423 866	9 Autre ou sans information	2 460	145	5	161 473
5 Torse et organes, sans autre spécification	1 201	35	2	45 198	10 Non codés	5 081	648	10	463 212
6 Membres supérieurs, sans autre spécification	13 454	867	0	690 031	REPARTITION SUIVANT LA MODALITE DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
7 Membres inférieurs, sans autre spécification	14 245	521	0	699 580	1 Contact courant électrique, t°, substance dangereuse	681	12	0	16 762
8 Ensemble du corps et endroits multiples	3 799	212	3	241 178	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	2	0	2	29
9 Autres parties du corps blessées	851	42	1	51 442	3 Écrasement mouvement vertical ou horizontal	9 125	550	2	590 407
					4 Heurt par objet en mouvement	2 302	104	4	109 955
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	2 824	97	0	97 995
					6 Coincement, écrasement, etc.	1 308	76	0	58 009
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	18 124	635	3	942 616
					8 Morsure, coup de pied, etc.	946	37	1	53 412
					9 Autre ou sans information	2 685	158	10	178 427
					10 Non codés	5 081	648	10	463 212

(1) Nombre d'AT avec un 1er règlement en 2016 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2016

ACCIDENTS DE TRAJET ANNEE 2016

CTN : H

Activités de services I [banques, assurances, administrations...]

Nombre de salariés

4 493 982

Nombre d'accidents avec 1er règlement

17 289

dont avec au moins 4 jours d'arrêt :

14 179

Nombre de nouvelles incapacités permanentes

1 212

Nombre de décès

30

Nombre de journées perdues par I.T.

882 269

	Nombre d'accidents en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'accidents en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE SIEGE DES LESIONS				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Localisation de la blessure non déterminée	827	90	14	66 468
2 Moins de 20 ans	384	9	1	10 653	2 Tête, sans autre spécification	592	49	1	25 394
3 de 20 à 24 ans	2 167	72	3	74 046	3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	2 477	149	0	76 437
4 de 25 à 29 ans	2 672	123	6	101 629	4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	1 459	106	0	67 979
5 de 30 à 34 ans	2 350	125	3	107 048	5 Torse et organes, sans autre spécification	458	19	0	17 858
6 de 35 à 39 ans	2 109	147	2	107 495	6 Membres supérieurs, sans autre spécification	2 504	273	0	159 342
7 de 40 à 49 ans	3 627	310	9	217 480	7 Membres inférieurs, sans autre spécification	5 383	279	0	281 928
8 de 50 à 59 ans	3 362	346	4	219 555	8 Ensemble du corps et endroits multiples	3 215	231	12	170 291
9 de 60 à 64 ans	551	69	1	38 090	9 Autres parties du corps blessées	374	16	3	16 572
10 65 ans et plus	67	11	1	6 273					
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
1 Masculin	5 351	432	20	302 831	1 Problème électrique, explosion, feu	7	0	0	590
2 Féminin	11 938	780	10	579 438	2 Débordement, renversement, fuite, etc.	5	2	0	206
					3 Éclatement, glissement, chute, etc. d'agent matériel	179	18	0	11 080
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
1 Non précisé	1 381	99	2	75 365	4 Perte de contrôle	5 460	435	16	297 755
2 Cadres, techniciens, a.m.	3 453	277	4	177 529	5 Glissade ou trébuchement avec chute	2 846	145	0	168 791
3 Employés	5 928	386	7	334 680	6 Mouvement corps sans contrainte	661	38	0	34 666
4 Apprentis	215	4	2	7 514	7 Mouvement corps avec contrainte	626	19	0	27 774
5 Elèves	18	1	0	876	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	276	22	0	15 977
6 Ouvriers non qualifiés	540	41	3	37 221	9 Autre ou sans information	1 087	86	3	57 683
7 Ouvriers qualifiés	224	23	1	17 209	Non codés	3 032	447	11	267 747
8 Divers	193	8	1	10 591					
Non codés	5 337	373	10	221 284					
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LESIONS					REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
1 Nature inconnue ou non précisée	941	96	15	70 521	1 Bâtiments, surfaces à niveau	2 732	133	0	150 980
2 Blessures superficielles	898	40	0	28 956	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	833	37	0	44 681
3 Plaies ouvertes	279	18	0	10 080	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	5	0	0	197
4 Autres plaies et blessures superficielles	182	14	0	7 109	4 Dispositifs de distribution de matière	1	0	0	68
5 Fractures fermées	1 512	268	0	186 109	5 Moteurs, dispositifs transmis./stockage énergie	5	0	0	75
6 Fractures ouvertes	100	37	0	19 199	6 Outils à main non motorisés	2	0	0	20
7 Autres fractures osseuses	80	17	0	10 411	7 Outils mécaniques tenus main	0	0	0	15
8 Luxations et sub-luxations	302	24	0	15 238	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	0	0	0	0
9 Entorses et foulures	3 074	117	0	118 787	9 Machines, équipements portables ou mobiles	6	0	0	201
10 Autres luxations, entorses, foulures	83	4	0	3 114	10 Machines et équipements fixes	2	0	0	14
11 Amputations traumatiques	5	1	0	687	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	40	1	0	1 658
12 Commotions et traumatismes internes	2 035	104	0	81 811	12 Véhicules terrestres	5 318	442	15	299 254
13 Traumatismes internes	3 744	183	2	141 933	13 Autres véhicules de transport	100	9	0	5 400
14 Autres commotions, traumatismes internes	188	11	1	9 978	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	45	3	0	2 049
15 Brûlures (thermiques)	7	0	0	105	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	0	0	1	10
16 Brûlures chimiques (corrosions)	2	0	0	21	16 Dispositifs et équipements de sécurité	1	0	0	18
17 Gelures	0	0	0	0	17 Equipements bureau, sport, armes, domestiques...	9	2	0	604
18 Autres brûlures et gelures	1	0	0	4	18 Organismes vivants et êtres humains	343	16	1	17 839
19 Empoisonnements aigus	0	0	0	0	19 Déchets en vrac	0	0	0	366
20 Infections aiguës	1	0	0	140	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	9	1	0	171
21 Autres empoisonnements, infections	1	0	0	7	99 Autre ou sans information	1 696	121	2	90 902
22 Asphyxies	0	0	0	0	Non codés	3 032	447	11	267 747
23 Noyades et submersions non mortelles	0	0	0	0					
24 Autres noyades et asphyxies	0	0	0	0	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITE PHYSIQUE SPECIFIQUE ⁽¹⁾				
25 Perte auditive aiguë	0	0	0	0	1 Opération de machine	6	2	0	283
26 Effets de la pression (barotrauma)	0	0	0	0	2 Travail avec des outils à main	2	1	0	147
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	0	0	0	0	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	5 800	439	15	312 596
28 Chaleur et coups de soleil	0	0	0	0	4 Manipulation d'objets	108	5	0	4 910
29 Effets des radiations (non thermiques)	0	0	0	0	5 Transport manuel	28	3	0	856
30 Effets du froid	0	0	0	0	6 Mouvement	4 124	232	1	234 966
31 Autres effets t°, lumière, radiations	0	0	0	0	7 Présence	138	10	1	9 698
32 Chocs suite à agressions et menaces	38	0	0	1 628	9 Autre ou sans information	941	73	2	51 066
33 Chocs traumatiques	2 365	159	3	100 521	Non codés	3 032	447	11	267 747
34 Autres chocs	233	16	1	10 196					
35 Blessures multiples	789	79	5	47 085	REPARTITION SUIVANT LA MODALITE DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
36 Autres blessures déterminées non classées	429	24	3	18 629	1 Contact courant électrique, t°, substance dangereuse	23	2	0	1 297
					2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	0	0	0	0
					3 Écrasement mouvement vertical ou horizontal	4 094	254	3	233 722
					4 Heurt par objet en mouvement	3 254	274	10	183 590
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	164	7	0	8 891
					6 Coincement, écrasement, etc.	82	5	0	3 443
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	1 978	108	3	96 727
					8 Morsure, coup de pied, etc.	120	7	0	8 527
					9 Autre ou sans information	1 432	108	3	78 325
					Non codés	3 032	447	11	267 747

(1) Nombre d'accidents avec un 1er règlement en 2016 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2016

Nombre de salariés

4 493 982

Nombre de maladies avec 1er règlement

1 819

Nombre de nouvelles incapacités permanentes (taux compris entre 1% et 100%)

842

Nombre de décès

5

Nombre de journées perdues par incapacité temporaire

390 882

		Nombre de MP avec 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues			Nombre de MP avec 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME						REPARTITION SELON LA PROFESSION					
1	Non précisé	0	0	0	0	1	Agriculteurs	8	0	0	1 419
2	Moins de 20 ans	1	0	0	8	2	Artisans	77	49	1	14 525
3	de 20 à 24 ans	20	6	0	2 012	3	Conducteurs	27	16	1	7 065
4	de 25 à 29 ans	43	7	0	5 481	4	Dirigeants	34	17	1	9 176
5	de 30 à 34 ans	63	12	0	12 851	5	Employés	235	121	0	44 356
6	de 35 à 39 ans	124	54	0	28 772	6	Employés non qualifiés	762	317	0	171 558
7	de 40 à 49 ans	483	200	0	112 239	7	Personnels de service	384	160	0	87 626
8	de 50 à 59 ans	922	461	2	205 154	8	Professions intermédiaires	171	84	1	29 228
9	de 60 à 64 ans	127	71	0	23 387	9	Spécialistes des sciences	121	77	1	25 432
10	65 ans et plus	36	31	3	978	10	Professions militaires	0	0	0	0
						11	Non précisé	0	1	0	497
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME						REPARTITION SUIVANT LA DUREE D'EXPOSITION					
1	Masculin	331	183	5	67 043	1	Non précisé	80	42	0	19 219
2	Féminin	1 488	659	0	323 839	2	Moins de 6 mois	24	12	0	4 973
						3	De 6 mois à un an	44	16	0	8 501
						4	De 1 an à moins de 5 ans	384	147	1	78 392
						5	De 5 an à moins de 10 ans	315	131	0	73 190
						6	Plus de 10 ans	972	494	4	206 607

REPARTITION PAR MP											
N°	Libellé					N°	Libellé				
001A	plomb	0	0	0	0	047A	Bois	0	0	0	0
002A	mercure	0	0	0	0	049A	amines aliphatiques et alicycliques	1	0	0	181
003A	tétrachloréthane	0	0	0	0	049B	affections respiratoires	0	1	0	0
004A	benzène	1	1	1	0	050A	Phénylhydrazine	0	0	0	0
004B	affections/benzène toluène	0	0	0	0	051A	résines époxydiques	1	0	0	44
005A	phosphore	0	0	0	0	052A	chlorure de vinyle monomère	0	0	0	0
006A	rayonnements ionisants	2	3	1	1 085	053A	Affections dues aux rickettsies	0	0	0	0
007A	Tétanos	0	0	0	0	054A	Poliomyélites	0	0	0	0
008A	ciments	0	0	0	0	055A	amibes	0	0	0	366
009A	dérivés des hydrocarbures	0	0	0	0	056A	Rage	0	0	0	0
010A	dermites par acide chromiques	0	0	0	58	057A	Affections périarticulaires	1 580	702	0	334 034
010B	acide chromique	0	0	0	0	058A	Affections/ W à Hte température	0	0	0	0
010T	cancer chromique	0	0	0	0	059A	Intoxications/hexane	0	0	0	0
011A	Intoxication / tétrachlorure de carbone	0	0	0	0	061A	cadmium et ses composés	0	0	0	0
012A	dérivés hydrocarbures aliphatiques	0	0	0	0	061B	Cancer broncho-pulm./ cadmium	0	0	0	0
013A	hydrocarbures benzéniques	0	0	0	0	062A	isocyanates organiques	1	1	0	0
014A	dérivés phénol/pentachlorophénol	0	0	0	0	063A	Aff./enzymes	0	0	0	0
015A	Aff/amines aromatiques/sels/dérivés	0	0	0	0	064A	Intoxication par CO	0	0	0	0
015B	allergique/amines hydroxylés	0	0	0	0	065A	eczéma allergique	5	5	0	1 284
015T	lésions de la vessie	3	2	0	282	066A	Aff. Respir./ allergie	2	0	0	677
016A	goudrons houille	0	0	0	0	066B	Pneumopathies d'hypersensibilité	0	0	0	0
016B	cancers/les goudrons, huile de houille	0	1	0	0	067A	LésionsChlorure de potassium	0	0	0	0
018A	Charbon	0	0	0	0	068A	Tularémie	0	0	0	0
019A	Spirochétoses	2	0	0	350	069A	vibrations et chocs/machine	0	1	0	0
020A	arsenic	0	0	0	0	070A	cobalt	0	0	0	0
020B	Cancer/arsenic	0	0	0	0	070B	Affec. respi.carbures métalliques	0	0	0	0
020T	Cancers/pyrites	0	0	0	0	070T	Affec. cancé. carbures métalliques	0	0	0	0
021A	l'hydrogène arsénié	0	0	0	0	071A	aff.oculaire/rayonnement thermique	0	0	0	0
022A	Sulfocarbonisme	0	0	0	0	071B	Affections cancéreuses	0	0	0	0
023A	Nystagmus	0	0	0	0	072A	dérivés du nitrol et du glycérol	0	0	0	0
024A	Brucelloses	0	0	0	0	073A	antimoine et ses dérivés	0	0	0	0
025A	Pneumoconioses/silice	1	1	0	366	074A	furfural et l'alcool furfurylique	0	0	0	0
026A	bromure de méthyle	1	1	0	0	075A	sélénium et dérivés	0	0	0	0
027A	chlorure de méthyle	0	0	0	0	076A	maladies nosocomiales	26	0	0	148
028A	Ankylostomose	0	0	0	0	077A	Périonyxis et onyxis	0	0	0	0
029A	Lésions/travaux où pression>pression atmos.	0	0	0	0	078A	chlorure de sodium dans les mines de sel	0	0	0	0
030A	Aff/amiante	33	31	1	347	079A	Lésions chr. du ménisque	7	4	0	1 174
030B	Cancer broncho-pulm./ amiante	5	4	1	366	080A	Kératoconjunctivites virales	0	0	0	0
031A	MP/aminoglycosides	0	0	0	0	081A	Aff.malignes/bis(chlorométhyle)éther	0	0	0	0
032A	fluor,l'acide fluorhydrique	0	0	0	0	082A	Aff./le méthacrylate de méthyle	0	0	0	0
033A	béryllium	0	0	0	0	083A	Lésions/travaux où pression<pression atmos.	0	0	0	0
034A	phosphates,pyrophosphates etc	0	0	0	0	084A	Aff./solvants orga.liquides	1	0	0	10
036A	huiles etgraisse animale ou de synthèse	0	0	0	0	085A	N-méthyl N-nitro N...	0	0	0	0
036B	cancers peau/dérivé du pétrole	0	0	0	0	086A	Pasteurelloses	0	0	0	0
037A	Aff.cutanées/oxydes et nickel	0	0	0	299	087A	Ornithose-Psittacose	0	0	0	0
037B	Aff.respi./oxydes et nickel	0	0	0	0	088A	Rouget du porc	0	0	0	0
037T	Aff.cancéreuse./oxydes et nickel	0	0	0	0	089A	halothane	0	0	0	0
038A	chlorpromazine	0	0	0	0	090A	Aff.respi.inhalation textile végétal	0	0	0	0
039A	bioxyde de manganèse	0	0	0	0	091A	BPCO du mineur de charbon	0	0	0	0
040A	bacille tuberculeux	5	1	0	278	092A	stptococcus suis	0	0	0	0
041A	pénicillines et céphalosporines	0	0	0	0	093A	lés.de l'œil par particules ds puit de mine	0	0	0	0
042A	Surdité	8	8	0	0	094A	BPCO du mineur de fer	0	0	0	0
043A	Aff/aldéhyde et ses polymères	1	0	0	47	095A	Aff.allergique/latex	1	0	0	4
043B	Aff. cancéreuses /aldéhyde formique	0	0	0	0	096A	hantavirus	0	0	0	0
044A	aff/ inhalation d'oxyde de fer	0	0	0	0	097A	Aff. Rachis lombaire/vibrations	2	1	0	1 378
044B	cancers/inhalation d'oxyde de fer	0	0	0	0	098A	Aff. Rachis lombaire/manutention charges lourdes	38	24	0	15 907
045A	Hépatites virales	1	1	0	160	Autres	Alinéa 4	91	49	1	32 037
046A	Mycoses cutanées	0	0	0	0						

B. Annexe 2

Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018						
en %						
Catégorie socioprofessionnelle	Âge			Sexe		Ensemble
	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Femmes	Hommes	
Agriculteurs exploitants	0,4	1,0	2,8	0,8	2,2	1,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	1,3	6,0	8,8	3,8	8,9	6,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,7	19,4	19,7	15,7	20,8	18,4
Professions intermédiaires	23,5	28,0	21,9	28,3	23,3	25,7
Employés (1)	36,9	25,5	27,7	42,7	12,6	27,2
Employés qualifiés	17,3	14,4	12,2	21,6	6,8	14,0
Employés non qualifiés	19,6	11,2	15,5	21,1	5,9	13,2
Ouvriers	31,7	19,6	18,7	8,3	31,7	20,4
Ouvriers qualifiés	15,1	13,4	12,7	3,4	22,6	13,3
Ouvriers non qualifiés	16,7	6,2	6,0	4,8	9,1	7,0
Non déterminé	0,6	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif (en milliers)	2 274	16 549	8 299	13 091	14 031	27 122

(1) : la ventilation entre employés qualifiés et non qualifiés se fonde sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles à 4 chiffres (PCS).
Lecture : en 2018, 17,3 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont employés qualifiés.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi.
Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau B.1 – Aperçu des données du document « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge en 2018 », source INSEE

		Diplôme le plus élevé obtenu agrégé	Ensemble	
		INDICATEURS	Population active (en milliers)	Taux d'activité (en %)
Âge regroupé en 10	SEXE			
Ensemble	Ensemble		29 556,2	55,9
	Femmes		14 224,1	51,6
	Hommes		15 332,1	60,6
De 15 à 29 ans	Ensemble		6 051,2	53,4
	Femmes		2 831,9	49,9
	Hommes		3 219,3	56,8
De 15 à 19 ans	Ensemble		544,9	13,9
	Femmes		219,8	11,5
	Hommes		325,0	16,3
De 20 à 24 ans	Ensemble		2 221,1	62,1
	Femmes		1 043,8	58,1
	Hommes		1 177,3	66,1
De 25 à 29 ans	Ensemble		3 285,2	85,4
	Femmes		1 568,3	80,0
	Hommes		1 717,0	91,0
De 30 à 39 ans	Ensemble		7 074,5	87,4
	Femmes		3 369,2	81,3
	Hommes		3 705,2	93,7

Tableau B.2 – Aperçu des données du document « Population active et taux d'activité selon le sexe, l'âge et le diplôme en 2016 », source INSEE

C. Annexe 3

FIGURE C.1 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (médiane, mode), pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.700.000 € xs 300.000 €

FIGURE C.2 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (médiane, mode), pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €

FIGURE C.3 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (médiane, mode), pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €

FIGURE C.4 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (médiane, mode), pour les entrées en IPP pour cause de maladie, dans la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €

FIGURE C.5 – Ratio des primes techniques en fonction du couple de paramètres (quantile 25 %, quantile 75 %), pour les entrées en IPP pour cause d'accident, dans la tranche 7.000.000 € xs 1.000.000 €